



Canadian
Heritage

62B 8120-3-0001

VOL 1 UNC

INTERGOVERNMENTAL COOPERATION -
ONTARIO
SCHOOL GOVERNANCE; GENERAL

COOPÉRATION INTERGOUVERNEMENTALE -
ONTARIO
GESTION SCOLAIRE; GÉNÉRALITÉS

GESTION SCOLAIRE

GESTION SCOLAIRE



7540-CH-502-0870

[illegible]

62B 8120-3-0001
VOL 1



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Document disclosed under the Access to Information Act
Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

CLOSED VOLUME VOLUME COMPLET

DATED FROM
À COMPTER DU

2000-03-27 JUSQU'AU

TO

2001-02-21

AFFIX TO TOP OF FILE - À METTRE SUR LE DOSSIER

DO NOT ADD ANY MORE PAPERS - NE PAS AJOUTER DE DOCUMENTS

FOR SUBSEQUENT CORRESPONDENCE SEE - POUR CORRESPONDANCE ULTÉRIEURE VOIR

FILE NO. - DOSSIER N°

8120-3-0001

VOLUME

2



RÉUNION DU COMITÉ CONSULTATIF DU CADRE D'ÉVALUATION

Entente Canada-Ontario sur la gestion scolaire

Quand : Le mercredi 21 février 2001

Heure : De 10h00 à 14h00

Où : 900, rue Bay
Édifice Mowat, salle 341C

À noter : Le lunch sera servi

Ordre du jour

10h00 Mot d'ouverture

Présentation générale de la démarche à partir du Modèle logique

Revue du document et validation

Évaluation formative de 2001

12h00 Lunch

13h00 Suite de la discussion sur l'évaluation formative de 2001

Prochaines étapes

14h00 Clôture

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA-ONTARIO RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DE
LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE**

COMITÉ CONSULTATIF DE L'EXERCICE D'ÉLABORATION DU CADRE D'ÉVALUATION

Membres délégués des conseils scolaires de district (4)

Conseil scolaire de district Centre-Sud-Ouest de l'Ontario

Nom: Conseil scolaire de district du Centre-Sud-Ouest
116 Cornelius Parkway
North York ON M6L 2K5
Tél : 416-614-5891 416-614-5893 1-888-538-1702
Télécopieur : 416-397-2047
Directrice/Directeur : Alice Ducharme ducharmea@csdcso.on.ca

Conseil scolaire de district catholique du Centre-Est de l'Ontario

Nom: Conseil scolaire de district catholique du Centre-Est de l'Ontario
4000, rue Labelle
Gloucester ON K1J 1A1
Tél : 613-746-3025
1-800-230-5131 **Télécopieur :** 613-746-3081
Directrice/Directeur : Marc Godbout godbom@ceclf.edu.on.ca
Site du web : www.csd66.edu.on.ca

Conseil scolaire de district catholique des Aurores boréales

Nom: Conseil scolaire de district catholique des Aurores boréales
225, rue River
Thunder Bay ON P7A 3R1
Tél : 807-344-2266 p. *810 **Télécopieur :** 807-344-3734
Directrice/Directeur : Joanne Thiboutot-Debnam thiboutot@aurores-boreales.on.ca

Secrétariat du CODELF

Nom: Robert Arseneault
Directeur général du CODELF
290, rue Dupuis
Vanier, ON K1L 1A2
Tél : 613-747-8000 **Télécopieur :** 807-344-3734

Sous-ministres adjoints représentant les gouvernements provincial et fédéral

Ministère de l'Éducation de l'Ontario

Monsieur Maurice Proulx

Sous-ministre adjoint

Division de l'éducation en langue française
et de l'administration de l'éducation

Ministère du Patrimoine canadien

Madame Yasmine Laroche

Sous-ministre adjointe

Secteur des Affaires et du Portefeuille du Ministère
Examens ministériels

Madame Hélène Gosselin

Sous-ministre adjointe

Secteur des politiques stratégiques

Monsieur Norman Moyer

Sous-ministre adjoint

Identité canadienne

Programme d'appui aux langues officielles

MEMBRES DÉLÉGUÉS GOUVERNEMENTAUX (2)

Délégué du gouvernement provincial : Ministère de l'Éducation (1)

Nom du délégué : Maurice Boutet

Directeur
Direction des politiques et programmes
de l'éducation en langue française
900, rue Bay
Toronto, On

Tél : 416-327-9072

Télécopieur : 416-325-2156

Personne-ressource

Marie-Lison Fougère

Observatrice

Lise Alain
Gestionnaire,
Unité des politiques et programmes
de l'éducation en langue française

Délégué du gouvernement fédéral : Patrimoine canadien (1)

Nom du délégué : Yvan Déry p/Hilaire Lemoine

Directeur général,
Direction générale du Programme
d'appui aux langues officielles
15, rue Eddy, 7^e étage
Hull, Québec

Tél : 819-994-2222

Télécopieur : 819-953-9353

Observatrice

Nicole Frenette
Agente de programmes

Comité de gestion/Personnes-ressources :

Nom :

Réjeanne Guay
Conseillère principale
Politiques et programmes
Ministère de l'Éducation
900, rue Bay
Toronto, On

Tél : 416-325-4806

Télécopieur : 416-325-2156

Observateur

Robert Laplante
Contractuel

Nom:

Marjolaine Schaan
Gestionnaire en évaluation
Examens ministériels
Patrimoine canadien
15, rue Eddy, 8^e étage
Hull, Québec

Tél : 819-994-5480

Télécopieur : 819-994-7080

Personne-ressource (sera absent)

Michel Laurendeau
Conseil du Trésor du Canada

ENTENTE SPÉCIALE CANADA-ONTARIO RELATIVE À LA MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE

Cadre d'évaluation

**Ébauche no. 4
21 février 2001**

Table des matières

1. INTRODUCTION	5
1.1. OBJET DU CADRE	5
1.2. MÉTHODOLOGIE DE L'ÉLABORATION DU CADRE D'ÉVALUATION	5
2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE	5
2.1. CONTEXTE DE L'ENTENTE	5
2.2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE	6
2.3. PRINCIPE DE L'ENTENTE	6
3. APERÇU DU PROGRAMME DE MISE EN ŒUVRE DE L'ENTENTE	6
3.1. PLAN D'AFFAIRES	7
3.2. CATÉGORIES DE L'ENTENTE	7
3.3. RESSOURCES	7
3.3.1. <i>La contribution du Gouvernement du Canada</i>	7
3.3.2. <i>La contribution du Gouvernement de l'Ontario</i>	8
3.4. CRITÈRES D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS POUR LE FINANCEMENT DE PROJETS	8
3.4.1. <i>Catégories d'activités financées par l'Entente</i>	8
3.4.2. <i>Catégories d'activités exclues par l'Entente</i>	8
3.4.3. <i>Critères d'évaluation des demandes</i>	8
3.5. PARTICIPANTS À L'ENTENTE	9
3.5.1. <i>Gouvernement du Canada</i>	9
3.5.2. <i>Gouvernement de l'Ontario</i>	9
3.5.3. <i>Conseils scolaires de district de langue française de l'Ontario</i>	9
3.5.4. <i>Comité consultatif de l'exercice d'élaboration du cadre d'évaluation</i>	9
3.5.5. <i>CODELF</i>	9
4. MODÈLE LOGIQUE	10
5. TABLEAU DES RÉSULTATS ATTENDUS ET DES INDICATEURS	12
6. QUESTIONS D'ÉVALUATION	25
7. PLAN D'ÉVALUATION	27
7.1. ÉQUIPE D'ÉVALUATION	27
7.1.1. <i>Le ministère de l'Éducation</i>	27
7.1.2. <i>Les conseils scolaires de langue française</i>	27
7.2. LES SOURCES ET LES INSTRUMENTS D'ÉVALUATION	27
7.2.1. <i>Rapports d'activités / de cheminement des CS</i>	28
7.2.2. <i>Registres administratifs des conseils scolaires</i>	30
7.2.3. <i>Sondages / entrevues</i>	31
7.2.4. <i>Vérification des systèmes / Expertise externe</i>	33
7.2.5. <i>Registres administratifs provinciaux</i>	33
7.3. LE CALENDRIER DE L'ÉVALUATION	34
7.3.1. <i>La collecte des données</i>	35

7.3.2.	<i>L'analyse des données</i>	35
8.	<u>REDDITION DES COMPTES</u>	35
8.1.	<u>COMITÉ CONJOINT DE L'ENTENTE</u>	35
8.2.	<u>LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION DE L'ONTARIO (ÉDU)</u>	35
8.3.	<u>PATRIMOINE CANADIEN</u>	36
8.4.	<u>CONSEILS SCOLAIRES DE DISTRICT DE LANGUE FRANÇAISE</u>	36
<u>ANNEXE A : PLAN D'AFFAIRES</u>		37
<u>ANNEXE B : LISTE DES PERSONNES CONSULTÉES LORS DE L'ÉLABORATION DU CADRE D'ÉVALUATION</u>		38
<u>ANNEXE C : LISTE DES INSTRUMENTS DE COLLECTE DE DONNÉES À DÉVELOPPER</u>		41

Mode d'emploi

- Usagers :** Ce cadre d'évaluation s'adresse aux différents intervenants (conseils scolaires, ministère de l'Éducation) qui seront chargés d'en mettre en œuvre l'une ou l'autre des parties.
- Contexte :** Ce document fournit une information contextuelle sur l'Entente (sections 2 et 3).
- Démarche :** Ce document propose une démarche pour planifier et mettre en œuvre l'évaluation (sections 4, 5, 6 et 7).
- 1^{er} outil :** Le **modèle logique** (section 4) est le point de départ de l'évaluation. Il fournit un schéma de l'ensemble des principaux résultats attendus de l'Entente et leur enchaînement logique. On s'y reportera pour saisir en un coup d'œil l'impact attendu de l'Entente.
- 2^e outil :** Le **tableau des résultats attendus et des indicateurs** (section 5). Ce tableau exhaustif détaille, pour chacune des stratégies prévues au Plan d'affaires de l'Entente, les résultats attendus (extrants, résultats à court et moyen terme), les indicateurs pour mesurer leur progression et les sources de données. On pourra s'en servir pour saisir ce qui est attendu de l'évaluation pour chacune des activités stratégiques de l'Entente.
- 3^e outil :** Les **questions d'évaluation** (section 6). Pour faciliter le développement des instruments d'enquête à partir des indicateurs précisés ci-dessus, des questions d'évaluation sont fournies ici.
- 4^e outil :** Le **plan d'évaluation** (section 7). Il apporte des précisions sur le qui, le quand et le comment de l'évaluation. On y trouve ainsi des indications sur les responsables des tâches d'évaluation, sur le calendrier de collecte et d'analyse des données et sur la répartition des indicateurs par source de données.
- 5^e outil :** La **reddition des comptes** (section 8) précise les rôles et responsabilités des différentes partenaires de l'Entente au chapitre de l'imputabilité.

1. INTRODUCTION

1.1. Objet du cadre

Le document que voici fournit un cadre pour l'évaluation de l'Entente spéciale Canada-Ontario relative à la mise en œuvre de la gestion scolaire francophone. Il fournit d'abord une description du contexte dans lequel l'Entente a été conclue, de ses objectifs, composantes et paramètres de mise en œuvre. Il comprend ensuite un modèle logique et une stratégie pour évaluer les résultats de l'Entente. Enfin, ce cadre conclut avec l'articulation des paramètres selon lesquels s'effectuera la reddition des comptes pour les besoins de cette Entente.

Ce cadre d'évaluation se veut un outil de gestion axée sur les résultats à l'intention des gestionnaires du programme. Il se veut aussi un mécanisme de reddition des comptes des conseils scolaires face au ministère de l'Éducation de l'Ontario et de la part de ce dernier face à Patrimoine canadien. Il comprend les sections suivantes :

- Objectifs de l'Entente
- Aperçu du programme de mise en œuvre de l'Entente
- Modèle logique de l'Entente
- Tableau des résultats attendus et des indicateurs
- Questions d'évaluation
- Plan d'évaluation
- Reddition des comptes
- Annexes

1.2. Méthodologie de l'élaboration du cadre d'évaluation

Le cadre d'évaluation a été réalisé avec l'aide de la firme PGF/GTA recherche d'Ottawa. Un comité restreint composé des représentants du ministère de l'Éducation de l'Ontario et de la Direction des examens ministériels du ministère du Patrimoine canadien a supervisé le travail des consultants. Il a été appuyé dans cette tâche par un expert en évaluation du Secrétariat du Conseil du Trésor. L'élaboration du cadre s'est faite en six étapes :

1. Revue de la documentation relative à l'Entente dans le but de décrire l'Entente, ses engagements, ses composantes et ses mécanismes.
2. Consultation par entrevues des principales parties prenantes de l'Entente dans le but de préciser le contexte dans lequel elle a été conclue, de cerner ses principaux enjeux et d'identifier les attentes des partenaires à l'égard de l'évaluation de l'Entente (voir la liste des personnes consultées en annexe B).
3. Élaboration du cadre logique de l'Entente précisant les résultats attendus ainsi que les indicateurs et les sources de données pour les mesurer.
4. Validation du cadre logique dans le cadre d'un atelier réunissant les partenaires interrogés lors de la consultation.
5. Élaboration du présent cadre d'évaluation, y compris le modèle logique de l'Entente, le tableau des résultats attendus et des indicateurs.
6. Approbation du cadre par les partenaires : les 12 CS réunis sous l'égide du CODELF, le ministère de l'Éducation de l'Ontario et le ministère du Patrimoine canadien.

2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE

2.1. Contexte de l'Entente

En 1997, la province de l'Ontario a amorcé une restructuration en profondeur de son système d'éducation. Pour le système d'éducation en langue française, elle a créé un réseau élargi de douze conseils scolaires de district et éliminé ainsi les sections de langue française et les comités consultatifs de langue française rattachés aux conseils de langue anglaise. À l'époque de cette restructuration, il n'y avait que quatre

conseils scolaires entièrement de langue française soit, deux à Ottawa, un à Prescott-Russell et (un à Toronto.) *et une gestion partielle*.

Il y a présentement quatre conseils scolaires de district publics et huit conseils scolaires de district catholiques de langue française. Leur mandat est de gérer l'enseignement élémentaire et secondaire de langue française en Ontario. Leur juridiction couvre près de l'ensemble du territoire de la province et rejoint la grande majorité des Franco-ontariens.

Les nouveaux conseils scolaires de langue française ont les mêmes responsabilités et pouvoirs administratifs que les conseils scolaires de langue anglaise. La gestion scolaire en français en Ontario se traduit cependant par des coûts plus élevés étant donné l'isolement et l'éparpillement de la population francophone. De plus, l'école de langue française est généralement située dans un environnement anglo-dominant et les conseils doivent adopter des mesures d'aménagement linguistique pour créer et perpétuer un milieu d'apprentissage propice au perfectionnement et au maintien de la langue et de la culture françaises. Enfin, la plupart des conseils scolaires de langue française évoluent sur un vaste territoire et se retrouvent à gérer proportionnellement un plus grand nombre de petites écoles que les conseils scolaires de langue anglaise.

2.2. Objectifs de l'Entente

L'Entente spéciale Canada-Ontario relative à la mise en œuvre de la gestion scolaire de langue française (ci-après «l'Entente») a pour fonction d'appuyer la mise en place de cette nouvelle structure de gestion scolaire et de pallier en partie aux coûts plus élevés associés à la création d'un système de gestion scolaire de langue française en Ontario.

L'Entente a été signée en juin 1998 par la ministre du Patrimoine canadien et le ministre ontarien de l'Éducation et de la Formation, maintenant connu sous le nom de ministre de l'Éducation (ÉDU). Elle établit un cadre de collaboration entre les deux gouvernements, selon lequel le gouvernement fédéral accepte de fournir une somme totale de 90 millions \$, soit la moitié des dépenses admissibles pour certaines composantes de la mise en œuvre de la gestion scolaire de langue française et ce, pendant une période de cinq ans, soit de 1998-1999 à 2002-2003.

Un budget total de 180 millions \$ est donc prévu pour couvrir les dépenses engagées par les conseils scolaires de district francophones de la province. Ces derniers obtiennent accès à ces fonds en soumettant des demandes de financement de projets.

2.3. Principe de l'Entente

Les gouvernements fédéral et provinciaux reconnaissent les défis particuliers à la création d'un système d'enseignement en milieu minoritaire. Ils négocient donc, dans le cadre d'un protocole pan-canadien, des ententes bilatérales grâce auxquelles des fonds supplémentaires sont dédiés à divers aspects de l'éducation dans les langues officielles.

En appuyant ainsi l'établissement des douze conseils scolaires de langue française en Ontario, l'Entente répond aux exigences constitutionnelles de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*, lequel reconnaît aux parents appartenant à la minorité linguistique le droit de gestion et de contrôle à l'égard des établissements d'enseignement où leurs enfants se font instruire, lorsque le nombre le justifie. Le gouvernement du Canada, par le truchement du Patrimoine canadien, s'acquitte de ses responsabilités constitutionnelles en encourageant et en aidant financièrement les gouvernements provinciaux à offrir aux communautés minoritaires de langue officielle l'enseignement dans leur langue.

L'apport de la province de l'Ontario à cette Entente spéciale vient également appuyer son effort de restructuration du système d'éducation et relève de sa responsabilité d'assurer le respect de l'application de la *Charte* en matière d'éducation en langue française.

3. APERÇU DU PROGRAMME DE MISE EN ŒUVRE DE L'ENTENTE

3.1. Plan d'affaires

Les paramètres de mise en œuvre du programme sont spécifiés dans un Plan d'affaires annexé à l'Entente¹. Ce Plan d'affaires fournit une description détaillée des éléments clés de la stratégie de mise en œuvre, lesquels sont :

- Une description des tâches à accomplir (stratégies);
- Une description des résultats attendus;
- Une description des indicateurs de rendement à partir desquels l'Ontario mesurera la réalisation des objectifs;
- Une ventilation par année des coûts admissibles prévus;
- Une ventilation annuelle des contributions du Canada et de l'Ontario.

3.2. Catégories de l'Entente

L'Entente finance trois catégories de dépenses admissibles, ces dernières constituant les trois objectifs spécifiques de l'Entente :

A. Rendre le système opérationnel :

A1. Établir la structure administrative de chacun des 12 nouveaux conseils scolaires de district de langue française;

A2. Mettre en place des systèmes informatisés pour l'établissement des rapports financiers, la gestion des ressources humaines et l'organisation du personnel.

B. Promouvoir l'accès à l'éducation en langue française :

B1. Construire ou améliorer les installations scolaires;

B2. Établir des réseaux technologiques entre conseils scolaires pour les communications internes et externes.

C. Améliorer le rendement des élèves de langue française :

C1. Mettre en œuvre le cadre des programmes d'aménagement linguistique en vue d'aider les élèves de langue française à relever les défis que pose l'apprentissage dans un contexte de langue minoritaire;

C2. Fournir aux élèves de langue française les services de soutien requis pour les aider à atteindre un meilleur rendement scolaire;

C3. Offrir des programmes éducationnels sur de vastes étendues géographiques à l'aide des technologies d'éducation à distance.

3.3. Ressources

3.3.1. La contribution du Gouvernement du Canada

L'aide financière apportée par Patrimoine canadien pendant une période de cinq ans est fixée à un montant maximal de 90 000 000 \$ et représente 50% des coûts supplémentaires engagés par l'Ontario pour les éléments suivants de la mise en œuvre de la gestion scolaire pour les francophones :

¹ Voir copie du Plan d'affaires à l'annexe A de ce document.

- Opérationnalisation du système : démarrage et réseaux administratifs (10 000 000 \$).
- Promotion de l'accès : projets d'immobilisation et systèmes de communications électroniques (11 000 000 \$).
- Soutien au rendement des élèves : aménagement linguistique, services aux étudiants et intégration des technologies dans la salle de classe (69 000 000 \$).

La part de financement du gouvernement fédéral est davantage affectée à l'objectif d'améliorer le rendement de l'élève. En particulier, le gouvernement fédéral contribue 79% de l'enveloppe totale prévue pour l'aménagement linguistique.

Une partie du montant accordé par Patrimoine canadien (75 000 000 \$) provient de fonds spéciaux approuvés par le Cabinet fédéral. Une somme complémentaire provient du Programme des langues officielles dans l'enseignement (15 000 000 \$), dont 4 000 000 \$ au titre du « Minimum garanti » et 11 000 000 \$ au titre des « Fonds supplémentaires ».

La somme engagée par Patrimoine canadien pour la phase 1 de l'Entente (1998-1999 à 2000-2001) est de 36 000 000 \$, la différence de 54 000 000 \$ devant être versée lors de la deuxième phase (2000-2001 à 2002-2003).

3.3.2. La contribution du Gouvernement de l'Ontario

Pour l'année financière 1998-1999, la province de l'Ontario a mis sur pied un Fonds de restructuration pour faciliter, d'une part, la mise en œuvre de la restructuration des conseils en général et, d'autre part, le démarrage des 12 conseils scolaires de langue française. La contribution de la province à l'Entente provient des fonds de restructuration.

Pour la première phase de l'Entente, la province met davantage l'accent sur les dépenses liées à l'opérationnalisation du système et à la promotion de l'accès. Ces catégories de dépenses incluent le démarrage, les réseaux de technologies informatiques, et les systèmes de communication électronique.

L'Ontario s'engage donc à contribuer 44 000 000 \$ aux dépenses d'opérationnalisation, 22 000 000 \$ aux dépenses de promotion de l'accès et 24 000 000 \$ à l'amélioration du rendement des élèves.

La somme prévue par l'Ontario pour la Phase I de l'Entente (1998-1999 à 2000-2001) est de 75 000 000 \$, la différence de 15 000 000 \$ devant être versée lors de la Phase II de l'Entente (2000-2001 à 2002-2003).

3.4. Critères d'évaluation des soumissions pour le financement de projets

3.4.1. Catégories d'activités financées par l'Entente

L'Entente finance les activités qui s'insèrent dans l'une des trois catégories prévues dans le Plan d'affaires. Notamment, l'Entente vise à appuyer la création de partenariats entre conseils scolaires et l'établissement d'une infrastructure administrative, la formation du personnel, l'instauration de réseaux technologiques entre les conseils et les écoles, et le développement de ressources et d'activités pédagogiques.

3.4.2. Catégories d'activités exclues par l'Entente

Certaines dépenses ne sont pas admises aux fins de financement dans le cadre de cette Entente : les frais financiers, les frais juridiques relatifs aux poursuites et les coûts déjà compensés par un autre programme du ministère provincial.

3.4.3. Critères d'évaluation des demandes

Un ensemble de critères ont été établis pour régir l'évaluation des demandes de financement soumises par les conseils scolaires dans le cadre de la Phase I. Ces critères sont, notamment, la création de partenariats, l'efficacité et la prise en charge locale. Par ailleurs, alors que la catégorie « opérationnalisation » du système recouvre des dépenses de nature administrative, les deux autres catégories (promotion de l'accès et soutien au rendement des élèves) visent l'amélioration de l'accès aux écoles de langue française et la prestation des services pédagogiques.

3.5. Participants à l'Entente

3.5.1. Gouvernement du Canada

Le gouvernement du Canada est représenté par le ministère du Patrimoine canadien (PCH).

3.5.2. Gouvernement de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario est représenté par le ministère de l'Éducation (ÉDU).

3.5.3. Conseils scolaires de district de langue française de l'Ontario

Conseils publics

Le système scolaire ontarien comprend quatre conseils publics de district de langue française.

- Conseil scolaire de district du Nord-Est de l'Ontario (56)
- Conseil scolaire de district du Grand Nord de l'Ontario (57)
- Conseil scolaire de district du Centre-Sud-Ouest (58)
- Conseil scolaire des écoles publiques de l'est ontarien (59)

Conseils séparés

Le système scolaire ontarien comprend huit conseils séparés de district de langue française.

- Conseil scolaire de district catholique des Grandes Rivières (60-A)
- Conseil scolaire de district catholique Franco-Nord (60-B)
- Conseil scolaire de district catholique du Nouvel-Ontario (61)
- Conseil scolaire de district catholique des Aurores Boréales (62)
- Conseil scolaire de district des écoles catholiques du Sud-Ouest (63)
- Conseil scolaire de district catholique Centre-Sud (64)
- Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien (65)
- Conseil scolaire de district catholique du Centre-Est de l'Ontario (66)

3.5.4. Comité consultatif de l'exercice d'élaboration du cadre d'évaluation

Le Comité consultatif de l'exercice d'élaboration regroupe les principales parties prenantes à cette Entente, soit des représentantes et des représentants des gouvernements fédéral et provincial et des conseils scolaires de langue française. Il a été mis sur pied pour voir à la mise en œuvre de l'Entente et pour en revoir, au besoin, les modalités d'administration.

3.5.5. CODELF

*groupe de travail
des 12*

Le CODELF est le regroupement des douze conseils scolaires de langue française de l'Ontario. Il ^{sur} ~~préside~~ ^{dg.} des rencontres entre les conseils et les représentantes et les représentants de la province au cours desquelles les deux parties s'échangent de l'information et discutent des ajustements à apporter à l'Entente. Les rencontres du CODELF permettent également aux conseils de travailler aux demandes de financement et à la mise en œuvre de projets d'envergure provinciale ou régionale.

Ajouter groupe des ^{Comité} ~~travaux~~ → ~~Comité~~ Conjoint.

4. MODÈLE LOGIQUE

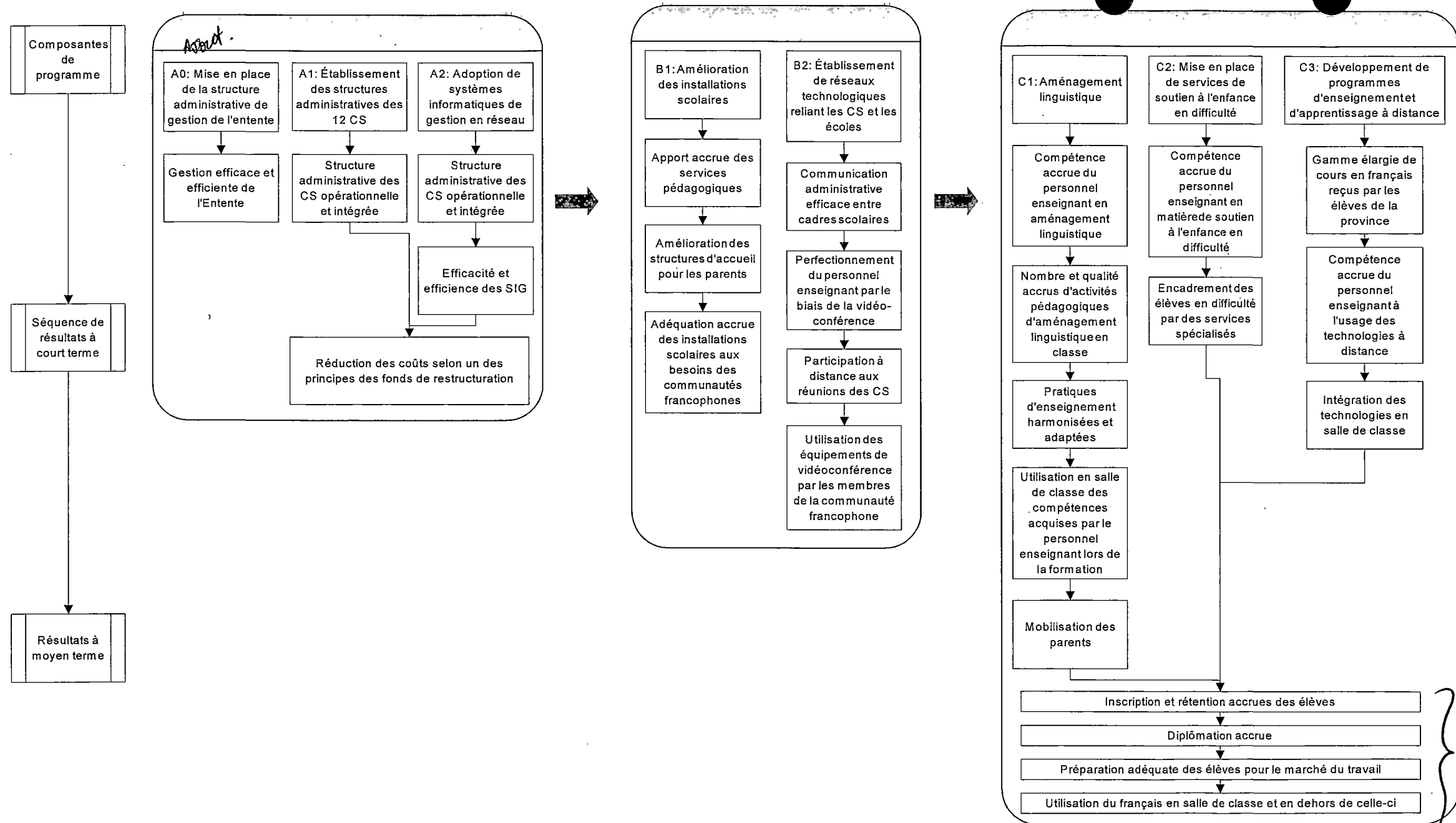
Les principaux résultats visés par l'Entente sont présentés dans le Plan d'affaires. Ces résultats ont été précisés dans le cadre de consultations avec les principales parties prenantes à l'Entente ainsi que lors d'un atelier de travail avec ces dernières. Le modèle qui suit illustre les principaux résultats à court et à moyen termes de l'Entente et leur enchaînement logique.

La stratégie B1 relative à la construction et à l'amélioration des installations scolaires sera mise en œuvre lors de la phase II de l'Entente au lieu de la phase I où elle était initialement programmée.

INSÉRER SCHÉMA du modèle logique ici

Modèle logique

Entente spéciale Canada-Ontario relative à la mise en oeuvre de la gestion scolaire francophone



5. TABLEAU DES RÉSULTATS ATTENDUS ET DES INDICATEURS

Le tableau qui suit a été élaboré en collaboration avec les partenaires de l'Entente. Il détaille, pour chacune des stratégies prévues au Plan d'affaires de l'Entente, les principaux maîtres d'œuvre et bénéficiaires, les résultats attendus (extrants, résultats à court et moyen termes), les indicateurs pour mesurer leur progression et les sources de données. Seule la stratégie A0, relative à la mise en place d'une structure administrative efficace pour la gestion de l'Entente, n'est pas tirée du Plan d'affaires. Elle est ajoutée pour tenir compte des questions d'évaluation qu'il faut se poser à ce sujet. On pourra se servir de ce tableau pour saisir ce qui est attendu de l'évaluation pour chacune des activités stratégiques de l'Entente.

Mission :

Cette Entente spéciale prévoit l'octroi de 180 M \$, soit 90 M \$ du gouvernement du Canada et 90 M \$ du gouvernement de l'Ontario, pour aider les 12 conseils scolaires de district de langue française de l'Ontario à mettre en œuvre de façon efficace un système de gestion scolaire francophone qui favorise des normes de rendement scolaire plus élevées.

Objectifs :	Stratégies :
A. Rendre le système opérationnel	A0. Mettre en place une structure administrative efficace pour la gestion de l'Entente. A1. Établir la structure administrative de chacun des 12 nouveaux conseils scolaires de district de langue française. A2. Mettre en place des systèmes informatisés pour l'établissement des rapports financiers, la gestion des ressources humaines et l'organisation du personnel.
B. Promouvoir l'accès à l'éducation de langue française	B1. Construire ou améliorer des installations scolaires. B2. Établir des réseaux technologiques entre conseils scolaires pour les communications internes et externes.
C. Améliorer le rendement des élèves de langue française	C1. Mettre en œuvre le cadre des programmes d'aménagement linguistique en vue d'aider les élèves de langue française à relever les défis que pose l'apprentissage dans un contexte de langue minoritaire. C2. Fournir aux élèves de langue française les services de soutien requis pour les aider à atteindre un meilleur rendement scolaire. C3. Offrir des programmes éducationnels sur de vastes étendues géographiques à l'aide des technologies d'éducation à distance.

Phase I : An I : 1998-1999; An II : 1999-2000; **Phase II :** An III : 2000-2001; An IV : 2001-2002; An V : 2002-2003

Définitions :

- Objectifs et stratégies : éléments repris textuellement du *Plan d'affaires* de l'Entente (sauf la stratégie A0 qui a été ajoutée).
- Activités : processus mis en œuvre conformément aux stratégies.
- Extrants : produits et services découlant immédiatement des activités.
- Résultats à court terme : transformations escomptées au cours de la période de mise en œuvre de l'Entente.
- Résultats à moyen terme : transformations escomptées au-delà de la période de mise en œuvre de l'Entente.
- Indicateurs : unités de mesure qualitative ou quantitative des résultats (e.g. taux, degré, présence, perceptions...).

CADRE D'ÉVALUATION DE L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA-ONTARIO SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE

STRATÉGIE A0 : METTRE EN PLACE UNE STRUCTURE ADMINISTRATIVE EFFICACE POUR LA GESTION DE L'ENTENTE

ACTIVITÉS STRATÉGIQUES	MAÎTRE D'ŒUVRE ⇒ BÉNÉFICIAIRES	EXTRANTS	RÉSULTATS À COURT TERME	RÉSULTATS À MOYEN TERME
Mise en place de la structure administrative de gestion de l'Entente	ÉDU, 12 CS ⇒ 12 CS	Mécanisme de consultation et de communication entre les partenaires de l'Entente Processus et mécanismes de soumission, d'évaluation et de financement des projets découlant de l'Entente Méthode d'allocation budgétaire par CS Directives relatives à la soumission des rapports de cheminement Cadre d'évaluation	Gestion efficace et efficiente de l'Entente	
INDICATEURS :		<p>A0.1. Perception des CS quant au niveau d'adéquation des mécanismes de consultation et de communication</p> <p>A0.2. Perception des CS quant au niveau d'adéquation de la méthode d'allocation budgétaire aux CS (détermination des enveloppes)</p> <p>A0.3. Perception des CS quant au niveau d'adéquation des processus et mécanismes de financement de projet</p> <p>A0.4. Perception des CS et des cadres d'ÉDU quant au degré de pertinence et de conformité des directives relatives à la soumission des rapports</p> <p>A0.5. Perception des CS quant au degré de pertinence du cadre d'évaluation</p>	<p>A0.6. Degré de participation des CS à la prise de décision</p> <p>A0.7. Perception des CS quant à la transparence et à l'équité de l'allocation des fonds</p> <p>A0.8. Respect du déboursement des enveloppes et des échéances des réalisations prévues au Plan d'affaires</p> <p>A0.9. Niveau d'utilisation des résultats d'évaluation formative de l'Entente afin d'améliorer sa gestion</p>	

CADRE D'ÉVALUATION DE L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA-ONTARIO SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE

SOURCES DE DONNÉES :	Registres administratifs provinciaux Comptes rendus des comités conjoints et du CODELF Sondages / entrevues	Registres administratifs provinciaux Comptes rendus des comités conjoints et du CODELF Sondages / entrevues Rapports du Gouvernement de l'Ontario au Gouvernement du Canada concernant l'Entente	
-----------------------------	---	---	--

CADRE D'ÉVALUATION DE L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA-ONTARIO SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE

STRATÉGIE A1 : ÉTABLIR LA STRUCTURE ADMINISTRATIVE DE CHACUN DES 12 NOUVEAUX CONSEILS SCOLAIRES DE DISTRICT DE LANGUE FRANÇAISE

ACTIVITÉS STRATÉGIQUES	MAÎTRE D'ŒUVRE → BÉNÉFICIAIRES	EXTRANTS	RÉSULTATS À COURT TERME	RÉSULTATS À MOYEN TERME
Établissement des structures administratives des 12 CS	12 CS ⇒ 12 CS Personnel administratif Écoles Personnel enseignant	Plan(s) d'action Ententes de partage des ressources et des coûts entre les CS Procédures et politiques administratives standardisées et harmonisées Conventions collectives regroupées par syndicat	Structure administrative des CS opérationnelle et intégrée Rapport coût-efficacité selon un des principes des fonds de restructuration	
INDICATEURS :		A1.1. Plans d'action adoptés A1.2. # et envergure des ententes de partage A1.3. Niveau d'harmonisation, # et types de procédures administratives standardisées à l'intérieur de chaque CS A1.4. Niveau d'harmonisation, # et types de procédures administratives mises en commun par les 12 CS A1.5. # de conventions collectives regroupées par syndicat	A1.6. Perception des cadres sur le degré d'opérationnalisation des CS A1.7. Perception des CS sur l'utilité des ententes de partage A1.8. Degré d'utilisation des procédures standardisées A1.9. Degré d'intégration des conventions collectives A1.10. Plans stratégiques en place A1.11. Taux de réduction progressive des coûts et lien avec l'efficacité visée	
SOURCES DE DONNÉES :		Plans d'action des CS Registres administratifs des CS Rapports d'activités / de cheminement des CS Rapport de la Commission d'amélioration et données préparées par les CS pour le compte de la Commission Rapports d'experts Rapports annuels des directions des conseils scolaires Rapports du Gouvernement de l'Ontario au Gouvernement du Canada concernant l'Entente	Rapports d'activités / de cheminement des CS Registres administratifs des CS Plans stratégiques des CS Sondages / entrevues Rapports financiers des CS Rapports d'expertise	

CADRE D'ÉVALUATION DE L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA-ONTARIO SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE

STRATÉGIE A2 : METTRE EN PLACE DES SYSTÈMES INFORMATISÉS POUR L'ÉTABLISSEMENT DES RAPPORTS FINANCIERS, LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET L'ORGANISATION DU PERSONNEL

ACTIVITÉS STRATÉGIQUES	MAÎTRE D'ŒUVRE ⇒ BÉNÉFICIAIRES	EXTRANTS	RÉSULTATS À COURT TERME	RÉSULTATS À MOYEN TERME
Adoption de systèmes informatiques de gestion (SIG) en réseau	12 CS ⇒ 12 CS Écoles Personnel administratif	Ententes entre les conseils au chapitre des SIG en réseau SIG en réseau (SAP, Trillium, ...) Services de soutien et formation techniques pour l'utilisation des SIG en réseau	Structure administrative des CS opérationnelle et intégrée	Efficacité et efficience des SIG
INDICATEURS :		A2.1. # d'ententes conclues entre les conseils au chapitre des SIG en réseau A2.2. # et envergure des SIG en réseau mis en place (SAP, Trillium, ...) A2.3. # et types de soutien et de formation techniques aux SIG A2.4. Taux de participation des usagers aux formations	A2.5. Perception des cadres quant au degré d'opérationnalisation des CS A2.6. Plans stratégiques en place A2.7. Perception des usagers à l'endroit du soutien et de la formation techniques reçues	A2.8. Degré d'utilisation et d'efficacité des SIG adoptés A2.9. Perception des cadres quant à l'efficacité des SIG adoptés
SOURCES DE DONNÉES		Rapport de la Commission d'amélioration Rapports d'activités / de cheminement des CS Rapports de vérification des systèmes technologiques Rapports d'experts	Rapports d'activités / de cheminement des CS Sondages / entrevues Rapports d'activités des CS (can ne se pas)	Rapports d'experts Sondages / entrevues

nb sous-estimé coût réseaux administratifs - ajouter colonne - modifications - }

STRATÉGIE B1 : CONSTRUIRE OU AMÉLIORER DES INSTALLATIONS SCOLAIRES

ACTIVITÉS STRATÉGIQUES	MAÎTRE D'ŒUVRE ⇒ BÉNÉFICIAIRES	EXTRANTS	RÉSULTATS À COURT TERME	RÉSULTATS À MOYEN TERME
Amélioration des installations scolaires	12 CS, écoles ⇒ Élèves Parents Personnel enseignant Cadres	Priorisation des besoins en termes d'installation dans les CS Projets d'amélioration soumis par les CS	Prestation accrue des services pédagogiques Amélioration des structures d'accueil pour les parents	Adéquation accrue entre la qualité des installations scolaires et les besoins des communautés francophones
INDICATEURS :		B1.1. Nombre de projets financés d'amélioration des installations scolaires B1.2. % des projets d'amélioration des installations financés qui sont achevés	B1.3. Perception des élèves, des parents, du personnel enseignant et des cadres quant à la prestation accrue des services pédagogiques B1.4. Perception des parents quant à l'amélioration des structures d'accueil	B1.5. Perception du niveau d'amélioration des installations scolaires à l'intérieur des CS
SOURCES DE DONNÉES :		Rapports d'activités / de cheminement des CS Registres administratifs des CS	Sondages / entrevues	Sondage / entrevues

CADRE D'ÉVALUATION DE L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA-ONTARIO SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE

STRATÉGIE B2 : ÉTABLIR DES RÉSEAUX TECHNOLOGIQUES ENTRE CONSEILS SCOLAIRES POUR LES COMMUNICATIONS INTERNES ET EXTERNES

ACTIVITÉS STRATÉGIQUES	MAÎTRE D'ŒUVRE ⇒ BÉNÉFICIAIRES	EXTRANTS	RÉSULTATS À COURT TERME	RÉSULTATS À MOYEN TERME
Établissement de réseaux technologiques reliant les CS et les écoles	12 CS, écoles ⇒ Personnel enseignant Élèves Parents Communauté francophone	WAN reliant les CS et les écoles LAN dans chaque CS et dans chaque école Système de vidéoconférence dans chaque école secondaire Soutien et formation techniques pour les usagers	Communication administrative efficace entre les conseils scolaires Perfectionnement du personnel enseignant par le biais de la vidéoconférence Participation à distance aux réunions des CS Utilisation des équipements de vidéoconférence par les membres de la communauté francophone	
INDICATEURS :		B2.1. % des CS et des écoles secondaires branchés en réseau B2.2. % des CS et des écoles secondaires disposant d'équipements de vidéoconférence B2.3. # et types de soutien et de formation techniques aux technologies de communication B2.4. Taux de participation des usagers aux formations techniques aux technologies de communication	B2.5. Perception des usagers à l'endroit du soutien et de la formation techniques aux technologies de communication B2.6. Perception des cadres et conseillères / conseillers scolaires en regard de l'efficacité des réseaux technologiques de communication B2.7. Degré de perfectionnement du personnel enseignant par le biais de la vidéoconférence B2.8. Fréquence d'accès à distance des parents aux réunions des CS B2.9. Fréquence d'utilisation communautaire des équipements de communication à distance dans les écoles	
SOURCES DE DONNÉES :		Plage horaire des séances de formation technique Rapports de vérification des systèmes technologiques Rapports d'activités / de cheminement des CS Registres administratifs des CS	Rapports d'activités / de cheminement des CS Registres administratifs des CS Sondages / entrevues	

Aménagement linguistique →

CADRE D'ÉVALUATION DE L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA-ONTARIO SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE

STRATÉGIE C1 : METTRE EN ŒUVRE UNE POLITIQUE D'AMÉNAGEMENT LINGUISTIQUE AU NIVEAU LOCAL EN VUE D'AIDER LES ÉLÈVES DE LANGUE FRANÇAISE À RELEVER LES DÉFIS QUE POSE L'APPRENTISSAGE DANS UN CONTEXTE DE LANGUE MINORITAIRE

ACTIVITÉS STRATÉGIQUES	MAÎTRE D'ŒUVRE ⇒ BÉNÉFICIAIRES	EXTRANTS	RÉSULTATS À COURT TERME	RÉSULTATS À MOYEN TERME
Aménagement linguistique	12 CS, écoles ⇒ Personnel enseignant Élèves Parents Communauté francophone	Analyse des besoins locaux en aménagement linguistique Plan concerté en aménagement linguistique Politique locale en aménagement linguistique Matériel pédagogique adapté en aménagement linguistique Formation du personnel enseignant en aménagement linguistique Mécanismes de participation des élèves et des parents aux activités culturelles	Compétence accrue du personnel enseignant en aménagement linguistique Nombre et qualité accrus d'activités pédagogiques d'aménagement linguistique en classe Pratiques d'enseignement harmonisées et adaptées Utilisation en salle de classe des compétences acquises par le personnel enseignant lors de la formation Participation accrue des parents et des élèves aux activités de la communauté scolaire	Inscription et rétention accrues des élèves Diplômation accrue Préparation adéquate des élèves pour le marché du travail dans le cadre de l'éducation coopérative Utilisation du français en salle de classe et en dehors de celle-ci

CADRE D'ÉVALUATION DE L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA-ONTARIO SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE

INDICATEURS :	<p>C1.1. Rapport sur les besoins locaux en aménagement linguistique</p> <p>C1.2. Politique et plan d'aménagement linguistique local</p> <p>C1.3. # et type de matériel pédagogique produit en aménagement linguistique</p> <p>C1.4. # et type de formation donnée au personnel enseignant en aménagement linguistique</p> <p>C1.5. Taux de participation du personnel enseignant aux séances de formation en aménagement linguistique</p> <p>C1.6. Activités d'animation culturelle développées</p>	<p>C1.7. Degré d'utilisation des activités pédagogiques et autres activités dans le cadre de l'aménagement linguistique</p> <p>C1.8. Degré d'intégration du matériel dans les activités pédagogiques</p> <p>C1.9. Degré d'harmonisation et d'adaptation des pratiques d'enseignement</p> <p>C1.10. Perceptions du personnel enseignant et des cadres en regard des compétences du personnel enseignant effectivement utilisées en aménagement linguistique</p> <p>C1.11. Taux de participation des parents aux activités d'animation culturelle</p> <p>C1.12. Perception du personnel enseignant et des cadres à l'endroit de la formation en aménagement linguistique</p>	<p>C1.13. Nombre d'inscriptions</p> <p>C1.14. Taux général de rétention des élèves</p> <p>C1.15. Taux de rétention des élèves lors du passage du primaire au secondaire</p> <p>C1.16. Taux de transition vers le palier postsecondaire, et en particulier les collèges de langue française et les universités bilingues</p> <p>C1.17. Taux de diplomation</p> <p>C1.18. Perception des employeurs à l'égard de la préparation des élèves au marché du travail dans le cadre de l'éducation coopérative</p> <p>C1.19. Perception du personnel enseignant et des cadres à l'égard de l'usage du français en salle de classe et en dehors de celle-ci</p>
SOURCES DE DONNÉES :	<p>Rapports d'activités / de cheminement des CS</p> <p>Registres administratifs des CS</p>	<p>Rapports d'activités / de cheminement des CS</p> <p>Sondages / entrevues</p> <p>Rapports d'expertise</p>	<p>Registres administratifs provinciaux</p> <p>Sondages / entrevues</p>

CADRE D'ÉVALUATION DE L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA-ONTARIO SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE

STRATÉGIE C2 : FOURNIR AUX ÉLÈVES DE LANGUE FRANÇAISE LES SERVICES DE SOUTIEN REQUIS POUR LES AIDER À ATTEINDRE UN MEILLEUR RENDEMENT SCOLAIRE

ACTIVITÉS STRATÉGIQUES	MAÎTRE D'ŒUVRE ⇒ BÉNÉFICIAIRES	EXTRANTS	RÉSULTATS À COURT TERME	RÉSULTATS À MOYEN TERME
Mise en place de services de soutien à l'enfance en difficulté	12 CS, écoles → Personnel enseignant Élèves Parents Communauté francophone	Diagnostiques des besoins spéciaux des élèves Modèles, programmes et services pour l'enfance en difficulté (orthophonie, psychologie...) Formation du personnel enseignant	Compétence accrue du personnel enseignant en matière de soutien à l'enfance en difficulté Encadrement des élèves en difficulté par des services spécialisés	Inscription et rétention accrues des élèves Diplômation accrue Préparation adéquate des élèves pour le marché du travail dans le cadre de l'éducation coopérative Utilisation du français en salle de classe et en dehors de celle-ci
INDICATEURS :		C2.1. Rapport sur les besoins des élèves en difficulté C2.2. #, variété et caractère novateur des modèles, programmes et services pour l'enfance en difficulté C2.3. # et type de formation donnée au personnel enseignant en services spécialisés C2.4. Taux de participation du personnel enseignant aux séances de formation en services spécialisés	C2.5. Perception du personnel enseignant et des cadres à l'endroit de la formation reçue en services spécialisés C2.6. Perception du personnel enseignant et des cadres en regard des compétences du personnel enseignant en matière de soutien à l'enfance en difficulté C2.7. Proportion des élèves en difficulté utilisant les services spécialisés	C2.8. Nombre d'inscriptions C2.9. Taux de diplômation C2.10. Taux général de rétention des élèves C2.11. Taux de rétention des élèves lors du passage du primaire au secondaire C2.12. Taux de transition vers le palier postsecondaire, et en particulier les collèges de langue française et les universités bilingues C2.13. Perception des employeurs à l'égard de la préparation des élèves au marché du travail dans le cadre de l'éducation coopérative C2.14. Perception à l'égard de l'usage du français en salle de classe et en dehors de celle-ci

CADRE D'ÉVALUATION DE L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA-ONTARIO SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE

SOURCES DE DONNÉES :	Rapports d'activités / de cheminement des CS	Rapports d'activités / de cheminement des CS	Registres administratifs provinciaux
	Registres administratifs des CS	Sondages / entrevues	Sondages / entrevues
	Rapports d'experts		

CADRE D'ÉVALUATION DE L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA-ONTARIO SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE

STRATÉGIE C3 : OFFRIR DES PROGRAMMES ÉDUCATIONNELS SUR DE VASTES ÉTENDUES GÉOGRAPHIQUES À L'AIDE DES TECHNOLOGIES D'ÉDUCATION À DISTANCE

ACTIVITÉS STRATÉGIQUES	MAÎTRE D'ŒUVRE ⇒ BÉNÉFICIAIRES	Extrants	RÉSULTATS À COURT TERME	RÉSULTATS À MOYEN TERME
Développement de programmes d'enseignement et d'apprentissage à distance	12 CS, écoles ⇒ Personnel enseignant Élèves Parents Communauté francophone	Stratégie d'intégration des technologies d'apprentissage Programmes d'enseignement et d'apprentissage à distance Formation et soutien techniques du personnel enseignant	Gamme élargie de cours en français reçus par les élèves de la province Compétence accrue du personnel enseignant à l'usage des technologies à distance Intégration des technologies en salle de classe	Inscription et rétention accrues des élèves Diplômation accrue Préparation adéquate des élèves pour le marché du travail dans le cadre de l'éducation coopérative Utilisation du français en salle de classe et en dehors de celle-ci
INDICATEURS		C3.1. Stratégie d'intégration des technologies d'apprentissage C3.2. # et variété de programmes d'enseignement et d'apprentissage à distance C3.3. # et types de services de soutien et de formations techniques aux technologies d'apprentissage C3.4. Taux de participation du personnel enseignant en matière de formation aux technologies d'apprentissage	C3.5. Perception du personnel enseignant et des cadres scolaires à l'endroit du soutien et de la formation techniques aux technologies d'apprentissage C3.6. Éventail de cours offerts dans les écoles. C3.7. Perception du personnel enseignant et des cadres en regard des compétences du personnel enseignant face à l'usage des technologies de l'enseignement à distance C3.8. Fréquence d'utilisation des nouvelles technologies en salle de classe	C3.9. Nombre d'inscriptions C3.10. Taux de diplômation C3.11. Taux général de rétention des élèves C3.12. Taux de rétention des élèves lors du passage du primaire au secondaire C3.13. Taux de transition vers le palier postsecondaire, et en particulier les collèges de langue française et les universités bilingues C3.14. Perception des employeurs à l'égard de la préparation des élèves au marché du travail dans le cadre de l'éducation coopérative C3.15. Perception à l'égard de l'usage du français en salle de classe et en dehors de celle-ci

CADRE D'ÉVALUATION DE L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA-ONTARIO SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE

SOURCES DE DONNÉES	Cartables de cours (description/questionnaire d'évaluation) Rapports d'activités / de cheminement des CS Registres administratifs des CS	Rapports d'activités / de cheminement des CS Registres administratifs provinciaux Sondages / entrevues	Registres administratifs provinciaux Sondages / entrevues
---------------------------	---	---	---



QUESTIONS D'ÉVALUATION

anti-pratique

Pour faciliter la compréhension et l'utilisation des indicateurs définis ci-dessus, des questions d'évaluation sont formulées dans le tableau qui suit. Lors des évaluations formative et sommative, ce sont ces questions auxquelles on cherchera des réponses. Chaque question renvoie à un ou plusieurs indicateurs, lesquels sont signalés dans la colonne de droite par leur code. Certaines questions de synthèse ne renvoient pas à des indicateurs particuliers parce qu'elles devront s'appuyer sur une analyse des résultats pris globalement.

QUESTIONS D'ÉVALUATION	INDICATEURS
Pertinence	
1. Dans quelle mesure les besoins qui étaient à l'origine de l'Entente ont-ils été comblés au cours de la période couverte par cette Entente? L'Entente a-t-elle besoin d'être renouvelée?	Perception des partenaires de l'Entente
Mise en œuvre	
2. Dans quelle mesure les mécanismes de consultation et de communication entre les partenaires de l'Entente sont-ils adéquats?	A0.1, A0.6
3. Dans quelle mesure la méthode d'allocation des fonds et les processus et les mécanismes de financement des projets des CS sont-ils adéquats? Y a-t-il partage équitable, transparence et objectivité?	A0.2, A0.3, A0.6, A0.7
4. Dans quelle mesure les directives en matière de rapports de contrôle sont-elles pertinentes? Les CS s'y conforment-ils?	A0.4
5. Dans quelle mesure le déboursement des enveloppes et les échéances fixés dans le Plan d'affaires sont-ils respectés?	A0.8
6. Dans quelle mesure le cadre d'évaluation de l'Entente est-il pertinent et produit-il des informations utiles à la gestion?	A0.5, A0.9
7. Dans quelle mesure les CS ont-ils mis en place leur structure administrative?	A1.1, A1.2, A1.3, A1.4, A1.5
8. Dans quelle mesure des systèmes informatiques de gestion (SIG) en réseau ont-ils été adoptés et utilisés par l'ensemble des conseils scolaires? Les formations et l'appui techniques offerts au personnel ont-ils été à la mesure de leurs besoins?	A2.1, A2.2, A2.3, A2.4, A2.7
9. Dans quelle mesure des améliorations aux installations scolaires ont-elles été apportées?	B1.1, B1.2
10. Dans quelle mesure des réseaux technologiques relient-ils tous les conseils scolaires et toutes les écoles? Les formations et l'appui techniques offerts au personnel ont-ils été à la mesure de leurs besoins?	B2.1, B2.2, B2.3, B2.4, B2.5
11. Dans quelle mesure une politique et un plan d'aménagement linguistique ont-ils été mis en œuvre par chacun des conseils scolaires? Du matériel et des activités pédagogiques ont-ils été développés? Les formations et l'appui techniques offerts au personnel enseignant ont-ils été à la mesure de leurs besoins?	C1.1, C1.2, C1.3, C1.4, C1.5, C1.6, C1.12
12. Dans quelle mesure des modèles, des programmes et des services de soutien à l'enfance en difficulté ont-ils été mis en œuvre par tous les conseils scolaires? Les formations et l'appui techniques offerts au personnel enseignant ont-ils été à la mesure de leurs besoins?	C2.1, C2.2, C2.3, C2.4, C2.5
13. Dans quelle mesure des programmes d'enseignement et d'apprentissage à distance ont-ils été mis en œuvre par tous les conseils scolaires? Les formations et l'appui techniques offerts au personnel enseignant ont-ils été à la mesure de leurs besoins?	C3.1, C3.2, C3.3, C3.4, C3.5
Progrès (atteinte des résultats à court terme)	

CADRE D'ÉVALUATION DE L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA-ONTARIO SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE

QUESTIONS D'ÉVALUATION	INDICATEURS
14. Dans quelle mesure les structures administratives des conseils scolaires sont-elles opérationnelles et intégrées?	A1.6, A1.7, A1.8, A1.9, A1.10, A2.5, A2.6
15. Dans quelle mesure enregistre-t-on une réduction sensible des coûts selon un des principes des fonds de restructuration?	A1.11
16. Dans quelle mesure l'amélioration des installations scolaires a-t-elle permis une prestation accrue des services pédagogiques et de meilleures structures d'accueil pour les parents?	B1.3, B1.4, B1.5
17. Dans quelle mesure les réseaux technologiques permettent-ils une communication administrative efficace entre conseils scolaires?	B2.5, B2.6
18. Dans quelle mesure l'établissement de réseaux vidéoconférence a-t-il permis le perfectionnement du personnel enseignant?	B2.7
19. Dans quelle mesure l'établissement de réseaux technologiques entre les conseils scolaires et les écoles a-t-il permis la participation à distance des parents aux réunions des conseils scolaires?	B2.8
20. Dans quelle mesure les membres de la communauté francophone utilisent-ils les équipements de vidéoconférence?	B2.9
21. Dans quelle mesure les structures administratives, les installations scolaires et les réseaux technologiques des conseils scolaires sont-ils suffisamment développés pour contribuer à l'amélioration du rendement des élèves de langue française?	Bilan de l'analyse des résultats
22. Dans quelle mesure le personnel enseignant a-t-il accru ses compétences en aménagement linguistique?	C1.10, C1.12
23. Dans quelle mesure le matériel et les activités pédagogiques développés pour l'aménagement linguistique sont-ils plus nombreux et de meilleure qualité et intégrés en classe?	C1.7, C1.8,
24. Dans quelle mesure les pratiques d'enseignement sont-elles plus harmonisées et adaptées?	C1.9
25. Dans quelle mesure les compétences acquises par le personnel enseignant en matière d'aménagement linguistique sont-elles utilisées en classes?	C1.10
26. Dans quelle mesure les parents sont-ils davantage impliqués dans les activités et la programmation scolaires?	C1.11
27. Dans quelle mesure le personnel enseignant est-il davantage compétent en matière de soutien à l'enfance en difficulté?	C2.5, C2.6
28. Dans quelle mesure les élèves en difficulté ont-ils recours aux services qui leur sont offerts?	C2.7
29. Dans quelle mesure le développement de programmes d'enseignement et d'apprentissage à distance a-t-il élargi la gamme des cours en français reçus par les élèves de la province?	C3.6
30. Dans quelle mesure les technologies d'enseignement et d'apprentissage à distance sont-elles intégrées en salle de classe?	C3.8
31. Dans quelle mesure le personnel enseignant est-il compétent dans l'usage des technologies à distance?	C3.5, C3.7
Succès (atteinte des résultats à moyen terme)	
32. Dans quelle mesure les systèmes informatiques de gestion (SIG) en réseau adoptés sont-ils efficaces et efficaces?	A2.8, A2.9
33. Dans quelle mesure les installations scolaires correspondent-elles mieux aux besoins des élèves et des parents	B1.5
34. Dans quelle mesure les activités de l'Entente ont-elles suscité une	C1.13, C1.14, C1.15,

installations
francophones
1 million

au delà
de tous
les indicateurs

Q: selon
5 années

QUESTIONS D'ÉVALUATION	INDICATEURS
augmentation du nombre d'inscriptions et une meilleure rétention des élèves dans les écoles de langue française?	C1.16, C2.8, C2.10, C2.11, C2.12, C3.9, C3.11, C3.12, C3.13
35. Dans quelle mesure les activités de l'Entente se traduisent-elles par un nombre plus élevé de diplômés?	C1.17, C2.9, C3.10
36. Dans quelle mesure les élèves de l'éducation coopérative sont-ils adéquatement préparés pour le marché du travail?	C1.18, C2.13, C3.14
37. Dans quelle mesure l'Entente se traduit-elle par une plus grande utilisation du français en salle de classe? En dehors de celle-ci?	C1.19, C2.14, C3.15
38. L'Entente a-t-elle eu des effets non anticipés pour le ministère de l'Éducation de l'Ontario? Pour Patrimoine canadien? Pour les conseils scolaires?	Perception des partenaires de l'Entente
39. Y a-t-il des composantes de l'Entente qui ne sont pas encore réalisées? Si oui, lesquelles? Quelles en sont les raisons principales?	Bilan de l'analyse des résultats
40. Dans quelle mesure les résultats de l'Entente sont-ils durables? <i>y: il faut qu'ils sont déjà prêts</i>	Bilan de l'analyse des résultats
Rentabilité	
41. Les ressources humaines et financières allouées à cette Entente sont-elles suffisantes pour lui permettre de rencontrer ses objectifs?	Bilan de l'analyse des résultats
42. L'Entente est-elle rentable? Les résultats obtenus sont-ils proportionnels aux ressources investies?	Expertise économique

7. PLAN D'ÉVALUATION

Ce plan d'évaluation fournit des indications sur le qui, le quand et le comment de la mise en œuvre de l'évaluation.

7.1. Équipe d'évaluation

7.1.1. Le ministère de l'Éducation

Le ministère de l'Éducation aura la responsabilité de superviser les évaluations formative, sommative et de suivi de l'Entente. Il devra affecter des ressources internes et externes à l'élaboration des instruments standardisés de collecte des données, à la coordination de la collecte et à l'analyse des données. Des ressources externes devront en particulier être chargées des questions d'évaluation relatives à la gestion de l'Entente.

7.1.2. Les conseils scolaires de langue française

Les conseils scolaires recueilleront de façon continue une grande partie des données. Ils seront aussi responsables de voir à la collecte des données en continu qui sera réalisée au niveau des écoles, notamment pour les données relatives aux usagers, au personnel enseignant, aux parents, etc. Il faut insister que la collecte se réalise pour l'essentiel en continu, de telle sorte que lors des évaluations formative, sommative et de suivi, les données seront déjà recueillies. Les responsables des conseils pourront toutefois analyser de façon préliminaire certaines des données recueillies afin d'éclairer leurs choix de planification et de gestion. Les tableaux à la section suivante précisent quels sont les indicateurs pour lesquels ils devront recueillir l'information.

7.2. Les sources et les instruments d'évaluation

Le tableau des résultats attendus et des indicateurs (section 5) indique plusieurs sources de données pour chaque indicateur. Certaines de ces sources sont déjà disponibles dans les écoles, les conseils scolaires ou au ministère (par exemple : Registres administratifs provinciaux, Plans stratégiques des conseils, Rapport de la Commission d'amélioration, etc.). Les rapports d'activités / de cheminement des conseils sont déjà en place, mais ils seront substantiellement modifiés pour répondre aux besoins de l'évaluation.

D'autres sources seront constituées expressément aux fins de la présente évaluation au moyen d'instruments de collecte de données tels que des questionnaires de sondages et d'entrevues, des registres et des rapports de vérification et d'expertise. On trouvera à l'Annexe C un tableau qui fournit une liste des instruments à développer, avec des indications concernant les responsabilités et le calendrier relatifs à chaque instrument.

Les tableaux ci-dessous récapitulent les indicateurs de mesure pour chacun des outils de collecte de données. Les codes des indicateurs renvoient directement au Tableau des résultats et indicateurs (section 5). Certains indicateurs peuvent apparaître sous plusieurs sources. Ainsi par exemple, le Rapport sur les besoins locaux en aménagement linguistique (C1.1) trouve sa source primaire dans les Registres administratifs des CS, mais est aussi mentionné dans les Rapports d'activités / de cheminement des CS dans la mesure où ces derniers devraient en faire état.

Les tableaux précisent également quand ces indicateurs devront être mesurés, à savoir lors de l'évaluation formative, de l'évaluation sommative ou de l'évaluation de suivi.

Enfin, les tableaux indiquent qui des conseils scolaires (CS) ou du ministère de l'Éducation (ÉDU.) sont les responsables de la collecte des données pour chaque indicateur.

7.2.1. Rapports d'activités / de cheminement des CS

Réalisés périodiquement par les conseils scolaires dans le cadre de l'Entente, les rapports d'activités / de cheminement constituent la principale source de données. Le ministère reverra les paramètres de ces rapports pour qu'ils incluent les informations requises aux fins de l'évaluation, tout en ne dédoublant pas inutilement les sources de données. Plusieurs des indicateurs repris ici ont aussi d'autres sources de données primaires, telles que les Registres administratifs des CS, etc.

Indicateurs	Évaluation formative An III	Évaluation sommative An V	Suivi après 3 ans	Respons. de la collecte
A0.8 Respect du déboursement des enveloppes et des échéances de réalisations prévues au Plan d'affaires		X		CS
A0.9 Niveau d'utilisation des résultats d'évaluation formative de l'Entente afin d'améliorer sa gestion		X		CS
A1.3 Niveau d'harmonisation, # et types de procédures administratives standardisées à l'intérieur de chaque CS	X			CS
A1.8 Degré d'utilisation des procédures standardisées		X		CS
A2.1 # d'ententes conclues entre les conseils au chapitre des SIG en réseau	X	X		CS
A2.2 # et envergure des SIG en réseau mis en place (SAP, Trillium...)	X	X		CS
A2.3 # et types de soutien et de formation techniques aux SIG	X	X		CS
A2.4 Taux de participation des usagers aux formations aux SIG	X			CS
A2.8 Degré d'utilisation et d'efficacité des SIG adoptés	X	X		CS
B1.1 Nombre de projets financés pour l'amélioration des		X	X	CS, ÉDU

CADRE D'ÉVALUATION DE L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA-ONTARIO SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE

Indicateurs	Évaluation formative An III	Évaluation sommative An V	Suivi après 3 ans	Respons. de la collecte
installations scolaires				
B1.2 % des projets d'amélioration des installations financés qui sont complétés		X	X	CS, ÉDU
B2.1 % des CS et des écoles secondaires branchés en réseau	X			CS
B2.2 % des CS et des écoles secondaires disposant d'équipements de vidéoconférence	X			CS
B2.3 # et types de soutien et de formation techniques aux technologies de communication	X			CS
B2.4 Taux de participation des usagers aux formations techniques aux technologies de communication	X			CS
B2.7 Degré de perfectionnement du personnel enseignant par le biais de la vidéoconférence		X		CS
B2.8 Fréquence d'accès à distance des parents aux réunions des CS		X		CS
B2.9 Fréquence d'utilisation communautaire des équipements de communication à distance dans les écoles		X		CS
C1.1 Rapport sur les besoins locaux en aménagement linguistique		X		CS
C1.2 Politique et plan d'aménagement linguistique local		X		CS
C1.3 # et type de matériel pédagogique produit en aménagement linguistique		X		CS
C1.4 # et type de formation donnée au personnel enseignant en aménagement linguistique		X		CS
C1.5 Taux de participation du personnel enseignant aux séances de formation en aménagement linguistique		X		CS
C1.6 Activités d'animation culturelle développées		X		CS
C1.7 Degré d'utilisation des activités pédagogiques et autres activités dans le cadre de l'aménagement linguistique		X		CS
C1.11 Taux de participation des parents aux activités d'animation culturelle		X		CS
C2.1 Rapport sur les besoins des élèves en difficulté		X		CS
C2.2 #, variété et caractère novateur des modèles, programmes et services pour l'enfance en difficulté		X		CS
C2.3 # et type de formation donnée au personnel enseignant en services spécialisés		X		CS
C2.4 Taux de participation du personnel enseignant aux séances de formations en services spécialisés		X		CS
C2.7 Proportion des élèves en difficulté utilisant les services spécialisés		X		CS
C3.1 Stratégie d'intégration des technologies d'apprentissage adoptée		X		CS
C3.2 # et variété de programmes d'enseignement et d'apprentissage à distance		X		CS
C3.3 # et types de services de soutien et de formations techniques aux technologies d'apprentissage		X		CS

Indicateurs	Évaluation formative An III	Évaluation sommative An V	Suivi après 3 ans	Respons. de la collecte
C3.4 Taux de participation du personnel enseignant en matière de formation aux technologies d'apprentissage		X		CS
C3.6 Éventail de cours offerts dans les écoles		X		CS.
C3.8 Fréquence d'utilisation des nouvelles technologies en salle de classe		X		CS

7.2.2. Registres administratifs des conseils scolaires

Les registres administratifs des conseils scolaires constituent une source de renseignements multiples aux fins de l'évaluation. Nous avons inclus à ce tableau d'autres sources plus précises, auxquelles fait référence le tableau des résultats attendus, y compris les Plans d'action des CS, le Rapport de la Commission d'amélioration et les données préparées par les CS pour le compte de la Commission, les Rapports annuels des directions des CS, les Rapports mensuels des CS, les Plans stratégiques des CS, les Rapports financiers des CS, les Plages horaires des séances de formation technique, les Cartables de cours (description / questionnaire d'évaluation).

Indicateurs	Évaluation formative An III	Évaluation sommative An V	Suivi après 3 ans	Respons. de la collecte
A1.1 Plan d'action adoptés	X			CS
A1.2 # et envergure des ententes de partage	X	X		CS
A1.3 Niveau d'harmonisation, # et types de procédures administratives standardisées à l'intérieur de chaque CS	X			CS
A1.5 # de conventions collectives regroupées par syndicat	X	X		CS
A1.8 Degré d'utilisation des procédures standardisées		X		CS
A1.10, A2.6 Plans stratégiques en place	X	X		CS
A2.1 # d'ententes conclues entre les conseils au chapitre des SIG en réseau	X	X		CS
A2.2 # et envergure des SIG en réseau mis en place (SAP, Trillium...)	X	X		CS
A2.3 # et types de soutien et de formation techniques aux SIG	X	X		CS
A2.4 Taux de participation des usagers aux formations aux SIG	X			CS
A2.8 Degré d'utilisation et d'efficacité des SIG adoptés	X	X		CS
B1.1 Nombre de projets financés d'amélioration des installations scolaires		X	X	CS, ÉDU
B1.2 % des projets d'amélioration des installations financés qui sont complétés		X	X	CS, ÉDU
B2.1 % des CS et des écoles secondaires branchés en réseau	X			CS
B2.2 % des CS et des écoles secondaires disposant d'équipements de vidéoconférence	X			CS
B2.3 # et types de soutien et de formation techniques aux technologies de communication	X	X		CS
B2.4 Taux de participation des usagers aux formations techniques aux technologies de communication	X	X		CS

fran-p sommative

Indicateurs	Évaluation formative An III	Évaluation sommative An V	Suivi après 3 ans	Respons. de la collecte
B2.7 Degré de perfectionnement du personnel enseignant par le biais de la vidéoconférence		X		CS
B2.8 Fréquence d'accès à distance des parents aux réunions des CS		X		CS
B2.9 Fréquence d'utilisation communautaire des équipements de communication à distance dans les écoles		X		CS
C1.1 Rapport sur les besoins locaux en aménagement linguistique		X		CS
C1.2 Politique et plan d'aménagement linguistique local		X		CS
C1.3 # et type de matériel pédagogique produit en aménagement linguistique		X		CS
C1.4 # et type de formation donnée au personnel enseignant en aménagement linguistique		X		CS
C1.5 Taux de participation du personnel enseignant aux séances de formation en aménagement linguistique		X		CS
C1.6 Activités d'animation culturelle développées		X		CS
C1.7 Degré d'utilisation des activités pédagogiques et autres activités dans le cadre de l'aménagement linguistique		X		CS
C1.11 Taux de participation des parents aux activités d'animation culturelle		X		CS
C2.1 Rapport sur les besoins des élèves en difficulté		X		CS
C2.2 #, variété et caractère novateur des modèles, programmes et services pour l'enfance en difficulté		X		CS
C2.3 # et type de formation donnée au personnel enseignant en services spécialisés		X		CS
C2.4 Taux de participation du personnel enseignant aux séances de formations en services spécialisés		X		CS
C2.7 Proportion des élèves en difficulté utilisant les services spécialisés		X		CS
C3.1 Stratégie d'intégration des technologies d'apprentissage adoptée		X		CS
C3.2 # et variété de programmes d'enseignement et d'apprentissage à distance		X		CS
C3.3 # et types de services de soutien et de formations techniques aux technologies d'apprentissage		X		CS
C3.4 Taux de participation du personnel enseignant en matière de formation aux technologies d'apprentissage		X		CS
C3.6 Éventail de cours offerts dans les écoles		X		CS.
C3.8 Fréquence d'utilisation des nouvelles technologies en salle de classe		X		CS

7.2.3. Sondages / entrevues

Les questionnaires de sondage / entrevue standardisés devront être élaborés et administrés sous la supervision du ministère de l'Éducation. Dans plusieurs cas (par exemple, la perception des participants lors des multiples formations techniques), les sondages seront effectués au fur et à

mesure des activités au niveau des écoles et les résultats bruts seront remis aux conseils scolaires, lesquels en rendront compte dans leurs rapports d'activités / de cheminement au ministère de l'Éducation. Dans d'autres cas (par exemple la perception de l'utilité des ententes de partage), les questionnaires seront administrés par les évaluateurs à l'occasion des évaluations formative, sommative et de suivi.

Indicateurs	Évaluation formative An III	Évaluation sommative An V	Suivi après 3 ans	Respons. de la collecte
A0.1 Perception des CS quant au niveau d'adéquation des mécanismes de consultation et de communication	X	X		CS, ÉDU.
A0.2 Perception des CS quant au niveau d'adéquation de la méthode d'allocation budgétaire aux CS (détermination des enveloppes)	X	X		CS, ÉDU.
A0.3 Perception des CS quant au niveau d'adéquation des processus et mécanismes de financement de projet	X	X		CS, ÉDU.
A0.4 Perception des CS et des cadres d'ÉDU quant au degré de pertinence et de conformité des directives relatives à la soumission des rapports	X	X		CS, ÉDU.
A0.5 Perception des CS quant au degré de pertinence du cadre d'évaluation	X	X		CS, ÉDU.
A0.7 Perception des CS quant à la transparence et à l'équité de l'allocation des fonds	X	X		CS, ÉDU.
A1.6, A2.5 Perception des cadres sur le degré d'opérationnalisation des CS	X	X		CS, ÉDU.
A1.7 Perception des CS sur l'utilité des ententes de partage	X	X		CS, ÉDU.
A2.7 Perception des usagers à l'endroit du soutien et de la formation techniques aux SIG	X			CS, ÉDU.
A2.9 Perception des cadres quant à l'efficacité des SIG adoptés	X	X		CS, ÉDU.
B1.3 Perception des élèves, des parents, du personnel enseignant et des cadres quant à la prestation accrue des services pédagogiques		X		CS, ÉDU.
B1.4 Perception des parents quant à l'amélioration des structures d'accueil		X		CS, ÉDU.
B1.5 Perception du niveau d'amélioration des installations scolaires à l'intérieur des CS			X	CS, ÉDU.
B2.5 Perception des usagers à l'endroit du soutien et de la formation techniques aux technologies de communication		X		CS, ÉDU.
B2.6 Perception des cadres et conseillères / conseillers scolaires en regard de l'efficacité des réseaux technologiques de communication		X		CS, ÉDU.
C1.12 Perception du personnel enseignant et des cadres à l'endroit de la formation en aménagement linguistique		X		CS, ÉDU.
C1.10 Perceptions du personnel enseignant et des cadres en regard des compétences du personnel enseignant effectivement utilisées en aménagement linguistique		X		CS, ÉDU.
C1.18, C2.13, C3.14 Perception des employeurs à l'égard de la préparation des élèves au marché du travail dans le cadre de l'éducation coopérative			X	CS, ÉDU.
C1.19, C2.14, C3.15 Perception du personnel enseignant et des			X	CS, ÉDU.

Indicateurs	Évaluation formative An III	Évaluation sommative An V	Suivi après 3 ans	Respons. de la collecte
cadres à l'égard de l'usage du français en salle de classe et en dehors de celle-ci				
C2.5 Perception du personnel enseignant et des cadres à l'endroit de la formation reçue en services spécialisés		X		CS, ÉDU.
C2.6 Perception du personnel enseignant et des cadres en regard des compétences du personnel enseignant en matière de soutien à l'enfance en difficulté		X		CS, ÉDU.
C3.5 Perception du personnel enseignant et des cadres scolaires à l'endroit du soutien et de la formation techniques aux technologies d'apprentissage		X		CS, ÉDU.
C3.7 Perception du personnel enseignant et des cadres en regard des compétences du personnel enseignant face à l'usage des technologies de l'enseignement à distance		X		CS, ÉDU.

7.2.4. Vérification des systèmes / Expertise externe

Certaines questions plus complexes exigent que des experts se penchent pour mesurer le progrès accompli. Les réponses aux indicateurs ci-dessous se retrouveront dans leurs rapports. Le tableau ci-dessous indique donc les questions sur lesquelles des experts devront se pencher.

Indicateurs	Évaluation formative An III	Évaluation sommative An V	Suivi après 3 ans	Respons. de la collecte
A1.4 Niveau d'harmonisation, # et types de procédures administratives mise en commun par les 12 CS	X	X		CS, ÉDU.
A1.9 Degré d'intégration des conventions collectives	X	X		CS
A2.2 # et envergure des SIG en réseau mis en place (SAP, Trillium...)	X			CS
A2.8 Degré d'utilisation et d'efficacité des SIG adoptés		X		CS
B2.1 % des CS et des écoles secondaires branchés en réseau	X			CS
B2.2 % des CS et des écoles secondaires disposant d'équipements de vidéoconférence	X			CS
C1.8 Degré d'intégration du matériel dans les activités pédagogiques		X		CS
C1.9 Degré d'harmonisation et d'adaptation des pratiques d'enseignement		X		CS
C2.2 #, variété et caractère novateur des modèles, programmes et services pour l'enfance en difficulté		X		CS

7.2.5. Registres administratifs provinciaux

Le ministère dispose de registres administratifs qui rassemblent, pour l'ensemble de la province, des données générales sur les résultats scolaires et des rapports de tous les conseils scolaires. Le tableau ci-dessous fait référence à cette source. De plus, nous avons inclus dans ce tableau, les indicateurs qui puiseront dans les sources primaires de données suivantes : Rapport du Gouvernement de l'Ontario au Gouvernement du Canada concernant l'Entente, Comptes rendus du CODELF et des comités conjoints, les Rapports financiers des CS.

Ces sources serviront à mesurer les indicateurs suivants.

Indicateurs	Évaluation formative An III	Évaluation sommative An V	Suivi après 3 ans	Respons. de la collecte
A0.1 Perception des CS quant au niveau d'adéquation des mécanismes de consultation et de communication	X	X		ÉDU.
A0.2 Perception des CS quant au niveau d'adéquation de la méthode d'allocation budgétaire aux CS (détermination des enveloppes)	X	X		ÉDU.
A0.3 Perception des CS quant au niveau d'adéquation des processus et mécanismes de financement de projet	X	X		ÉDU.
A0.4 Perception des CS et des cadres d'ÉDU quant au degré de pertinence et de conformité des directives relatives à la soumission des rapports	X	X		ÉDU.
A0.5 Perception des CS quant au degré de pertinence du cadre d'évaluation	X	X		ÉDU.
A0.6 Degré de participation des CS à la prise de décision	X	X		ÉDU.
A0.8 Respect du déboursement des enveloppes et des échéances de réalisations prévues au Plan d'affaires		X		ÉDU.
A0.9 Niveau d'utilisation des résultats d'évaluation de l'Entente afin d'améliorer sa gestion		X		ÉDU.
A1.11 Taux de réduction progressive des coûts <i>Optimiser</i>		X		CS
B1.1 Nombre de projets financés pour l'amélioration des installations scolaires		X		ÉDU
B1.2 % des projets d'amélioration des installations financés qui sont complétés		X		ÉDU
C1.13, C2.8, C3.9 Nombre d'inscriptions			X	ÉDU.
C1.14, C2.10, C3.11 Taux général de rétention des élèves			X	ÉDU.
C1.15, C2.11, C3.12 Taux de rétention des élèves lors du passage du primaire au secondaire			X	ÉDU.
C1.16, C2.12, C3.13 Taux de transition vers le palier postsecondaire, et en particulier les collèges de langue française et les universités bilingues			X	ÉDU.
C1.17, C2.9, C3.10 Taux de diplomation			X	ÉDU.
C3.6 Éventail de cours offerts dans les écoles <i>enrichies</i> <i>à distance</i> <i>benchmark</i>		X		CS

7.3. Le calendrier de l'évaluation

L'évaluation se réalisera en continu au cours de la mise en oeuvre de l'Entente, avec des temps forts lors des évaluations formative, sommative et de suivi. *1997*

- L'évaluation **formative** vise à mesurer l'état de progression vers les résultats attendus et, au besoin, proposer des correctifs. Elle couvrira la phase I et se réalisera vers l'automne 2001.
- L'évaluation **sommative** vise à mesurer dans quelle mesure les résultats attendus ont été atteints au terme de l'Entente. Elle se réalisera vers 2003.
- L'évaluation de **suivi** vise à mesurer les résultats attendus à long terme, soit au-delà de la période de l'Entente elle-même. Elle pourrait être réalisée deux ans après la fin de l'Entente, soit vers 2005.

Du point de vue du calendrier, il faut distinguer la collecte des données et l'analyse des données.

7.3.1. La collecte des données

NB et échantillonnage

La collecte des données se réalisera à plusieurs paliers du système scolaire : écoles, conseils scolaires, ministère. Dans la plupart des cas, les données seront recueillies en continu, consignées dans les registres administratifs et on en rendra compte dans le cadre des rapports d'activités / de cheminement des conseils scolaires. Certaines activités de collecte de données telles que les entrevues et sondages sur les perceptions seront réalisées à l'occasion des évaluations formative, sommative et de suivi.

Le ministère de l'Éducation sera responsable d'organiser la collecte des données aux étapes suivantes :

- dès l'adoption du présent cadre, en chargeant une équipe d'élaborer les instruments d'évaluation **en continu** et en s'assurant que les CS s'acquittent de la collecte des données;
- dès le printemps 2001, en chargeant une équipe d'élaborer les instruments en vue de l'évaluation **formative** et en coordonnant la collecte des données;
- au printemps de 2003, en chargeant une équipe de préparer les instruments de la collecte des données en vue de l'évaluation **sommative** et en coordonnant la collecte des données;
- vers 2005, en chargeant une équipe de préparer les instruments de la collecte des données en vue de l'évaluation de **suivi** et en coordonnant la collecte des données

7.3.2. L'analyse des données

L'analyse des données servira à la fois à la gestion continue du rendement et à l'évaluation périodique. Les gestionnaires des conseils scolaires pourront ainsi utiliser les données recueillies en continu pour mesurer leurs résultats et planifier leurs activités. Mais à l'occasion des évaluations formative, sommative et de suivi, les données feront l'objet d'une analyse plus approfondie, dirigée par le ministère de l'Éducation.

8. REDDITION DES COMPTES

8.1. Comité conjoint de l'Entente

Le comité conjoint de l'Entente est composé de quatre représentants du CODELF et de trois représentants de la province de l'Ontario. Il assume les responsabilités suivantes :

- Il assure la planification du processus d'allocation du financement pour la Phase I de mise en œuvre de l'Entente.
- Il assure la planification du processus d'allocation du financement pour la Phase II de mise en œuvre de l'Entente et plus précisément : la révision des critères d'allocation, des modalités d'administration de l'Entente et des échéanciers.

8.2. Le ministère de l'Éducation de l'Ontario (ÉDU)

Le ministère de l'Éducation de l'Ontario assume les responsabilités suivantes :

- Mise en œuvre et gestion du processus d'allocation du financement de l'Entente.
- Octroi des fonds aux conseils scolaires.
- Sélection, recommandation et approbation des projets.
- Rapport annuel d'activités et rapport financier à Patrimoine canadien.
- Évaluation des rapports bisannuels des conseils scolaires.

- Superviser l'évaluation de l'Entente
- Rapport final de l'Entente.

8.3. Patrimoine canadien

Patrimoine canadien assume les responsabilités suivantes :

- Le financement de 50% des fonds de cette Entente. *+ min.*
- Il reçoit les rapports du ministère de l'Éducation de l'Ontario.
- Il détermine si ces rapports sont conformes aux normes d'imputabilité énoncées dans l'Entente.

8.4. Conseils scolaires de district de langue française

Les conseils scolaires de district de langue française de l'Ontario assument les responsabilités suivantes :

- Ils soumettent à ÉDU leurs demandes pour approbation de financement d'activités spécifiques devant cadrer dans l'un des six volets prévus dans l'Entente.
 - Ils réalisent les activités pour lesquelles ils obtiennent un financement dans le cadre de l'Entente.
 - Ils recueillent les données relatives à l'évaluation de l'Entente
 - Ils produisent des rapports bisannuels pour rendre compte au ministère de l'Éducation de l'Ontario des activités réalisées.
 - Ils siègent au CODELF, regroupement des conseils scolaires de district de langue française, lequel rencontre périodiquement des représentants du ministère.
 - Ils siègent, via leurs représentants du CODELF, au Comité conjoint de l'Entente.
- reformulé*

En outre, l'exercice de formulation de ce cadre a permis de faire quelques observations préliminaires. On a pu constater qu'à mi-parcours dans la mise en œuvre de cette Entente, les conseils scolaires ne sont pas tous rendus au même point dans leur atteinte des résultats attendus. Cette inégalité est en partie due au fait que ces derniers ont entamé leurs opérations à partir de niveaux d'infrastructures très différents. Dans certains cas, l'infrastructure était non existante. On ne peut faire davantage état de ce facteur dans ce cadre d'évaluation mais on devra par contre en tenir compte dans l'interprétation des données lors des évaluations formative, sommative et de suivi.

ANNEXE A : PLAN D'AFFAIRES

ANNEXE B : LISTE DES PERSONNES CONSULTÉES LORS DE L'ÉLABORATION DU CADRE D'ÉVALUATION

PATRIMOINE CANADIEN, DIRECTION GÉNÉRALE DU PROGRAMME D'APPUI AUX LANGUES OFFICIELLES

Hilaire Lemoine, Directeur général
Hull

Paul-Émile Leblanc, Ancien directeur des Opérations
Hull

Nicole Frenette, Agente de programme
Hull

Carole Corriveau, Agente de programme
Hull

Roda Muse, Agente de programme
Toronto

PATRIMOINE CANADIEN, DIRECTION DES EXAMENS MINISTÉRIELS

Marjolaine Schaan, Agente d'évaluation
Hull

CONSEIL DU TRÉSOR, DIRECTION DE LA FONCTION DE CONTRÔLEUR

Michel Laurendeau, Analyste principal
Ottawa

REPRÉSENTANTS DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION DE L'ONTARIO

Maurice Proulx, Sous-ministre adjoint
Division de l'éducation en langue française et de l'administration de l'éducation
Toronto

Marie-Lison Fougère, Directrice
Direction des politiques et programmes d'éducation en langue française
Toronto

Robert Laplante
Direction des politiques et programmes d'éducation en langue française
Toronto

Réjeanne Guay, Agente principale
Politiques et programmes
Toronto

Paul Overy, Agent principal
Politiques et programmes
Toronto

CONSEILS SCOLAIRES DE LANGUE FRANÇAISE

Conseil scolaire de district 56
Conseil scolaire de district du Nord-Est de l'Ontario

Denis Yapps, Directeur général
North Bay

Conseil scolaire de district 57

Conseil scolaire de district du Grand Nord de l'Ontario
Marc Dionne, Directeur général
Sudbury

Conseil scolaire de district 58

Conseil scolaire de district du Centre-Sud-Ouest
Alice Ducharme, Directrice générale
North York

Conseil scolaire de district 59

Conseil scolaire de district numéro 59
Denis S. Chartrand, Directeur général
Vanier

Conseil scolaire de district 60 - A

Conseil scolaire de district catholique des Grandes Rivières
Jean Grisé, Directeur général
Timmins

Conseil scolaire de district 60 - B

Conseil scolaire de district catholique Franco-Nord
Lise Gadoury, Directrice générale
North Bay

Conseil scolaire de district 61

Conseil scolaire de district catholique du Nouvel-Ontario
Hélène Chayer, Directrice générale
Sudbury

Conseil scolaire de district 62

Conseil scolaire de district catholique des Aurores boréales
Joanne Thiboutot-Debnam, Directrice générale
Thunder Bay

Conseil scolaire de district 63

Conseil scolaire de district des écoles catholiques du Sud-Ouest
Michel Serré, Directeur général
Windsor

Conseil scolaire de district 64

Conseil scolaire de district catholique Centre-Sud
Madeleine L. Champagne, Directrice générale
Toronto


Conseil scolaire de district 65

Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien
Denis B. Vaillancourt, Directeur général
L'Orignal

Conseil scolaire de district 66

Conseil scolaire de district catholique du Centre-Est de l'Ontario
Marc Godbout, Directeur général
Gloucester

CADRE D'ÉVALUATION DE L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA-ONTARIO SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE



Secrétariat du CODELF
Robert Arseneault
Vanier

ANNEXE C : LISTE DES INSTRUMENTS DE COLLECTE DE DONNÉES À DÉVELOPPER

Instrument	Élaboration		Administration		Analyse et rapport	
	Qui	Quand	Qui	Quand	Qui	Quand
Rapports d'activité / de cheminement	ÉDU	Mars 2001	CS	Annuel	Expertise externe	Été 2001 Été 2003 Été 2005
Registres administratifs des CS	CS, ÉDU	Continu	CS	Continu	Expertise externe	Été 2001 Été 2003 Été 2005
Registres administratifs d'ÉDU	ÉDU	Continu	ÉDU	Continu	Expertise externe	Été 2001 Été 2003 Été 2005
Registre des formations dispensées au personnel (SIG, technologies de communication, vidéoconférence, aménagement linguistique, services spécialisés à l'élève, technologies d'apprentissage)	ÉDU	Mars 2001	CS	Continu	Expertise externe	Été 2001 Été 2003 Été 2005
Registre d'utilisation des équipements de communication à distance et de vidéoconférence dans les écoles (communautaire, réunions des CS, cours, formation du personnel enseignant...)	ÉDU	Mars 2001	CS	Continu	Expertise externe	Été 2001 Été 2003 Été 2005
Registre des activités culturelles développées en lien avec l'aménagement linguistique et de la participation des parents	ÉDU	Mars 2001	CS	Continu	Expertise externe	Été 2003 Été 2005
Registre de l'utilisation des services spécialisés à l'élève	ÉDU	Mars 2001	CS	Continu	Expertise externe	Été 2003 Été 2005
Sondage / entrevues auprès des CS (cadres et conseillers)	Expertise externe	Mars 2001 Fév. 2003 Fév. 2005	Expertise externe	Mai 2001 Mai 2003 Mai 2005	Expertise externe	Été 2001 Été 2003 Été 2005
Sondage / entrevue auprès du personnel des CS	Expertise externe	Mars 2001 Fév. 2003	Expertise externe	Mai 2001 Mai 2003	Expertise externe	Été 2001 Été 2003
Sondage / entrevue auprès du personnel enseignant	Expertise externe	Mars 2001 Fév. 2003	Expertise externe	Mai 2001 Mai 2003	Expertise externe	Été 2001 Été 2003

CADRE D'ÉVALUATION DE L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA-ONTARIO SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE

Instrument	Élaboration		Administration		Analyse et rapport	
	Qui	Quand	Qui	Quand	Qui	Quand
		Fév. 2005		Mai 2005		Été 2005
Sondage auprès des parents	Expertise externe	Fév. 2003	Expertise externe	Mai 2003	Expertise externe	Été 2003
Sondage / entrevue auprès des employeurs	Expertise externe	Fév. 2003 Fév. 2005	Expertise externe	Mai 2003 Mai 2005	Expertise externe	Été 2003 Été 2005
Termes de référence d'une expertise sur les outils de gestion des CS (y compris technologiques)	Expertise externe	Mars 2001	Expertise externe	Mai 2001	Expertise externe	Été 2001
Termes de référence d'une expertise sur le développement pédagogique (aménagement linguistique et services spécialisés à l'élève)	Expertise externe	Fév. 2003	Expertise externe	Mai 2003	Expertise externe	Été 2003

CADRE D'ÉVALUATION DE L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA-ONTARIO SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE

BEST AVAILABLE COPY

Sylvie Rochette

01-17-2001 13:40

Pour : Marjolaine Schaan/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc : Nicole Frenette/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : Réf. : Re: Gestion scolaire en Ontario

Bonjour Marjolaine,

Nicole Frenette, qui s'occupe des dossiers de l'Ontario dans l'équipe d'André Latreille, est intéressée à participer à la rencontre de février. Peux-tu la tenir au courant des développements.

Merci,

Sylvie

----- Envoyée par Sylvie Rochette/HullOttawa/PCH/CA le 2001-01-17 13:41 -----

Andre Latreille

2001-01-17 08:46

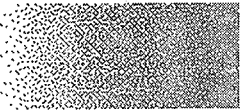
Pour : Sylvie Rochette/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc : Nicole Frenette/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : Réf. : Re: Gestion scolaire en Ontario

Sylvie,

voici la réponse de Nicole à la requête de Marjolaine.

----- Envoyée par Andre Latreille/HullOttawa/PCH/CA le 01-17-2001 08:51 -----



Nicole Frenette

01-17-2001 08:45:07

Pour : Andre Latreille/HullOttawa/PCH/CA
cc :

Objet : Réf. : Re: Gestion scolaire en Ontario

Oui!

Andre Latreille

Andre Latreille

01-17-2001 08:33

Pour : Nicole Frenette/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc :

Objet : Re: Gestion scolaire en Ontario

cela t'intéresse?

----- Envoyée par Andre Latreille/HullOttawa/PCH/CA le 01-17-2001 08:39 -----

000397

BEST AVAILABLE COPY

 Sylvie Rochette

01-16-2001 12:21

Pour : Yvan Déry/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Andre Latreille/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Nicole
Frenette/HullOttawa/PCH/CA@PCH

cc :

Objet : Re: Gestion scolaire en Ontario

Pour info. Voir la question de Marjolaine à la toute fin.

Sylvie


----- Envoyée par Sylvie Rochette/HullOttawa/PCH/CA le 2001-01-16 12:23 -----



Marjolaine Schaan
2001-01-16 10:17

Pour : Sylvie Rochette/HullOttawa/PCH/CA@PCH

cc :

Objet : Re: Gestion scolaire en Ontario 

Bonjour Sylvie,

La présentation du cadre d'évaluation au CODELF est prévue en février (pas encore de date fixée). Il est également prévu que nous discuterons des étapes suivantes et de la logistique de l'évaluation.

Ce n'est pas simple. Le projet a tardé et nous avons perdu des jouers en cours de route. Par exemple, les trois membres de l'équipe de PGF-GTA ont quitté la firme pour travailler ailleurs.

Réjeanne est consciente de ce que l'évaluation, basée sur le Cadre d'évaluation, impliquera. De plus, il sera difficile de trouver à Toronto des gens qui peuvent travailler en français.

Est-ce que quelqu'un des LO sera intéressé à participer à cette rencontre à Toronto, en février?

Marjolaine Schaan

Ministère de l'Éducation



Ontario

TRANSMISSION DE TÉLÉCOPIEDESTINATAIRE : M. Hilaire LemoineNUMÉRO DE TÉLÉCOPIEUR : 1 (819) 953-9353EXPÉDITRICE/TEUR : Maurice BouletDIRECTION DES POLITIQUES ET
PROGRAMMES D'ÉDUCATION EN LANGUE
FRANÇAISE8^e étage, Édifice Mowat, 900, rue Bay,
Toronto ON M7A 1L2

N° de télécopieur : (416) 325-2156

N° de téléphone : (416) 325-4806

SUJET : lettre d'invitation : Cadre d'évaluation

Le document accompagnera l'original
de cette lettre qui sera envoyée par
courrier spécial.

DATE : de 12 fév. 2001NOMBRE DE PAGES (COMPTANT CELLE-CI) : 2

Ministry of Education

Ministère de l'Éducation

Mowat Block
Queen's Park
Toronto ON M7A 1L2Édifice Mowat
Queen's Park
Toronto ON M7A 1L2

M. Hilaire Lemoine
Directeur général
Programme d'appui aux langues officielles
Patrimoine canadien
15, rue Eddy, 7^e étage
Hull QC K1A 0M5

Monsieur Lemoine,

L'élaboration du Cadre d'évaluation de l'Entente spéciale Canada-Ontario relative à la mise en oeuvre de la gestion scolaire francophone est maintenant terminée. La prochaine étape de notre projet conjoint est de valider le cadre d'évaluation et de déterminer le suivi devant assurer la mise en oeuvre de l'évaluation formative de l'Entente en 2001-2002.

Il me fait donc plaisir de vous inviter à participer à la rencontre du Comité consultatif de ce projet à l'édifice Mowat, 900, rue Bay, entre 10h00 et 14h00, le 21 février 2001. Les membres représentants du CODELF sur le Comité consultatif seront présents. M. Marc Johnson de la firme PGF/GTA fera la présentation du Cadre d'évaluation. M. Johnson facilitera également le processus de la discussion quant au suivi à assurer après la validation du Cadre d'évaluation.

Nous espérons compter sur votre présence. Veuillez faire en sorte que l'on communique le tout à madame Réjeanne Guay de la direction des politiques et programmes d'éducation en langue française. Votre bureau peut la joindre en composant le 416-325-4806 ou encore à l'adresse électronique suivante : rejeanne.guay@edu.gov.on.ca.

Veuillez agréer, Monsieur Lemoine, l'expression de mes sentiments distingués.

Le directeur
Directeur, p.i.
Direction des politiques et programmes
de l'éducation en langue française

Maurice Boutet

p.j.

Dossier : Rapport annuel - gestion scolaire en Ontario

NOTE AU DOSSIER

Date : le 25 janvier 2001

De : Nicole Frenette *Nicole Frenette*
Agente principale de programme

Objet : Conférence téléphonique au sujet du rapport annuel pour la gestion scolaire avec Maurice Boutet, Directeur intérimaire, Direction des politiques et des programmes relatifs à l'éducation en langue française, Lise Alain, nouvelle gestionnaire à l'Unité de soutien en matière de politiques et programmes, ministère de l'Éducation de l'Ontario, Réjeanne Gay, Conseillère principale, Marc Despatie, Conseiller principal, Robert Laplante, consultant pour le Ministère de l'Éducation de l'Ontario

Une réunion téléphonique a eu lieu pour discuter du rapport d'activités qui avait été reçu à Patrimoine canadien le 19 janvier 2001. J'ai indiqué que j'en avais fait une première analyse et que l'analyse financière des états financiers serait effectuée par notre analyste financier [Jean Carrier]. J'ai indiqué qu'il me fallait quelques précisions sur trois éléments, d'une part la répartition du financement dans la partie du rapport de 1999-2000, les indicateurs de performance et les résultats atteints, ainsi que les activités à venir en 2001-2002.

D'emblée, j'ai indiqué que les chiffres présentés dans le rapport d'activités pour 1999-2000 s'élevaient à beaucoup plus que ce qui avait été prévu pour cette année. À titre d'exemple, la contribution fédérale s'élevait plutôt à 18 M \$ bien que la contribution indiquée dans le rapport montait à 38 602 355 \$. Réjeanne Gay ainsi que Robert Laplante ont indiqué qu'il s'agissait ici d'une compilation de ce qui avait été dépensé au cours des deux premières années. J'ai souligné qu'étant donné qu'il s'agissait du rapport d'activités pour 1999-2000, on demandait plutôt de voir le financement, tel que démontré dans les états financiers, qui avait été attribué en 1999-2000. J'ai également indiqué que même s'il s'agissait des deux premières années, la contribution fédérale revenait alors à 36 M \$ non à 38 602 355 \$. Réjeanne a déploré le fait que le gouvernement du Canada avait «retardé» le versement de son allocation l'année dernière qui n'était parvenu à la province qu'au mois d'août. J'ai répondu à Réjeanne que le rapport annuel, tel que le stipule l'Entente Canada-Ontario relative à la gestion scolaire, doit être remis pour

déclencher le paiement du mois de janvier de l'année courante. L'année dernière, je n'avais toujours pas reçu le rapport annuel au mois de février quand j'étais arrivée en poste. J'avais dû communiquer à plusieurs reprises avec Réjeanne Gay afin de lui rappeler de soumettre le rapport que nous avons finalement reçu à la fin mars. Le rapport d'activités présenté à ce moment-là nécessitait également plusieurs précisions.

En deuxième partie, j'ai indiqué qu'il nous fallait davantage de renseignements au sujet des résultats atteints comparativement à des résultats prévus. En effet, il y a plusieurs adjectifs qui devraient être précisés, quantifiés. À titre d'exemple, la province indique comme un des résultats atteints «A number of central administrative and schools' staff trained on the use of Trillium». Il s'agit de donner davantage de précisions, des chiffres pour appuyer cette démonstration. Robert Laplante indique que ce serait probablement possible de trouver des chiffres pour la base de données Trillium mais que ce n'est pas aussi évident de trouver les chiffres pour d'autres indicateurs de performance. Réjeanne Gay renchérit en indiquant qu'ils travaillent sur le cadre de rendement pour l'Entente sur la gestion scolaire et ce n'est qu'au bout de 5 ans qu'on aura une bonne idée des résultats. J'ai répondu que je comprends que la situation évolue, que les résultats sont parfois difficiles à évaluer, mais que je devrais retrouver ces explications dans le rapport d'activités et des précisions sur des résultats lorsque cela est possible. Il faut se rappeler que le gouvernement du Canada contribue 18 M \$ par année et que nous devons avoir une idée où est allé notre financement. Maurice Boutet indique que «*c'est légitime*» que de demander des précisions sur notre financement. Ils vont retravailler le document.

Pour ce qui est des activités prévues en 2001-2002, j'ai demandé qu'on retrouve des explications plus détaillées, notamment en terme de financement, pour cette période. Il s'agit de démontrer le financement qui sera accordé pour chaque activité. J'ai indiqué que je suis consciente que la situation peut changer, c'est normal qu'on se rend compte que la situation change. Si c'est le cas, la province doit nous avertir **par écrit** des modifications qu'elle veut apporter et nous allons répondre **par écrit** que nous acceptons ou non les changements.

Avant que la conférence téléphonique se termine, Lise Alain souligne que ce n'est pas évident de rédiger des rapports d'activités et qu'elle s'inquiète pour ceux de l'entente bilatérale LOE (fonds réguliers). J'ai indiqué qu'il y avait une ébauche d'un modèle de rapport d'activités qui était préparé et qui serait acheminé à toutes les provinces et tous les territoires. Cela donne des idées comment traiter des résultats à atteindre, etc. Je leur ai souligné que j'allais leur faire parvenir copie dès qu'il me serait disponible.

Ministry of Education

Mowat Block
Queen's Park
Toronto ON M7A 1L2

Ministère de l'Éducation

Édifice Mowat
Queen's Park
Toronto ON M7A 1L2

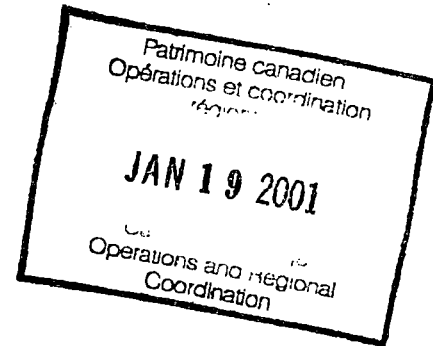


Ontario

Téléphone: (416) 327-9072
Télécopieur: (416) 325-2156

Le 15 janvier 2001

Monsieur Hilaire Lemoine
Directeur général
Direction des programmes d'appui aux langues officielles
Ministère du Patrimoine Canadien
7^e étage, Édifice Jules Léger
15, rue Eddy
Hull QC K1A 0M5



Monsieur,

Conformément à l'Entente spéciale Canada-Ontario relative à la mise en oeuvre de la gestion scolaire francophone, vous trouverez ci-joint une copie officielle du Rapport annuel 2000-2001 du Ministère de l'éducation de l'Ontario.

Si vous avez besoin de plus amples renseignements, n'hésitez pas à communiquer avec la Direction des politiques et programmes d'éducation en langue française en composant le (416) 327-9072.

En vous remerciant de votre coopération, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Marie-Lison Fougère
Directrice,
Direction des politiques et programmes
d'éducation en langue française

p.j. Rapport annuel 2000-2001

c.c.: Maurice Proulx, sous-ministre adjoint

Minister
of Canadian Heritage



Ministre
du Patrimoine canadien

Ottawa, Canada K1A 0M5

The Honourable Janet Ecker
Minister of Education
Government of Ontario
Mowat Block
Queen's Park
900 Bay Street
Toronto, Ontario M7A 1L2

MAR 30 2001

Dear Ms. Ecker :

Following discussions between officials in my department and your representatives, I am pleased to approve the *Amendment to the Canada-Ontario Special Agreement for the Implementation of French-Language School Governance*.

In amending the Agreement, the Government of Canada recognizes that the Government of Ontario incurred expenses toward the implementation of school governance at a faster rate than anticipated. To this effect, I hereby approve transfers between initiatives the Government of Ontario made for the fiscal years 1998-1999 to 2000-2001 and which it foresees to make for 2001-2002 and 2002-2003. Accordingly, I will authorize an additional payment of \$1,760,000 which will bring this year's total annual contribution to \$19,760,000 and reduce the total amounts allocated to Ontario for 2002-2003 to \$16,240,000. In the future, I would request that the Ontario government submit its request to transfer funds before the expenses are undertaken.

I invite you to sign the four enclosed signed copies of the Amendment, and to return one English and one French-language copy to me at your earliest convenience.

As you know, this agreement remains an important investment for my Department as the Government of Canada is fully committed to the participation of the Francophone community of Ontario in the management of French-language schools. I look forward to our continued cooperation in the area of official languages in education.

Yours sincerely,

Sheila Copps

Attachment

Canada

**CANADIAN HERITAGE
GRANTS AND CONTRIBUTIONS
APPROVAL AND PAYMENT FORM**

Name of Client - Nom du client Province of Ontario - Province of Ontario	Commitment No. - No d'engagement 515164/515165/515166	Date le 31 juillet 2000
Address - Adresse Ministry of Education Mowat Building 900 Bay Street Toronto, Ontario M7A 1L2	Planning Element - Elément de planification D.G.P.A.L.O.	
	Planning Element Component - Partie de l'élément de planification LOE - Gestion scolaire	
	Vendor Code - Code fournisseur GC030326/SAP302490	

Send cheque to (if different from above) / Envoyer le chèque à l'adresse suivante (si elle diffère de l'adresse ci-haut)

* COMMITMENT - ENGAGEMENT			
*	Coding - Codage	Amount	CR-CT
C	1350 2245 201 25008 90164 4146 (515165)	16,760,000.00	00-01
E	1350 2245 201 25008 90164 4142 (515166)	2,200,000.00	00-01
E	1350 2245 201 25008 90164 4141 (515164)	800,000.00	00-01
E	1350 2245 201 25008 90164 4146 (515165)	15,000,000.00	01-02
E	1350 2245 201 25008 90164 4142 (515166)	2,200,000.00	01-02
E	1350 2245 201 25008 90164 4149 (515164)	800,000.00	01-02
E	1350 2245 201 25008 90164 4146 (515165)	13,240,000.00	02-03
E	1350 2245 201 25008 90164 4142 (515166)	2,200,000.00	02-03
E	1350 2245 201 25008 90164 4149 (515164)	800,000.00	02-03
TOTAL		54,000,000.00	

*
 E Enter/Entrer CL Close/Fermer
 C Change/Changer R Reopen/Réouvrir
 D Delete/Annuler

I certify that funds are available pursuant to section 32 of the Financial Administration Act. / J'atteste que les crédits sont disponibles en vertu de l'article 32 de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Joëlle Madore
 Joëlle Madore 994-5858 (signature) 30/3/2001
 Date

APPROVAL - APPROBATION		PAYMENT - PAIEMENT		Final Payment Paielement final <input type="checkbox"/>
Coding-Codage	Amount-Montant	Coding-Codage	Amount-Montant	CR-CT
1350 2245 201 25008 90164 4146	75,000,000.00			
1350 2245 201 25008 90164 4142	11,000,000.00			
1350 2245 201 25008 90164 4141	4,000,000.00			
TOTAL			0.00	

CURRENT YEAR - ANNEE COURANTE
 Original amount / Montant original 1998-1999 18,000,000.00
 Original amount / Montant original 1999-2000 18,000,000.00
 Original amount / Montant original 2000-2001 19,760,000.00

FUTURE YEAR(S) - ANNÉES(S) SUBSÉQUENTE(S)
 Original amount / Montant original
 Subsequent fiscal Years/ Années financières subs/ventes
 2001-2002 18,000,000.00
 2002-2003 16,240,000.00
 Total authorized / Total autorisé année en cours
 all fiscal years / et années subséquentes 90,000,000.00

I.P.U. No. - No UC

I certify that the appropriate terms/conditions have been met / J'atteste que les modalités appropriées ont été rencontrées.

Mireille Guitard (signature) Date

Type of funding - Type de financement

Program Programme	Project Projet	Capital Immobilisation
----------------------	-------------------	---------------------------

Total duration of the approved funding - Durée totale du financement approuvé

From/de To/à

I approve the grant or contribution.
 J'approuve la subvention ou la contribution

Signature Date

**AMENDMENT TO THE CANADA-ONTARIO SPECIAL AGREEMENT FOR THE
IMPLEMENTATION OF FRENCH-LANGUAGE SCHOOL GOVERNANCE**

THE AMENDMENT has been concluded in English and in French on this 30 day
of March 2001

BETWEEN: HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF CANADA, hereinafter referred
to as "Canada", represented by the Minister of Canadian Heritage

AND: HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF ONTARIO, hereinafter
referred to as "Ontario", represented by the Minister of Education

THIS AMENDMENT WITNESSES that, in consideration of the mutual covenants herein, the
parties agree to amend the Special Agreement dated the 17th day of June 1998 as follows :

A) ADDITIONAL CLAUSES TO THE AGREEMENT:

3.6 Canada and Ontario recognize the following federal contributions were made:

1998-99	\$ 18,000,000—
1999-00	\$ 18,000,000

3.7 Canada shall make the following annual contributions to Ontario for the
implementation of measures described in its business plan for the following fiscal
years:

2000-01	\$ 19,760,000
2001-02	\$ 18,000,000
2002-03	\$ 16,240,000

**A) ADDITIONAL CLAUSES TO APPENDIX 2 (ADMINISTRATIVE TERMS AND
CONDITIONS)**

1.1.d) for the 2000-01 fiscal year, the thirteenth and final payment of
\$ 1,760,000 representing the final installment mentioned in clause 3.7, shall be
made after the signing of this Amendment to the Agreement.

.../2

-2-

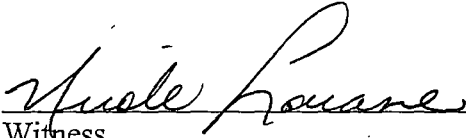
B) PRECEDENCE

All other clauses contained in the Special Agreement remain unchanged, and, in the event of any inconsistencies, the provisions of the present Amendment take precedence over those of the Agreement dated the 17th day of June 1998.

IN WITNESS WHEREOF, the parties have signed this Amendment to the Special Agreement on the date indicated above.

CANADA


Minister of Canadian Heritage


Witness

ONTARIO

Minister of Education of Ontario

Witness

MODIFICATION À L'ENTENTE-SPÉCIALE CANADA-ONTARIO RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE

LA PRÉSENTE MODIFICATION a été faite en français et en anglais ce 30 jour
de MARS 2001

ENTRE: **SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA**, ci-après appelée
« Canada », représentée par la ministre du Patrimoine canadien

ET: **SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DE L'ONTARIO**, ci-après appelée
« Ontario », représentée par la ministre de l'Éducation

LA PRÉSENTE MODIFICATION TÉMOIGNE que les parties, en considération des
engagements réciproques prévus aux présentes, conviennent de modifier l'entente spéciale
conclue le 17^e jour de juin 1998 de la façon suivante :

A) CLAUSES AJOUTÉES À L'ENTENTE:

3.6 Le Canada et l'Ontario reconnaissent que les contributions fédérales suivantes ont
été versées :

1998-1999	18 000 000 \$
1999-2000	18 000 000 \$

3.7 Le Canada fournira à l'Ontario les contributions financières annuelles ci-après
pour la mise en oeuvre des mesures décrites au plan d'action s'échelonnant sur les
exercices financiers allant de 2000-2001 à 2002-2003 :

2000-2001	19 760 000 \$
2001-2002	18 000 000 \$
2002-2003	16 240 000 \$

B) CLAUSES AJOUTÉES À L'ANNEXE 2 (MODALITÉS ADMINISTRATIVES)

1.1.d) pour l'exercice 2000-2001, un treizième et dernier paiement d'un montant qui
s'élève à 1 760 000 \$ et représentant le solde de la contribution fédérale prévue à
l'article 3.7, sera versé après la signature de la présente modification de l'Entente.

.../2

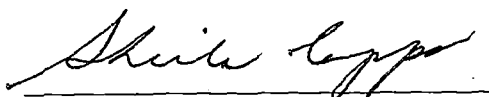
-2-

C) **PRÉSÉANCE**

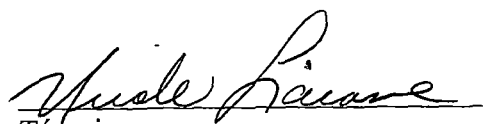
Toutes les autres clauses de l'Entente demeurent les mêmes et advenant des contradictions, les dispositions de la présente modification ont préséance sur celles de l'entente conclue le 17^e jour de juin 1998.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé la présente modification à l'entente à la date indiquée ci-dessus.

CANADA



Ministre du Patrimoine canadien



Témoin

ONTARIO

Ministre de l'Éducation de l'Ontario

Témoin

Ministry of Education

French-Language Education
Policy and Programs Branch
Mowat Block, 8th Floor
900 Bay Street
Toronto ON M7A 1L2

Ministère de l'Éducation

Direction des politiques et programmes
d'éducation en langue française
Édifice Mowat, 8^e étage
900 rue Bay tél : (416) 325-2127
Toronto ON M7A 1L2 téléc. : (416) 325-2156



Le 14 mars 2001

Monsieur Hilaire Lemoine
Directeur général,
Direction des programmes d'appui aux langues officielles
Ministère du Patrimoine Canadien
7^e étage, Édifice Jules Léger
15, rue Eddy
Hull QC K1A 0M5

Monsieur,

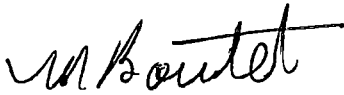
Suite à des discussions avec votre personnel concernant le Rapport annuel 2000-2001 du Ministère de l'éducation de l'Ontario, nous avons apporté des changements à la version initiale du 15 janvier 2001. Vous trouverez en annexe de cette lettre les documents suivants:

- a) le rapport financier de la Province de l'Ontario, annexe 5.3, dûment signé par Monsieur Drew Nameth, Directeur, "Business Services Branch";
- b) la section 2 et la section 3 du rapport annuel en date du 15 janvier dernier ont été révisés pour indiquer les dépenses imputées aux fonds du fédéral, pour l'année 2000-2001;
- c) un tableau démontrant la répartition annuelle proposée des allocations de fonds, telle que contenue dans le plan d'affaires de l'Entente et la répartition annuelle suggérée par la Province de l'Ontario;
- d) un résumé en pourcentage des allocations contenues dans le plan d'affaires et les allocations suggérées par l'Ontario; a) tableau 1, Canada et l'Ontario. b) tableau 2, l'Ontario et c) tableau 3, Canada;
- e) l'annexe 1.2 modifiée du rapport annuel 2000-2001, suite aux discussions avec Madame Nicole Frenette.

Le tableau sommaire indique que dans les deux premières années (1998-1999 et 1999-2000), l'Ontario a dépensé 35M\$ plutôt que 21M\$ des fonds de l'Ontario. Cette dépense représente 39% plutôt que 23 % des fonds totaux (90M\$) des allocations prévues pour les projets de **démarrage**. Dans le domaine de **réseaux informatiques**, l'Ontario a dépensé 27M\$ plutôt que 23M\$ soit, 30 % plutôt que 26 % des fonds totaux. En conséquence, la contribution de l'Ontario, dans les autres catégories a diminué afin de compenser pour les dépenses additionnelles dans ces catégories. Ceci en réponse aux demandes et en consultation avec les 12 conseils scolaires de district de langue française. (Voir tableau 2, annexe 1).

Si vous avez besoin de plus amples renseignements, n'hésitez pas à communiquer avec Monsieur Maurice Boutet, directeur, p.i. de la Direction des politiques et programmes d'éducation en langue française en composant le (416) 327-9072.

En vous remerciant de votre coopération, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Maurice Boutet
Directeur par intérim,
Direction des politiques et programmes
d'éducation en langue française

p.j.

c.c. : Monsieur Maurice Proulx,
Sous-ministre adjoint
Division de l'éducation en langue française et de l'administration de l'éducation

BUSINESS PLAN/PROPOSED ALLOCATION FUNDS \$) 1998-2003

PROVINCIAL
/FEDERAL
FINANCE
ALLOCATION
PER YEAROperationalizing
the SystemPromoting Access to
French-language education

Supporting Student Achievement

		Start-up		Ad. Net.		Cap. Proj.		IT Com.		AL		Std't Svces		IT integ.		TOTAL	
		Proposed	Bus. Plan	Proposed	Bus. Plan	Proposed	Bus. Plan	Proposed	Bus. Plan	Proposed	Bus. Plan	Proposed	Bus. Plan	Proposed	Bus. Plan	Bus. Plan	
1998-1999																	
	Ontario	24,6 \$	13,0 \$	11,0 \$	13,0 \$	10,0 \$	5,0 \$	0,3 \$	9,0 \$	- \$	4,0 \$	- \$	1,0 \$	- \$	3,0 \$	48,0 \$	72,73%
	Canada	1,0 \$	2,0 \$	1,5 \$	2,0 \$	- \$		0,4 \$	2,0 \$	7,2 \$	4,0 \$	2,0 \$	1,0 \$	7,2 \$	7,0 \$	18,0 \$	27,27%
	Total	25,6 \$	15,0 \$	12,5 \$	15,0 \$	10,0 \$	5,0 \$	0,7 \$	11,0 \$	7,2 \$	8,0 \$	2,0 \$	2,0 \$	7,2 \$	10,0 \$	66,0 \$	100,00%
1999-2000																	
	Ontario	10,5 \$	8,0 \$	15,1 \$	7,0 \$	- \$	5,0 \$	10,1 \$	2,0 \$	- \$	2,0 \$	- \$	1,0 \$	- \$	2,0 \$	27,0 \$	60,00%
	Canada	0,5 \$	1,0 \$	1,5 \$	2,0 \$	- \$		0,3 \$	3,0 \$	7,5 \$	6,0 \$	2,0 \$	1,0 \$	7,5 \$	5,0 \$	18,0 \$	40,00%
	Total	11,0 \$	9,0 \$	16,6 \$	9,0 \$	- \$	5,0 \$	10,4 \$	5,0 \$	7,5 \$	8,0 \$	2,0 \$	2,0 \$	7,5 \$	7,0 \$	45,0 \$	100,00%
2000-2001																	
	Ontario	- \$		0,3 \$	1,0 \$	- \$		0,1 \$	1,0 \$	- \$	1,0 \$	1,5 \$	1,0 \$	0,9 \$	1,0 \$	5,0 \$	21,74%
	Canada	- \$		- \$	1,0 \$	1,8 \$	2,0 \$	0,4 \$	1,0 \$	13,3 \$	9,0 \$	0,8 \$	1,0 \$	1,9 \$	4,0 \$	18,0 \$	78,26%
	Total	- \$	- \$	0,3 \$	2,0 \$	1,8 \$	2,0 \$	0,5 \$	2,0 \$	13,3 \$	10,0 \$	2,3 \$	2,0 \$	2,8 \$	5,0 \$	23,0 \$	100,00%
2001-2002																	
	Ontario	- \$		0,3 \$	1,0 \$	- \$		0,1 \$		- \$	2,0 \$	1,7 \$	1,0 \$	1,2 \$	1,0 \$	5,0 \$	21,74%
	Canada	- \$		- \$	1,0 \$	1,2 \$	1,0 \$	0,8 \$	1,0 \$	12,6 \$	11,0 \$	0,5 \$	1,0 \$	2,7 \$	3,0 \$	18,0 \$	78,26%
	Total	- \$	- \$	0,3 \$	2,0 \$	1,2 \$	1,0 \$	0,9 \$	1,0 \$	12,6 \$	13,0 \$	2,2 \$	2,0 \$	3,9 \$	4,0 \$	23,0 \$	100,00%
2002-2003																	
	Ontario	- \$		0,2 \$	1,0 \$	- \$		0,1 \$		- \$	2,0 \$	1,2 \$	1,0 \$	0,8 \$	1,0 \$	5,0 \$	21,74%
	Canada	- \$		- \$	1,0 \$	- \$		2,0 \$	1,0 \$	10,6 \$	12,0 \$	0,2 \$	1,0 \$	2,6 \$	3,0 \$	18,0 \$	78,26%
	Total	- \$	- \$	0,2 \$	2,0 \$	- \$	- \$	2,1 \$	1,0 \$	10,6 \$	14,0 \$	1,4 \$	2,0 \$	3,4 \$	4,0 \$	23,0 \$	100,00%
Total Ontario		35,1 \$	21,0 \$	26,9 \$	23,0 \$	10,0 \$	10,0 \$	10,7 \$	12,0 \$	- \$	11,0 \$	4,4 \$	5,0 \$	2,9 \$	8,0 \$	90,0 \$	
Total Canada		1,5 \$	3,0 \$	3,0 \$	7,0 \$	3,0 \$	3,0 \$	3,9 \$	8,0 \$	51,2 \$	42,0 \$	5,5 \$	5,0 \$	21,9 \$	22,0 \$	90,0 \$	
TOTAL		36,6 \$	24,0 \$	29,9 \$	30,0 \$	13,0 \$	13,0 \$	14,6 \$	20,0 \$	51,2 \$	53,0 \$	9,9 \$	10,0 \$	24,8 \$	30,0 \$	180,0 \$	
ALLOCATION PER CATEGORY																	
		Proposed	Bus. Plan	Proposed	Bus. Plan	Proposed	Bus. Plan	Proposed	Bus. Plan	Proposed	Bus. Plan	Proposed	Bus. Plan	Proposed	Bus. Plan		
		Ontario	93,23%	81,48%		Ontario	75,00%	66,67%		Ontario	8,50%	25,81%				Ontario	
		Canada	6,77%	18,52%		Canada	25,00%	33,33%		Canada	91,50%	74,19%				Canada	



Télécopie

Facsimile

Nicole Frenette

Agente principale de programmes/Senior Program Officer
Programmes d'appui aux langues officielles, Patrimoine canadien
Official Languages Support Programs Branch, Canadian Heritage
15, rue Eddy Street, Hull (Québec) K1A 0M5
tél. : (819) 994-6859 téléc./fax : (819) 953-8353
courriel/e-mail: nicole_frenette@pch.gc.ca

À/To : Réjeanne Guay

Téléc./Fax : (416) 325-2156

Téléphone/ (416) 325-4806
Telephone:

Pages: 2

Date: Mardi le 3 avril 2001

Bonjour Réjeanne!

Je te fais parvenir copie de la lettre de la Ministre quant aux modifications apportées à la répartition (gestion scolaire)!

N'hésite pas à communiquer avec moi si jamais tu as des questions!

Nicole

TX RESULT REPORT

NAME:
TEL :
DATE: APR.03'2001 15:37

SESSION	FUNCTION	NO.	DESTINATION STATION	DATE	TIME	PAGE	DURATION	MODE	RESULT
4877	TX	01	14163252156	APR.03	15:36	002	00H00'44"	ECM	OK



Patrimoine Canadian
canadien Heritage

Nicole Frenette

Agente principale de programmes/Senior Program Officer
Programmes d'appui aux langues officielles, Patrimoine canadien
Official Languages Support Programs Branch, Canadian Heritage
15, rue Eddy Street, Hull (Québec) K1A 0M5
tél. : (819) 994-5859 téléc./fax : (819) 953-9353
courriel/e-mail: nicole_frenette@pch.gc.ca

Télécopie

Facsimile

À/To : Réjeanne Guay

Téléc./Fax : (416) 325-2156

Téléphone/ (416) 325-4806
Telephone:

Pages: 2

Date: Mardi le 3 avril 2001

416-325-2156

Bonjour Réjeanne!

Je te fais parvenir copie de la lettre de la Ministre quant aux modifications apportées à la répartition (gestion scolaire)!

N'hésite pas à communiquer avec moi si jamais tu as des questions!

Nicole

Minister
of Canadian Heritage



Ministre
du Patrimoine canadien

Ottawa, Canada K1A 0M5

The Honourable Janet Ecker
Minister of Education
Government of Ontario
Mowat Block
Queen's Park
900 Bay Street
Toronto, Ontario M7A 1L2

MAR 30 2001

Dear Ms. Ecker :

Following discussions between officials in my department and your representatives, I am pleased to approve the *Amendment to the Canada-Ontario Special Agreement for the Implementation of French-Language School Governance*.

In amending the Agreement, the Government of Canada recognizes that the Government of Ontario incurred expenses toward the implementation of school governance at a faster rate than anticipated. To this effect, I hereby approve transfers between initiatives the Government of Ontario made for the fiscal years 1998-1999 to 2000-2001 and which it foresees to make for 2001-2002 and 2002-2003. Accordingly, I will authorize an additional payment of \$1,760,000 which will bring this year's total annual contribution to \$19,760,000 and reduce the total amounts allocated to Ontario for 2002-2003 to \$16,240,000. In the future, I would request that the Ontario government submit its request to transfer funds before the expenses are undertaken.

I invite you to sign the four enclosed signed copies of the Amendment, and to return one English and one French-language copy to me at your earliest convenience.

As you know, this agreement remains an important investment for my Department as the Government of Canada is fully committed to the participation of the Francophone community of Ontario in the management of French-language schools. I look forward to our continued cooperation in the area of official languages in education.

Yours sincerely,

Sheila Copps

Attachment

Canada

MODIFICATION À L'ENTENTE-SPÉCIALE CANADA-ONTARIO RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE

LA PRÉSENTE MODIFICATION a été faite en français et en anglais ce _____ jour
de _____ 2001

ENTRE: **SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA**, ci-après appelée
« Canada », représentée par la ministre du Patrimoine canadien

ET: **SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DE L'ONTARIO**, ci-après appelée
« Ontario », représentée par la ministre de l'Éducation

LA PRÉSENTE MODIFICATION TÉMOIGNE que les parties, en considération des
engagements réciproques prévus aux présentes, conviennent de modifier l'entente spéciale
conclue le 17^e jour de juin 1998 de la façon suivante :

A) CLAUSES AJOUTÉES À L'ENTENTE:

3.6 Le Canada et Ontario reconnaissent que pour les années financières 1998-1999 et
1999-2000, les contributions fédérales suivantes ont été versées :

1998-1999	18 000 000 \$
1999-2000	18 000 000 \$

3.7 Le Canada fournira à l'Ontario les contributions financières annuelles ci-après
pour la mise en oeuvre des mesures décrites au plan d'action s'échelonnant sur les
exercices financiers allant de 2000-2001 à 2002-2003 :

2000-2001	19 514 273 \$
2001-2002	18 000 000 \$
2002-2003	16 485,727 \$

B) CLAUSES AJOUTÉES À L'ANNEXE 2 (MODALITÉS ADMINISTRATIVES)

1.1.d) pour l'exercice 2000-2001, un treizième et dernier paiement, représentant le solde
de la contribution fédérale prévue à l'article 3.7, sera versé sur réception et
acceptation d'une confirmation des dépenses provinciales en 1998-1999,
1999-2000 et des projections de 2000-2001 (tableau ci-joint).

-2-

C) PRÉSÉANCE

Toutes les autres clauses de l'entente demeurent les mêmes et advenant des contradictions, les dispositions de la présente modification ont préséance sur celles de l'entente conclue le 17^e jour de juin 1998.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé la présente modification à l'entente à la date indiquée ci-dessus.

CANADA

ONTARIO

Ministre du Patrimoine canadien

Ministre de l'Éducation de l'Ontario

Témoin

Témoin

Pièce jointe

MODIFICATION À L'ENTENTE-SPÉCIALE CANADA-ONTARIO RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE

LA PRÉSENTE MODIFICATION a été faite en français et en anglais ce _____ jour
de _____ 2001

ENTRE: SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA, ci-après appelée
« Canada », représentée par la ministre du Patrimoine canadien

ET: SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DE L'ONTARIO, ci-après appelée
« Ontario », représentée par la ministre de l'Éducation

LA PRÉSENTE MODIFICATION TÉMOIGNE que les parties, en considération des
engagements réciproques prévus aux présentes, conviennent de modifier l'entente spéciale
conclue le 17^e jour de juin 1998 de la façon suivante :

A) CLAUSES AJOUTÉES À L'ENTENTE:

3.6 Le Canada et Ontario reconnaissent que pour les années financières 1998-1999 et
1999-2000, les contributions fédérales suivantes ont été versées :

1998-1999	18 000 000 \$
1999-2000	18 000 000 \$

3.7 Le Canada fournira à l'Ontario les contributions financières annuelles ci-après
pour la mise en oeuvre des mesures décrites au plan d'action s'échelonnant sur les
exercices financiers allant de 2000-2001 à 2002-2003 :

2000-2001	19 514 273 \$
2001-2002	18 000 000 \$
2002-2003	16 485,727 \$

B) CLAUSES AJOUTÉES À L'ANNEXE 2 (MODALITÉS ADMINISTRATIVES)

1.1.d) pour l'exercice 2000-2001, un treizième et dernier paiement, représentant le solde
de la contribution fédérale prévue à l'article 3.7, sera versé sur réception et
acceptation d'une confirmation des dépenses provinciales en 1998-1999,
1999-2000 et des projections de 2000-2001 (tableau ci-joint).

.../2

-2-

C) PRÉSÉANCE

Toutes les autres clauses de l'entente demeurent les mêmes et advenant des contradictions, les dispositions de la présente modification ont préséance sur celles de l'entente conclue le 17^e jour de juin 1998.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé la présente modification à l'entente à la date indiquée ci-dessus.

CANADA

ONTARIO

Ministre du Patrimoine canadien

Ministre de l'Éducation de l'Ontario

Témoin

Témoin

Pièce jointe

**AMENDMENT TO THE CANADA-ONTARIO SPECIAL AGREEMENT FOR THE
IMPLEMENTATION OF FRENCH-LANGUAGE SCHOOL GOVERNANCE**

THE AMENDMENT has been concluded in English and in French on this _____ day
of _____ 2001

BETWEEN: HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF CANADA, hereinafter referred
to as "Canada", represented by the Minister of Canadian Heritage

AND: HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF ONTARIO, hereinafter
referred to as "Ontario", represented by the Minister of Education

THIS AMENDMENT WITNESSES that, in consideration of the mutual covenants herein, the
parties agree to amend the Special Agreement dated the 17th day of June 1998 as follows :

A) ADDITIONAL CLAUSES TO THE AGREEMENT:

3.6 Canada and Ontario recognize the following federal contributions were made:

1998-99	\$ 18,000,000
1999-00	\$ 18,000,000

3.7 Canada shall make the following annual contributions to Ontario for the
implementation of measures described in its business plan for the following fiscal
years:

2000-01	\$ 19,514,273
2001-02	\$ 18,000,000
2002-03	\$ 16,485,727

**B) ADDITIONAL CLAUSES TO APPENDIX 2 (ADMINISTRATIVE TERMS AND
CONDITIONS)**

1.1.d) for the 2000-01 fiscal year, the thirteenth and final payment, representing the final
installment mentioned in clause 3.7, shall be made after the receipt and acceptance
of a confirmation of expenses incurred by the province of Ontario for the fiscal
years 1998-99 and 1999-00 and the anticipated expenditures for 2000-01 (table
attached).

.../2

-2-

C) PRECEDENCE

All other clauses contained in the Special Agreement remain unchanged, and, in the event of any inconsistencies, the provisions of the present Amendment take precedence over those of the Agreement dated the 17th day of June 1998.

IN WITNESS WHEREOF, the parties have signed this Amendment to the Special Agreement on the date indicated above.

CANADA

Minister of Canadian Heritage

Witness

ONTARIO

Minister of Education of Ontario

Witness

The Honourable Janet Ecker
Minister of Education
Government of Ontario
Mowat Block
Queen's Park
Toronto (Ontario) M7A 1L2

Dear Ms. Ecker :

Following discussions between officials in my department and your representatives, I am pleased to approve the *Amendment to the Canada-Ontario Special Agreement for the Implementation of French-Language School Governance*.

In amending the Agreement, I approve transfers that the Government of Ontario has made between initiatives. I also approve Ontario's request to modify the annual allocations made under this Agreement. In the future, I would request that the Ontario government submit its request to transfer funds before the expenses are undertaken.

I invite you to sign the four enclosed signed copies of the Amendment, and to return one English and one French-language copy to me at your earliest convenience. Once I receive these signed copies, I will authorize an additional payment of \$1,500,000 which will bring this year's total annual contribution to \$19,500,000 and reduce the total amounts allocated to Ontario for 2002-03 to \$ 16,500,000.

As you know, this agreement remains an important investment for my Department as the Government of Canada is fully committed to the participation of the Francophone community of Ontario in the management of French-language schools. I look forward to our continued cooperation in the area of official languages in education.

Yours sincerely,

Sheila Copps

Attachment

The Honourable Janet Ecker
Minister of Education
Government of Ontario
Mowat Block
Queen's Park
Toronto (Ontario) M7A 1L2

Dear Ms. Ecker :

Following discussions between officials in my department and your representatives, I am pleased to approve the *Amendment to the Canada-Ontario Special Agreement for the Implementation of French-Language School Governance*.

Further In amending the Agreement, I approve transfers that the Government of Ontario has made between initiatives. *very* ~~I also approve Ontario's request to modify the annual allocations made under this Agreement.~~ In the future, I would request that the Ontario government submit its request to transfer funds before the expenses are undertaken.

I invite you to sign the four enclosed signed copies of the Amendment, and to return one English and one French-language copy to me at your earliest convenience. ~~Once I receive these signed copies,~~ I will authorize an additional payment of \$1,514,000 which will bring this year's total annual contribution to \$19,514,000 and reduce the total amounts allocated to Ontario for 2002-03 to \$ 16,486,000.

As you know, this agreement remains an important investment for my Department as the Government of Canada is fully committed to the participation of the Francophone community of Ontario in the management of French-language schools. I look forward to our continued cooperation in the area of official languages in education.

Yours sincerely,

Sheila Copps

Attachment

AMENDMENT TO THE CANADA-ONTARIO SPECIAL AGREEMENT FOR THE IMPLEMENTATION OF FRENCH-LANGUAGE SCHOOL GOVERNANCE

THE AMENDMENT has been concluded in English and in French on this _____ day
of _____ 2001

BETWEEN: HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF CANADA, hereinafter referred
to as "Canada", represented by the Minister of Canadian Heritage

AND: HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF ONTARIO, hereinafter
referred to as "Ontario", represented by the Minister of Education

THIS AMENDMENT WITNESSES that, in consideration of the mutual covenants herein, the
parties agree to amend the Special Agreement dated the 17th day of June 1998 as follows :

A) ADDITIONAL CLAUSES: *to be added to the Agreement.*

3.6 Canada and Ontario recognize the following federal contributions were made:

1998-99	\$ 18,000,000
1999-00	\$ 18,000,000

3.7 Canada shall make the following annual contributions to Ontario for the
implementation of measures described in its ~~business plan~~ *business plan for the* in the fiscal years from
~~2000-2001 to 2002-2003:~~ *following fiscal years:*

2000-01	\$ 19,500,000
2001-02	\$ 18,000,000
2002-03	\$ 16,500,000

**B) ADDITIONAL CLAUSES TO APPENDIX 2 (ADMINISTRATIVE TERMS AND
CONDITIONS)**

1.1.d) for the 2000-01 fiscal year, the thirteenth and final payment, representing the final
installment mentioned in clause 3.7, shall be made after the receipt and acceptance
of a confirmation of expenses incurred by the province of Ontario for the fiscal
years 1998-99 and 1999-00 and the anticipated expenditures for 2000-01 (table
attached).

.../2

-2-

C) PRECEDENCE

All other clauses contained in the Special Agreement remain unchanged, and, in the event of any inconsistencies, the provisions of the present Amendment take precedence over those of the Agreement dated the 17th day of June 1998.

IN WITNESS WHEREOF, the parties have signed this Amendment to the Special Agreement on the date indicated above.

CANADA

Minister of Canadian Heritage

Witness

ONTARIO

Minister of Education of Ontario

Witness

MODIFICATION À L'ENTENTE-SPÉCIALE CANADA-ONTARIO RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE

LA PRÉSENTE MODIFICATION a été faite en français et en anglais ce _____ jour
de _____ 2001

ENTRE: **SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA**, ci-après appelée
 « Canada », représentée par la ministre du Patrimoine canadien

ET: **SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DE L'ONTARIO**, ci-après appelée
 « Ontario », représentée par la ministre de l'Éducation

LA PRÉSENTE MODIFICATION TÉMOIGNE que les parties, en considération des
engagements réciproques prévus aux présentes, conviennent de modifier l'entente spéciale
conclue le 17^e jour de juin 1998 de la façon suivante :

A) CLAUSES AJOUTÉES :

3.6 Le Canada et Ontario reconnaissent que pour les années financières 1998-1999 et
1999-2000, les contributions fédérales suivantes ont été versées :

1998-1999	18 000 000 \$
1999-2000	18 000 000 \$

3.7 Le Canada fournira à l'Ontario les contributions financières annuelles ci-après
pour la mise en oeuvre des mesures décrites au plan d'action s'échelonnant sur les
exercices financiers allant de 2000-2001 à 2002-2003 :

2000-2001	19 500 000 \$
2001-2002	18 000 000 \$
2002-2003	16 500 000 \$

B) CLAUSES AJOUTÉES À L'ANNEXE 2 (MODALITÉS ADMINISTRATIVES)

1.1.d) pour l'exercice 2000-2001, un treizième et dernier paiement, représentant le solde
de la contribution fédérale prévue à l'article 3.7, sera versé sur réception et
acceptation d'une confirmation des dépenses provinciales en 1998-1999, 1999-
2000 et des projections de 2000-2001 (tableau ci-joint).

.../2

-2-

C) PRÉSÉANCE

Toutes les autres clauses de l'entente demeurent les mêmes et advenant des contradictions, les dispositions de la présente modification ont préséance sur celles de l'entente conclue le 17^e jour de juin 1998.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé la présente modification à l'entente à la date indiquée ci-dessus.

CANADA

ONTARIO

Ministre du Patrimoine canadien

Ministre de l'Éducation de l'Ontario

Témoin

Témoin

Pièce jointe

Dossier : School Governance (Ontario)

NOTE AU DOSSIER

Date : March 27th 2001

De : Nicole Frenette
Senior Program Officer

Objet : Discussion with Neil Naraine, Senior Financial Consultant - Expenditure Management and Control

Neil Naraine was calling regarding cheque for school governance. He needs a rush on this money for expenditures in 2000-2001.


I said that I had spoken to Réjeanne Guay today. The cheque was sent by priority post today to the Bank of Montréal in Ottawa. The funds would then be transferred to the Toronto branch.

He also wants to find out about the 20 M \$ for LOE.

Dossier : Gestion scolaire (Ontario)

NOTE AU DOSSIER

Date : le 27 mars 2001

De : Nicole Frenette 
Agente principale de programmes

Objet : Discussions avec Réjeanne Guay, Analyste politique principal, Unité de soutien en matière de politiques et programmes, Direction des politiques et des programmes relatifs à l'éducation en langue française

J'ai reçu un appel de Réjeanne Guay qui voulait savoir quand ils recevraient le chèque de 4,5 M \$. Je lui ai indiqué que le chèque venait tout juste d'être envoyé par poste prioritaire à la banque de Montréal à Ottawa et serait ensuite transféré vers la succursale à Toronto.

CANADIAN HERITAGE
GRANTS AND CONTRIBUTIONS
APPROVAL AND PAYMENT FORM

PATRIMOINE CANADIEN
SUBVENTIONS & CONTRIBUTIONS
FORMULAIRE D'APPROBATION & DE PAIEMENT

Document disclosed under the Access to Information Act
Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

Name of Client / Nom du client Provincial Treasurer - Province of Ontario	Commitment No. - No d'engagement 505466 509343 509468	Date le 26 mars 2001
Address - Adresse Ministry of Education and Training Mowat Building 900 Bay Street, 17th Floor Toronto, Ontario M7A 1L2	Planning Element - Éléments de planification D.G.P.A.L.O. Planning Element Component - Partie de l'élément de planification LOE - Gestion scolaire Vendor Code - Code fournisseur GC030326/SAP302490	

Send cheque to (if different from above) / Envoyer le chèque à l'adresse suivante (si elle diffère de l'adresse ci-haut)

IMMEDIATE
CHEQUE

* COMMITMENT - ENGAGEMENT		
Coding - Codage	Amount	CR-C
26-03-01 P01:04 IN		
TOTAL		

I certify that funds are available pursuant to section 32 of the Financial Administration Act.
J'atteste que les crédits sont disponibles en vertu de l'article 32 de la Loi sur la gestion des finances publiques.

clearing 48441

Josée Madore 994-5858 (signature)

Date

APPROVAL - APPROBATION

PAYMENT - PAIEMENT

Final Payment
Paielement final ☐

Coding - Codage	Amount - Montant	Coding - Codage	Amount - Montant	CR-CT
		10e, 11e et 12e paiements 2000-2001		
		1350 2245 201 25008 90164 4146 (515165)	3,750,000.00	
		1350 2245 201 25008 90164 4142 (515166)	550,000.00	
		1350 2245 201 25008 90164 4141 (515164)	200,000.00	
		No. de facture : 1900043584		
		TOTAL	4,500,000.00	

CURRENT YEAR - ANNEE COURANTE

Needed By:

19
10
11

Requested By:

UBSÉQUENTE(S)

subs/ventes

urs

0.00

I.P.U. No. - No UC

PAID MAR 26 2001

I certify that the appropriate terms/conditions have been met
J'atteste que les modalités appropriées ont été rencontrées.

Mireille Guitard
Mireille Guitard (signature)

26-3-2001
Date

Type of funding - Type de financement

Program
Programme

Project
Projet

Capital
Immobilisation

Total duration of the approved funding - Durée totale du financement approuvé

From/de

To/à

Signature

Date

URGENT

Post-it 7666 63M 1993



Canadian Heritage

Patrimoine canadien

The Manager
Bank of Montreal
Ottawa Main Branch
144 Wellington Street
Ottawa, Ontario
K1P 5T3

27 MAR. 2001

Attention: Cable Department

Dear Sir or Madam:

Enclosed please find a cheque for \$ 4,500,000 payable to the Treasurer of Ontario, for interbank transfer to Account Number 000080 in the Bay and Beadalbane Branch of the Bank of Montreal, 880 Bay Street, Toronto, Ontario (416) 867-5190. The relevant Transit Number is 442.

This payment is made with respect to Canada - Ontario Special Agreement for the Implementation of French-language School Governance and represents the tenth, eleventh and twelfth advanced payments of Canada's contribution for 2000-2001.

The Ontario Ministry of Education and Training has been advised that this cheque has been forwarded to you.

Yours sincerely,

Mireille Guitard
Director
Financial Planning and Administration
Official Languages Support Programs Branch

c.c. Mr. Neil Naraine
Senior Financial Consultant
Financial Services Branch
Ontario Ministry of Education and Training

Encl.

Canada 





Patrimoine canadien Canadian Heritage

Monsieur Maurice Boutet
Directeur par intérim
Direction des politiques et des programmes
relatifs à l'éducation en langue française
Ministère de l'Éducation
Édifice Mowat
900, rue Bay, 8^e étage
Toronto (Ontario)
M7A 1L2

27 MAR. 2001

Monsieur,

Dans le cadre des Programmes d'appui aux langues officielles, j'ai le plaisir de vous informer que nous avons pris des dispositions pour qu'un chèque de **4 500 000 \$** soit versé au compte de l'Ontario, à la Banque de Montréal, à Ottawa. Ce chèque représente les 10^e, 11^e et 12^e versement de la contribution 2000-2001 du Canada à l'Ontario, dans le cadre de l'*Entente spéciale Canada-Ontario relative à la gestion scolaire francophone*.

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à communiquer avec moi, ou avec M^{me} Nicole Frenette, agente principale de programme, au (819) 994-5859.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le gestionnaire,
Organismes et programme nationaux,
Opérations et coordination régionale,

André Latreille



Détail des paiements LOE - 2000-2001

NOM DU BÉNÉFICIAIRE : Province de l'Ontario

CODE DU BÉNÉFICIAIRE : SAP 302490 GC 030326

CATÉGORIES DE DÉPENSES	APPROBATION						VERSEMENT EFFECTUÉ				ADMINISTRATION	REPLIR LE % SEULEMENT	
	A APPROUVÉ		B MODIFICATIONS (RÉALLOCATIONS)		C CONTRIBUTION TOTALE		D PAYÉ		E = C - D SOLDE		Codage financier et engagement	Versement à effectuer	
INFRASTRUCTURE													
- Ministère de l'éducation					0.00				0.00			0.00	
- Écoles indépendantes					0.00				0.00			0.00	
- Transfert du minimum garanti					0.00				0.00			0.00	
TOTAL - INFRASTRUCTURE	0.00		0.00		0.00		0.00		0.00		TOTAL DU VERSEMENT	0.00	
	Minimum	F.Suppl.	Minimum	F.Suppl.	Minimum	F.Suppl.	Minimum	F.Suppl.	Minimum	F.Suppl.		Minimum	Fonds.suppl.
ÉLABORATION DE PROGRAMME													
- Ministère de l'éducation					0.00	0.00			0.00	0.00		0.00	0.00
FORMATION DES ENSEIGNANTS													
- Aide aux enseignants					0.00	0.00			0.00	0.00		0.00	0.00
AIDE AUX ÉTUDIANTS													
- Aide aux étudiants					0.00	0.00			0.00	0.00		0.00	0.00
AUTRES CATÉGORIES DE DÉPENSES													
Autres - Francophone School Governance					0.00	0.00			0.00	0.00		0.00	0.00
TOTAL - Développement	0.00	0.00			0.00	0.00			0.00	0.00		0.00	0.00
TOTAL ENTENTE BILATÉRAL	0.00		0.00		0.00		0.00		0.00		TOTAL DU VERSEMENT	0.00	0.00
ENTENTE SPÉCIALES													
- Ontario French Language College - Minimum					0.00				0.00			0.00	
- Investissement en éducation					0.00				0.00			0.00	
TOTAL - Investissement	0.00		0.00		0.00		0.00		0.00		TOTAL DU VERSEMENT	0.00	
ENTENTES SPÉCIALES													
- Gestion scolaire	15,000,000.00				15,000,000.00		11,250,000.00		3,750,000.00		4146 - 515165	3,750,000.00	25%
. Minimum	800,000.00				800,000.00		600,000.00		200,000.00		4141 - 515164	200,000.00	25%
. Fonds supplémentaire	2,200,000.00				2,200,000.00		1,650,000.00		550,000.00		4142 - 515166	550,000.00	25%
TOTAL - ENTENTES SPÉCIALES	18,000,000.00		0.00		18,000,000.00		13,500,000.00		4,500,000.00		TOTAL DU VERSEMENT	4,500,000.00	
GRAND TOTAL	18,000,000.00		0.00		18,000,000.00		13,500,000.00		4,500,000.00		TOTAL DU VERSEMENT	4,500,000.00	

Remarques: 10e, 11 et 12e versement Gestion scolaire

Préparé par : Paul Malou 26/3/2001 Révisé par : Kevin Lee 26.03.2001 Demandé par : Nicole Stenette
Administration (signature) Date Gestionnaire - S/C (Signature) Date Agent de programme (signature) Date

I:\subv_ctr\rapports\ont\vers-gs-789

NOTE DE SERVICE

À : Louise Gleason
Gestionnaire, Subventions et Contributions, Finances et administration

De : Nicole Frenette
Agente principale de programmes, Programmes d'appui aux langues officielles

Sujet : Dixième, onzième et douzième paiements dans le cadre de l'Entente-spéciale
Canada-Ontario relative à la mise en oeuvre de la gestion scolaire francophone

Date: le 23 mars 2001

Veuillez trouver ci-joints l'analyse de l'analyste financier ainsi qu'une copie du rapport d'activités pour déclencher les dixième, onzième et douzième paiements dans le cadre de l'Entente spéciale Canada-Ontario relative à la mise en oeuvre de la gestion scolaire. La description des activités et des résultats du rapport d'activités sont satisfaisants.

Prière de faire le nécessaire pour relâcher le paiement le plus rapidement possible. La province doit recevoir les financement d'ici la fin du mois du mars pour pouvoir payer les factures encourues par les conseils scolaires.

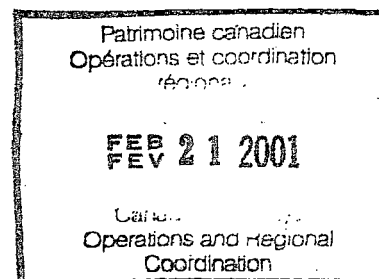
Un gros merci!



Nicole

Le 21 février 2001

Monsieur Hilaire Lemoine
Directeur général
Direction des programmes d'appui aux langues officielles
Ministère du Patrimoine Canadien
7^e étage, Édifice Jules Léger
15, rue Eddy
Hull QC K1A 0M5



Monsieur,

Conformément à l'Entente spéciale Canada-Ontario relative à la mise en oeuvre de la gestion scolaire francophone, vous trouverez ci-joint une copie officielle révisée du Rapport annuel 2000-2001 du Ministère de l'éducation de l'Ontario.

Si vous avez besoin de plus amples renseignements, n'hésitez pas à communiquer avec la Direction des politiques et programmes d'éducation en langue française en composant le (416) 327-9072.

En vous remerciant de votre coopération, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Maurice Boutet
Directeur par intérim,
Direction des politiques et programmes
d'éducation en langue française

p.j. Rapport annuel 2000-2001

<i>activity report</i> <i>rapport d'activités</i>	
I certify that the project meets:	Je certifie que le projet satisfait
All applicable program terms and conditions.	Toutes les modalités du programme.
<i>M. Frenette</i> Signature	<i>le 23 mars 2001</i> <i>M. Frenette</i> Date
All funding criteria.	Tous les critères de financement.
<i>M. Frenette</i> Signature	<i>le 23 mars 2001</i> Date

voir analyse financière



Canadian Heritage
Financial Management

Patrimoine canadien
Gestion financière

MEMORANDUM

NOTE DE SERVICE

To/À : Nicole Frenette
Agente principale de programmes
Programmes d'appui aux langues officielles

From/De : Analyste financier
Direction des subventions et contributions

Date : Le vendredi 23 mars 2001

SUJET: Entente spéciale Canada-Ontario relative à la mise en oeuvre de la gestion scolaire francophone

(#515021⁰⁰¹ - Contribution totale de \$18,000,000 pour l'année financière 2000- 2001
515164, 515165, 515166 pour un total de \$90,000,000 sur une période de cinq ans: 1998-2003)
accord verbal de Jean Lemier 26/3/2001

OBJET : L'organisation nous soumet un rapport sur les résultats atteints en 1999-2000, un rapport sur les activités et les dépenses anticipés pour l'année 2001-2002, un état financier intérimaire certifié 2000-2001 ainsi qu'un état financier final certifié 1999-2000 pour relâcher le dixième, onzième et douzième paiements pour l'année 2000-2001.

1. Résumé des opérations

1999-2000

Etat financier final certifié

Dépenses

			Phase 1	Phase 2	Total
Avril 1/99 - mars 31/00	5.4	Déboursés	\$ 12,070,603		\$ 12,070,603
			<u>\$ 12,070,603</u>	<u>\$ -</u>	<u>\$ 12,070,603</u>

2000-2001

Dépenses

selon le rapport d'activités de 2000-2001

		Avr -oct/00 Sect. 2	Nov/00 - mar/01 Sect. 3	Total
Rendre le système opérationnel	\$	218,200	\$ 209,400	\$ 427,600
Promouvoir l'accès	\$	396,000	\$ 1,933,577	\$ 2,329,577
Améliorer le rendement de l'élève	\$	5,927,816	\$ 12,495,393	\$ 18,423,209
	\$	<u>6,542,016</u>	<u>\$ 14,638,370</u>	<u>\$ 21,180,386</u>

2000

Etat financier intermédiaire certifié

Dépenses

			Phase 1	Phase 2	Total	
Avril 1 - Octobre 31/00	5.1	Déboursés	\$ 6,092,609	\$ -	\$ 6,092,609	
Novembre 1/00 - Mars 31/01	5.2	Anticipés	\$ 1,300,000	\$ 21,180,386	\$ 22,480,386	
			<u>\$ 7,392,609</u>	<u>\$ 21,180,386</u>	<u>\$ 28,572,995</u>	A

1998 à 2001

	1998-1999	1999-2000	2000-2001	Total Cumulatif
Contributions (revenus)	\$ 18,000,000	\$ 18,000,000	\$ 18,000,000	\$ 54,000,000
Dépenses	\$ 19,259,142	\$ 12,070,603	\$ 28,572,995 A	\$ 59,902,740
Surplus (Déficit)	<u>\$ (1,259,142)</u>	<u>\$ 5,929,397</u>	<u>\$ (10,572,995)</u>	<u>\$ (5,902,740)</u>

Pour la période du 1 avril 2000 au 31 mars 2001, l'Ontario anticipe faire un déficit de \$10,572,995. Les dépenses ci-haut inclus seulement que la part des coûts de Patrimoine canadien. Pour l'année 1999-2000, l'Ontario mentionne avoir dépensé plus de \$19,000,000 mais l'état financier final certifié indique qu'elle a déboursé \$12,000,000.

2. Montant de la contribution à verser

Contribution pour l'exercice	\$18,000,000
Moins: 1er paiement	\$ 9,000,000
2e paiement	<u>\$ 4,500,000</u> <u>13,500,000</u>
Solde	<u>\$ 4,500,000</u>

3. Recommandation

1. Je recommande de verser un paiement de \$4,500,000 puisque l'organisation a rencontré les exigences pour les trois derniers paiements. Veuillez payer avec les fonds de 2000-2001.

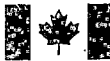
2. L'Ontario doit refaire les états financiers pour les années 1999-2000 et suivantes pour se conformer à l'item #3 ci-dessous.

3. L'Ontario devrait indiquer sur les prochains états des revenus et dépenses les items suivants:

- les sources de revenus (contributions totales)
- les dépenses totales et par catégories selon l'entente de contribution et de comptabiliser les dépenses dans l'année qu'elles sont encourues et non dans l'année qu'elles sont déboursées.



Claude Péladeau



Gouvernement
du Canada
HERITAGE

Government
of Canada
PATRIMOINE

Canada

4073-00010815

275200668538

Payez à

Pay to

26 MAR 2001

26 MARS 2001

00010815

\$ ** 4500000.00

Le receveur général du Canada Receiver General for Canada

Alfred Aylen
R. D. D. D.
Le sous-receveur général du Canada Deputy Receiver General for Canada

PROVINCIAL TREASURER -
PROVINCE OF ONTARIO
MINISTRY OF EDUCATION & TRAIN
MOWAT BUILDING
900 BAY STREET, 17TH FLOOR
TORONTO, ONTARIO
✓ M7A 1L2

⑈000000⑈117⑈ 407300010815⑈

Pymnt ref No/No Ref Paiem 275200668538-0001

Ref No/ No Ref:

Amt/Mont: 4,500,000.00

PROVINCIAL TREASURER - PROVINCE OF ONTARIO - 71

10, 11, & 12 PAYMENTS

INFO: JOSEÉ MADORE (819) 994-5858

DOC. #1900043584 - 1350:0000048441/2001 - 26.03.2001

Dossier : Gestion scolaire (Ontario)

NOTE AU DOSSIER

Date : le 23 mars 2001

De : Nicole Frenette *Nicole Frenette*
Agente principale de programmes

Objet : Discussion avec Réjeanne Guay, Analyste politique principal, Unité de soutien en matière de politiques et programmes, Direction des politiques et des programmes relatifs à l'éducation en langue française

Appel logé à Réjeanne Guay que suite à l'analyse de l'analyste financier, nous allions de l'avant. Par contre, l'Ontario devra refaire ses états financiers pour démontrer les dépenses de 1999-2000 et 2000-2001.

Une modification à l'Entente se prépare pour accepter les changements apportés par la province. Elle serait accompagnée d'un chèque supplémentaire pour 2000-2001. On se rappelle pour les montants exacts.

Dossier : School Governance (Ontario)

NOTE AU DOSSIER

Date : March 23rd 2001

De : Nicole Frenette *Nicole Frenette*
Senior Program Officer

Objet : Discussion with Neil Naraine, Senior Financial Consultant - Expenditure
Management and Control

He is not calling regarding the cheque for the agreement on colleges but rather regarding school governance. When will we receive the cheque.

I said I would ask our administrative staff and call him back.

I called Neil Naraine back and advised him that the cheque for school governance would be sent out on Monday or Tuesday.



Canadian Heritage
Financial Management

Patrimoine canadien
Gestion financière

MEMORANDUM

NOTE DE SERVICE

To/À : Nicole Frenette
Agente principale de programmes
Programmes d'appui aux langues officielles

From/De : Analyste financier
Direction des subventions et contributions

Date : Le vendredi 23 mars 2001

SUJET: Entente spéciale Canada-Ontario relative à la mise en oeuvre de la gestion scolaire francophone
(#515021 - Contribution totale de \$18,000,000 pour l'année financière 2000- 2001 pour un total de \$90,000,000 sur une période de cinq ans: 1998-2003)

OBJET : L'organisation nous soumet un rapport sur les résultats atteints en 1999-2000, un rapport sur les activités et les dépenses anticipés pour l'année 2001-2002, un état financier intérimaire certifié 2000-2001 ainsi qu'un état financier final certifié 1999-2000 pour relâcher le dixième, onzième et douzième paiements pour l'année 2000-2001.

1. Résumé des opérations

1999-2000

Etat financier final certifié

Dépenses

			Phase 1	Phase 2	Total
Avril 1/99 - mars 31/00	5.4	Déboursés	\$ 12,070,603		\$ 12,070,603
			<u>\$ 12,070,603</u>	<u>\$ -</u>	<u>\$ 12,070,603</u>

2000-2001

Dépenses

selon le rapport d'activités de 2000-2001

		Avr -oct/00 Sect. 2	Nov/00 - mar/01 Sect. 3	Total
Rendre le système opérationnel	\$	218,200	\$ 209,400	\$ 427,600
Promouvoir l'accès	\$	396,000	\$ 1,933,577	\$ 2,329,577
Améliorer le rendement de l'élève	\$	5,927,816	\$ 12,495,393	\$ 18,423,209
		<u>\$ 6,542,016</u>	<u>\$ 14,638,370</u>	<u>\$ 21,180,386</u>

2000-2001

État financier intermédiaire certifié

Dépenses

			Phase 1	Phase 2	Total
Avril 1 - Octobre 31/00	5.1	Déboursés	\$ 6,092,609	\$ -	\$ 6,092,609
Novembre 1/00 - Mars 31/01	5.2	Anticipés	\$ 1,300,000	\$ 21,180,386	\$ 22,480,386
			<u>\$ 7,392,609</u>	<u>\$ 21,180,386</u>	<u>\$ 28,572,995</u> A

1998 à 2001

	1998-1999	1999-2000	2000-2001	Total Cumulatif
Contributions (revenus)	\$ 18,000,000	\$ 18,000,000	\$ 18,000,000	\$ 54,000,000
Dépenses	\$ 19,259,142	\$ 12,070,603	\$ 28,572,995 A	\$ 59,902,740
Surplus (Déficit)	<u>\$ (1,259,142)</u>	<u>\$ 5,929,397</u>	<u>\$ (10,572,995)</u>	<u>\$ (5,902,740)</u>

Pour la période du 1 avril 2000 au 31 mars 2001, l'Ontario anticipe faire un déficit de \$10,572,995. Les dépenses ci-haut inclus seulement que la part des coûts de Patrimoine canadien. Pour l'année 1999-2000, l'Ontario mentionne avoir dépensé plus de \$19,000,000 mais l'état financier final certifié indique qu'elle a déboursé \$12,000,000.

2. Montant de la contribution à verser

Contribution pour l'exercice	\$18,000,000
Moins: 1er paiement	\$ 9,000,000
2e paiement	<u>\$ 4,500,000</u> <u>13,500,000</u>
Solde	<u>\$ 4,500,000</u>

3. Recommandation

1. Je recommande de verser un paiement de \$4,500,000 puisque l'organisation a rencontré les exigences pour les trois derniers paiements. Veuillez payer avec les fonds de 2000-2001.

2. L'Ontario doit refaire les états financiers pour les années 1999-2000 et suivantes pour se conformer à l'item #3 ci-dessous.

3. L'Ontario devrait indiquer sur les prochains états des revenus et dépenses les items suivants:

- les sources de revenus (contributions totales)
- les dépenses totales et par catégories selon l'entente de contribution et de comptabiliser les dépenses dans l'année qu'elles sont encourues et non dans l'année qu'elles sont déboursées.



Claude Péladeau

As you know, we signed an Agreement

Specialty
of merit
1.00 per
year - 2001

I am pleased to approve a revised allocation of the federal and provincial contributions in order to better agree with the flow of estimated expenditures by the province of Ontario toward the implementation of school governance. This significant agreement remains an investment of importance for my Department as the government of Canada is fully committed to the participation of the Francophone community of Ontario in the management of French-language schools.

Yours sincerely,

Attachment

On oppose la ~~répartition~~ des dépenses
entre les objectifs ^{Sheila Copps} leur
modification de va- ^{leur} ^{par} ^{leur}
riabilité ^{par} ^{leur}
A plus, en numéraire les
sont des dépenses symboliques
encourues en 1990-99 et
91-00,
J'ai opposer
un verment

MODIFICATION À L'ENTENTE-SPÉCIALE CANADA-ONTARIO RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE

LA PRÉSENTE MODIFICATION a été faite en français et en anglais ce _____ jour
de _____ 2001

ENTRE: **SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA**, ci-après appelée
 « Canada », représentée par la ministre du Patrimoine canadien

ET: **SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DE L'ONTARIO**, ci-après appelée
 « Ontario », représentée par la ministre de l'Éducation

LA PRÉSENTE MODIFICATION TÉMOIGNE que les parties, en considération des
engagements réciproques prévus aux présentes, conviennent de modifier l'entente spéciale
conclue le 17^e jour de juin 1998 de la façon suivante :

A) PLAN D'AFFAIRES

La répartition annuelle proposée des allocations de fonds (M \$) est supprimée et sera
remplacée par le tableau ci-joint.

B) PRÉSÉANCE

Toutes les autres clauses de l'entente demeurent les mêmes et advenant des
contradictions, les dispositions de la présente modification ont préséance sur celles de
l'entente conclue le 17^e jour de juin 1998.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé la présente modification à l'entente à la date indiquée
ci-dessus.

CANADA

Ministre du Patrimoine canadien

ONTARIO

Ministre de l'Éducation de l'Ontario

Témoin

Témoin

**AMENDMENT TO THE CANADA-ONTARIO SPECIAL AGREEMENT FOR THE
IMPLEMENTATION OF FRENCH-LANGUAGE SCHOOL GOVERNANCE**

THE AMENDMENT has been concluded in English and in French on this _____ day
of _____ 2001

BETWEEN: HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF CANADA, hereinafter referred
to as "Canada", represented by the Minister of Canadian Heritage

AND: HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF ONTARIO, hereinafter
referred to as "Ontario", represented by the Minister of Education

THIS AMENDMENT WITNESSES that, in consideration of the mutual covenants herein, the
parties agree to amend the Special Agreement dated the 17th day of June 1998 as follows :

A) BUSINESS PLAN

The proposed annual breakdown of funding allocations (M\$) is deleted and replaced by
the attached Appendix I.

A) PRECEDENCE

All other clauses contained in the Special Agreement remain unchanged, and, in the event
of any inconsistencies, the provisions of the present Amendment take precedence over
those of the Agreement dated the 17th day of June 2001.

IN WITNESS WHEREOF, the parties have signed this Amendment to the Special Agreement
on the date indicated above.

CANADA

Minister of Canadian Heritage

Witness

ONTARIO

Minister of Education of Ontario

Witness

BUSINESS PLAN/PROPOSED ALLOCATION FUNDS (M\$) 1998-2003

*Operationalizing
the System*

*Promoting Access to
French-language education*

Supporting Student Achievement

		Start-up		Ad. Net.		Cap. Proj.		IT Com.		AL		Std't Svcs		IT integ.		TOTAL	TOTAL
		Proposed	Bus. plan	Proposed	Bus. Plan	Proposed	Bus. Plan	Proposed	Bus. Plan	Proposed	Bus. Plan	Proposed	Bus. Plan	Proposed	Bus. Plan	Bus. Plan	Proposed
1998-1999																	
	Ontario	24,6 \$	13,0 \$	11,0 \$	13,0 \$	10,0 \$	5,0 \$	0,3 \$	9,0 \$	- \$	4,0 \$	- \$	1,0 \$	- \$	3,0 \$	48,0 \$	45,9 \$
	Canada	1,0 \$	2,0 \$	1,5 \$	2,0 \$	- \$		0,4 \$	2,0 \$	7,2 \$	4,0 \$	2,0 \$	1,0 \$	7,2 \$	7,0 \$	18,0 \$	19,3 \$
	Total	25,6 \$	15,0 \$	12,5 \$	15,0 \$	10,0 \$	5,0 \$	0,7 \$	11,0 \$	7,2 \$	8,0 \$	2,0 \$	2,0 \$	7,2 \$	10,0 \$	66,0 \$	65,2 \$
1999-2000																	
	Ontario	10,5 \$	8,0 \$	15,1 \$	7,0 \$	- \$	5,0 \$	10,1 \$	2,0 \$	- \$	2,0 \$	- \$	1,0 \$	- \$	2,0 \$	27,0 \$	35,7 \$
	Canada	0,5 \$	1,0 \$	1,5 \$	2,0 \$	- \$		0,3 \$	3,0 \$	7,5 \$	6,0 \$	2,0 \$	1,0 \$	7,5 \$	5,0 \$	18,0 \$	19,3 \$
	Total	11,0 \$	9,0 \$	16,6 \$	9,0 \$	- \$	5,0 \$	10,4 \$	5,0 \$	7,5 \$	8,0 \$	2,0 \$	2,0 \$	7,5 \$	7,0 \$	45,0 \$	55,0 \$
2000-2001																	
	Ontario	- \$		0,3 \$	1,0 \$	- \$		0,1 \$	1,0 \$	- \$	1,0 \$	1,5 \$	1,0 \$	0,9 \$	1,0 \$	5,0 \$	2,8 \$
	Canada	- \$		- \$	1,0 \$	1,8 \$	2,0 \$	0,4 \$	1,0 \$	13,3 \$	9,0 \$	0,8 \$	1,0 \$	1,9 \$	4,0 \$	18,0 \$	18,2 \$
	Total	- \$	- \$	0,3 \$	2,0 \$	1,8 \$	2,0 \$	0,5 \$	2,0 \$	13,3 \$	10,0 \$	2,3 \$	2,0 \$	2,8 \$	5,0 \$	23,0 \$	21,0 \$
2001-2002																	
	Ontario	- \$		0,3 \$	1,0 \$	- \$		0,1 \$		- \$	2,0 \$	1,7 \$	1,0 \$	1,2 \$	1,0 \$	5,0 \$	3,3 \$
	Canada	- \$		- \$	1,0 \$	1,2 \$	1,0 \$	0,8 \$	1,0 \$	12,6 \$	11,0 \$	0,5 \$	1,0 \$	2,7 \$	3,0 \$	18,0 \$	17,8 \$
	Total	- \$	- \$	0,3 \$	2,0 \$	1,2 \$	1,0 \$	0,9 \$	1,0 \$	12,6 \$	13,0 \$	2,2 \$	2,0 \$	3,9 \$	4,0 \$	23,0 \$	21,1 \$
2002-2003																	
	Ontario	- \$		0,2 \$	1,0 \$	- \$		0,1 \$		- \$	2,0 \$	1,2 \$	1,0 \$	0,8 \$	1,0 \$	5,0 \$	2,3 \$
	Canada	- \$		- \$	1,0 \$	- \$		2,0 \$	1,0 \$	10,6 \$	12,0 \$	0,2 \$	1,0 \$	2,6 \$	3,0 \$	18,0 \$	15,4 \$
	Total	- \$	- \$	0,2 \$	2,0 \$	- \$	- \$	2,1 \$	1,0 \$	10,6 \$	14,0 \$	1,4 \$	2,0 \$	3,4 \$	4,0 \$	23,0 \$	17,7 \$
Total Ontario		35,1 \$	21,0 \$	26,9 \$	23,0 \$	10,0 \$	10,0 \$	10,7 \$	12,0 \$	- \$	11,0 \$	4,4 \$	5,0 \$	2,9 \$	8,0 \$	90,0 \$	90,0 \$
Total Canada		1,5 \$	3,0 \$	3,0 \$	7,0 \$	3,0 \$	3,0 \$	3,9 \$	8,0 \$	51,2 \$	42,0 \$	5,5 \$	5,0 \$	21,9 \$	22,0 \$	90,0 \$	90,0 \$
TOTAL		36,6 \$	24,0 \$	29,9 \$	30,0 \$	13,0 \$	13,0 \$	14,6 \$	20,0 \$	51,2 \$	53,0 \$	9,9 \$	10,0 \$	24,8 \$	30,0 \$	180,0 \$	180,0 \$

PLAN D'AFFAIRES/ALLOCATION DE FONDS PROPOSÉE (M\$) 1998-2003

Rendre le système opérationnel

Promouvoir l'accès

Améliorer le rendement de l'élève

		Démarrage		Réseaux TI		Immo.		Com.él.		Amé.lin.		Sves à l'él.		Int. des TI		TOTAL	TOTAL
		Proposée	Plan d'aff	Proposée	Plan d'aff	Proposée	Plan d'aff	Proposée	Plan d'aff	Proposée	Plan d'aff	Proposée	Plan d'aff	Proposée	Plan d'aff	Plan d'affaires	Proposée
1998-1999																	
	Ontario	24,6 \$	13,0 \$	11,0 \$	13,0 \$	10,0 \$	5,0 \$	0,3 \$	9,0 \$	- \$	4,0 \$	- \$	1,0 \$	- \$	3,0 \$	48,0 \$	45,9 \$
	Canada	1,0 \$	2,0 \$	1,5 \$	2,0 \$	- \$		0,4 \$	2,0 \$	7,2 \$	4,0 \$	2,0 \$	1,0 \$	7,2 \$	7,0 \$	18,0 \$	19,3 \$
	Total	25,6 \$	15,0 \$	12,5 \$	15,0 \$	10,0 \$	5,0 \$	0,7 \$	11,0 \$	7,2 \$	8,0 \$	2,0 \$	2,0 \$	7,2 \$	10,0 \$	66,0 \$	65,2 \$
1999-2000																	
	Ontario	10,5 \$	8,0 \$	15,1 \$	7,0 \$	- \$	5,0 \$	10,1 \$	2,0 \$	- \$	2,0 \$	- \$	1,0 \$	- \$	2,0 \$	27,0 \$	35,7 \$
	Canada	0,5 \$	1,0 \$	1,5 \$	2,0 \$	- \$		0,3 \$	3,0 \$	7,5 \$	6,0 \$	2,0 \$	1,0 \$	7,5 \$	5,0 \$	18,0 \$	19,3 \$
	Total	11,0 \$	9,0 \$	16,6 \$	9,0 \$	- \$	5,0 \$	10,4 \$	5,0 \$	7,5 \$	8,0 \$	2,0 \$	2,0 \$	7,5 \$	7,0 \$	45,0 \$	55,0 \$
2000-2001																	
	Ontario	- \$		0,3 \$	1,0 \$	- \$		0,1 \$	1,0 \$	- \$	1,0 \$	1,5 \$	1,0 \$	0,9 \$	1,0 \$	5,0 \$	2,8 \$
	Canada	- \$		- \$	1,0 \$	1,8 \$	2,0 \$	0,4 \$	1,0 \$	13,3 \$	9,0 \$	0,8 \$	1,0 \$	1,9 \$	4,0 \$	18,0 \$	18,2 \$
	Total	- \$	- \$	0,3 \$	2,0 \$	1,8 \$	2,0 \$	0,5 \$	2,0 \$	13,3 \$	10,0 \$	2,3 \$	2,0 \$	2,8 \$	5,0 \$	23,0 \$	21,0 \$
2001-2002																	
	Ontario	- \$		0,3 \$	1,0 \$	- \$		0,1 \$		- \$	2,0 \$	1,7 \$	1,0 \$	1,2 \$	1,0 \$	5,0 \$	3,3 \$
	Canada	- \$		- \$	1,0 \$	1,2 \$	1,0 \$	0,8 \$	1,0 \$	12,6 \$	11,0 \$	0,5 \$	1,0 \$	2,7 \$	3,0 \$	18,0 \$	17,8 \$
	Total	- \$	- \$	0,3 \$	2,0 \$	1,2 \$	1,0 \$	0,9 \$	1,0 \$	12,6 \$	13,0 \$	2,2 \$	2,0 \$	3,9 \$	4,0 \$	23,0 \$	21,1 \$
2002-2003																	
	Ontario	- \$		0,2 \$	1,0 \$	- \$		0,1 \$		- \$	2,0 \$	1,2 \$	1,0 \$	0,8 \$	1,0 \$	5,0 \$	2,3 \$
	Canada	- \$		- \$	1,0 \$	- \$		2,0 \$	1,0 \$	10,6 \$	12,0 \$	0,2 \$	1,0 \$	2,6 \$	3,0 \$	18,0 \$	15,4 \$
	Total	- \$	- \$	0,2 \$	2,0 \$	- \$	- \$	2,1 \$	1,0 \$	10,6 \$	14,0 \$	1,4 \$	2,0 \$	3,4 \$	4,0 \$	23,0 \$	17,7 \$
Total Ontario		35,1 \$	21,0 \$	26,9 \$	23,0 \$	10,0 \$	10,0 \$	10,7 \$	12,0 \$	- \$	11,0 \$	4,4 \$	5,0 \$	2,9 \$	8,0 \$	90,0 \$	90,0 \$
Total Canada		1,5 \$	3,0 \$	3,0 \$	7,0 \$	3,0 \$	3,0 \$	3,9 \$	8,0 \$	51,2 \$	42,0 \$	5,5 \$	5,0 \$	21,9 \$	22,0 \$	90,0 \$	90,0 \$
TOTAL		36,6 \$	24,0 \$	29,9 \$	30,0 \$	13,0 \$	13,0 \$	14,6 \$	20,0 \$	51,2 \$	53,0 \$	9,9 \$	10,0 \$	24,8 \$	30,0 \$	180,0 \$	180,0 \$

99-00

BUSINESS PLAN/PROPOSED ALLOCATION FUNDS \$) 1998-2003

Operationalizing
the System

Promoting Access to
French-language education

Supporting Student Achievement

PROVINCIAL
/FEDERAL
FINANCE
ALLOCATION
PER YEAR

		Start-up		Ad. Net.		Cap. Proj.		IT Com.		AL		Std't Svcs		IT integ.		TOTAL
		Proposed	Bus. Plan	Proposed	Bus. Plan	Proposed	Bus. Plan	Proposed	Bus. Plan	Proposed	Bus. Plan	Proposed	Bus. Plan	Proposed	Bus. Plan	
1998-1999	Ontario	24.6 \$	13.0 \$	11.0 \$	13.0 \$	10.0 \$	5.0 \$	0.3 \$	9.0 \$	- \$	4.0 \$	- \$	1.0 \$	- \$	3.0 \$	48.0 \$
	Canada	1.0 \$	2.0 \$	1.5 \$	2.0 \$	- \$	- \$	0.4 \$	2.0 \$	7.2 \$	4.0 \$	2.0 \$	1.0 \$	7.2 \$	7.0 \$	18.0 \$
	Total	25.6 \$	15.0 \$	12.5 \$	15.0 \$	10.0 \$	5.0 \$	0.7 \$	11.0 \$	7.2 \$	8.0 \$	2.0 \$	2.0 \$	7.2 \$	10.0 \$	66.0 \$
1999-2000	Ontario	10.5 \$	8.0 \$	15.1 \$	7.0 \$	- \$	5.0 \$	10.1 \$	2.0 \$	- \$	2.0 \$	- \$	1.0 \$	- \$	2.0 \$	27.0 \$
	Canada	0.5 \$	1.0 \$	1.5 \$	2.0 \$	- \$	- \$	0.3 \$	3.0 \$	7.5 \$	6.0 \$	2.0 \$	1.0 \$	7.5 \$	5.0 \$	18.0 \$
	Total	11.0 \$	9.0 \$	16.6 \$	9.0 \$	- \$	5.0 \$	10.4 \$	5.0 \$	7.5 \$	8.0 \$	2.0 \$	2.0 \$	7.5 \$	7.0 \$	45.0 \$
2000-2001	Ontario	- \$	- \$	0.3 \$	1.0 \$	- \$	- \$	0.1 \$	1.0 \$	- \$	1.0 \$	1.5 \$	1.0 \$	0.9 \$	1.0 \$	5.0 \$
	Canada	- \$	- \$	- \$	1.0 \$	1.8 \$	2.0 \$	0.4 \$	1.0 \$	13.3 \$	9.0 \$	0.8 \$	1.0 \$	1.9 \$	4.0 \$	18.0 \$
	Total	- \$	- \$	0.3 \$	2.0 \$	1.8 \$	2.0 \$	0.5 \$	2.0 \$	13.3 \$	10.0 \$	2.3 \$	2.0 \$	2.8 \$	5.0 \$	23.0 \$
2001-2002	Ontario	- \$	- \$	0.3 \$	1.0 \$	- \$	- \$	0.1 \$	- \$	- \$	2.0 \$	1.7 \$	1.0 \$	1.2 \$	1.0 \$	5.0 \$
	Canada	- \$	- \$	- \$	1.0 \$	1.2 \$	1.0 \$	0.8 \$	1.0 \$	12.6 \$	11.0 \$	0.5 \$	1.0 \$	2.7 \$	3.0 \$	18.0 \$
	Total	- \$	- \$	0.3 \$	2.0 \$	1.2 \$	1.0 \$	0.9 \$	1.0 \$	12.6 \$	13.0 \$	2.2 \$	2.0 \$	3.9 \$	4.0 \$	23.0 \$
2002-2003	Ontario	- \$	- \$	0.2 \$	1.0 \$	- \$	- \$	0.1 \$	- \$	- \$	2.0 \$	1.2 \$	1.0 \$	0.8 \$	1.0 \$	5.0 \$
	Canada	- \$	- \$	- \$	1.0 \$	- \$	- \$	2.0 \$	1.0 \$	10.6 \$	12.0 \$	0.2 \$	1.0 \$	2.6 \$	3.0 \$	18.0 \$
	Total	- \$	- \$	0.2 \$	2.0 \$	- \$	- \$	2.1 \$	1.0 \$	10.6 \$	14.0 \$	1.4 \$	2.0 \$	3.4 \$	4.0 \$	23.0 \$
Total Ontario Bus. Plan		21.0 \$	23.0 \$	23.0 \$	23.0 \$	10.0 \$	10.0 \$	12.0 \$	12.0 \$	42.0 \$	42.0 \$	5.0 \$	5.0 \$	22.0 \$	22.0 \$	90.0 \$
Total Canada Bus. Plan		3.0 \$	7.0 \$	7.0 \$	7.0 \$	3.0 \$	3.0 \$	8.0 \$	8.0 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	0.0 \$
Total Ontario suggested		25.1 \$	26.0 \$	26.0 \$	26.0 \$	10.0 \$	10.0 \$	10.7 \$	10.7 \$	51.2 \$	51.2 \$	5.5 \$	5.5 \$	21.9 \$	21.9 \$	90.0 \$
Total Canada suggested		1.5 \$	3.0 \$	3.0 \$	3.0 \$	3.0 \$	3.0 \$	3.9 \$	3.9 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	0.0 \$
TOTAL CDA-ONT Bus. Plan		24.0 \$	30.0 \$	30.0 \$	30.0 \$	13.0 \$	13.0 \$	20.0 \$	20.0 \$	53.0 \$	53.0 \$	10.0 \$	10.0 \$	30.0 \$	30.0 \$	180.0 \$
Total CDA-ONT Suggest		36.6 \$	29.9 \$	29.9 \$	29.9 \$	13.0 \$	13.0 \$	14.6 \$	14.6 \$	51.2 \$	51.2 \$	9.9 \$	9.9 \$	24.8 \$	24.8 \$	180.0 \$

ALLOCATION
PER CATEGORY

	Proposed	Bus. Plan
Ontario	93.23%	81.48%
Canada	6.77%	18.52%

	Proposed	Bus. Plan
Ontario	75.00%	66.67%
Canada	25.00%	33.33%

	Proposed	Bus. Plan
Ontario	8.50%	25.81%
Canada	91.50%	74.19%

Ontario	
Canada	

Total
annual
45.9
19.3

35.7
19.3

2.8
18.2

3.3
17.8

2.3
15.4

90/90

NOTE DE SERVICE

À : Jean Carrier
Analyste financier, Services financiers aux secteurs

De : Nicole Frenette
Agente principale de programmes, Programmes d'appui aux langues officielles

Sujet : Rapport d'activités et rapports financiers pour déclencher le dixième paiement dans le cadre de l'Entente sur la gestion scolaire en Ontario

Date: le 5 mars 2001

Bonjour Jean,

Suite à notre discussion de vendredi au sujet des dépenses de la province en ce qui a trait à l'entente sur la gestion scolaire, je te fais parvenir la seconde version du rapport de la province pour déclencher le dixième paiement ainsi que mon analyse (le rapport ne nous satisfait pas). Il est à noter que l'Ontario nous avait soumis un premier rapport qui ne nous satisfaisait pas (voire ma première analyse du dossier). Est-ce qu'il serait possible que vous ou un(e) de vos collègues en fasse une analyse financière des dépenses effectuées par la province? Je vous fais également parvenir une copie de l'Entente.

Merci!



Nicole Frenette

ANALYSIS

Agent: Nicole Frenette *Nicole Frenette*
Senior Program Officer, Official Languages Support Programs Branch

Subject: Annual report 2000-2001 submitted to the Department of Canadian Heritage by the Ministry of Education of Ontario (Canada-Ontario Special Agreement for the Implementation of French-language School Governance)

Date: January 26th 2001

Context

With regards to Canada's contribution to Ontario for each of the fiscal years of the Canada-Ontario Special Agreement for the Implementation of French-language School Governance, the tenth advance payment to Ontario representing the cash requirements for the month of January of the current fiscal year is made after the receipt and acceptance of a report comprising the following elements : i) the results achieved in the previous year of the Business plan, as set out in clause 4.1 of this Agreement; ii) the anticipated activities, results and expenditures for the following fiscal year; iii) a certified interim financial statement reporting actual expenditures incurred by Ontario for the period ending October 21st of the current year and anticipated expenditures up to March 31st of the current year; iv) a certified final financial statement reporting actual expenditures incurred by Ontario for the previous year.

The Ministry of Education of Ontario submitted an annual report comprising the following elements: i) Results achieved during 1999-2000; ii) Activity report - April 1st 2000 to October 31st 2000; iii) Activity report - November 1st 2000 to March 31st 2001; iv) Anticipated activities 2001-2002; v) Financial statements. This report was received by Operations and Regional Coordination Directorate on January 19th 2001. These components will be examined in greater detail in the following analysis.

Analysis

i) Results achieved during 1999-2000

The Ontario government report complies with the business plan that is part of the Canada-Ontario Special Agreement for the implementation of French-language School Governance, that is, by describing each project category. The business plan lists three goals to be achieved: a) operationalize the system, b) promote access to French-language education, c) Improve the achievement of French-language students.

Operationalize the system:

This category is sorted in two strategies: the establishment of the administrative structure and the implementation (entitled start-up in the annual report) and implementation of computer systems for financial reporting, human resources administration and personnel organization (entitled administrative networks in the annual report).

It should be noted that the allocated funds mentioned in the annual report totals 51 831 563 \$ for the province of Ontario and 4 497 933 \$ for the federal contribution, that is, a federal contribution of 1 507 933 \$ for the start-up and a federal contribution of 5 333 867 \$ for the administrative networks. However, the action plan in the agreement mapped out the following financial distribution for 1999-2000: Ontario : 8 M \$ for start-up, Canada : 1 M \$ for start-up ; Ontario: 7 M \$ for administrative networks; Canada 2 M \$ for administrative networks. **Since these numbers do not correspond to the action plan, I recommend asking the province for an explanation - especially since the total of the federal contribution adds up to 38 602 355 \$ while the amount allocated was 18 M \$.**

The desired outcomes for the start-up category, as per the action plan were to ensure that the administrative structure of the 12 French-language District School Boards will be fully operational by the end of the agreement. In terms of outcomes for 1999-2000, the province indicates that a wide range of governance responsibilities and services are assumed by the 12 French-language District School Boards and that a distinct central office for the 12 French-language District School Boards is being established. This corresponds to the performance indicator established in the agreement. This section is satisfactory.

The outcomes for the administrative networks were to provide linkages between French-language schools and the broader community are enhanced to support the learning of students, to provide appropriate learning services and resources to French-language students, and to increase and diversify school-community education programs at the elementary and secondary panels. The outcomes in this second year of the agreement correspond to performance indicators mentioned in the action plan. As the annual report indicates, the electronic integration of the main administrative function of the boards has been established through a consortium. As well, Lan and Wan electronic networks were established and are now functional, thus allowing for electronic communications and transfer of data among schools and boards' central office. Finally, Trillium database is in place in some elementary and secondary schools and a number of central administrative and schools' staff were trained on the use of Trillium. Although these outcomes are generally acceptable, **the province should be in a position to tell us how many of the central administrative and schools' staff were trained for on the use of Trillium.**

b) Promote access to French-language Education

The business plan identified two strategies to promote access to French-language Education, that is, build or enhance school facilities and establish school board information technology networks for internal and external communications.

For the capital projects, 5 M \$ was planned to be contributed by the Ministry of Education of Ontario. However, the annual report specifies that the province of Ontario provided 10 M \$ for the construction of a school in Barrie, Ontario. The desired outcome in this section is that French Language elementary and secondary schools in Ontario will be able to deliver programming effectively and that more French-language parents will enroll their children in French-Language schools. According to the outcomes for 1999-2000 is that a school in Barrie is completed and that «*support of student's enrolment in French-language school*». **It isn't clear what «support of students' enrolment in French-language school» portrays and how it was measured. The province should provide us with a better description as to how the construction of a school in Barrie is able to better deliver programmes effectively. The province should also indicate the number of enrolments.**

As for the category of Electronic Communication Systems, the expected outcomes mentioned in the business plan was to secure communication among directors of education, superintendents and trustees located throughout existing and newly amalgamated boards; that meetings are held electronically for collaborative work; that communications among school boards and school councils be done electronically and that access to relevant educational information and technology given to the community. Performance indicators used to measure these desired outcomes were the set-up of LANs and WANs in French Language elementary and secondary schools of Ontario, the use of Internet, the participation at board meetings by the public and parents electronically through the schools and satisfaction surveys. In 1999-2000, it was planned that the Ontario contribution would reach 2 M \$, the federal's contribution, 3 M \$ for a total of 5 M \$. However, the annual report indicates that Ontario allocated 10 443 045 \$ but the federal government's contribution totals only 783 000 \$. **It is recommended that the province gives an satisfactory explanation as to why the federal funding is only 783 000 \$.** In terms of the outcomes, the report indicates that the Lan and Wan are set up in Boards' central office as well as some French-Language and secondary schools. Board meetings are now accessible electronically through the schools for interested parents and the public. **It is recommended that the province quantifies the number of schools where the Lan and Wan are set up.** As for an additional outcome, the province identifies the speed of Internet access increased for students, parents and staff. **However, the province should explain the outcomes as per the performance indicators established in the business plan, that is to give proof of the use of internet, satisfaction surveys and the participation of the parents and the public at board meetings.**

c) Improve the Achievement of French-Language

Three strategies were identified in the business plan: i) implement the framework for aménagement linguistique programmes to help FL students overcome the challenges of learning in a minority context; ii) provide FL students support services that enable them to perform at a higher academic level; iii) provide educational programmes over wide geographical areas using distance education technologies. For 1999-2000, the following allocation was proposed : Aménagement linguistique: 2M \$ (Ontario), 6 M \$ (Canada); Students support services : 1 M \$ (Ontario), 1 M \$ (Canada); distance education : 2 M \$ (Ontario), 5 M \$ (Canada). However, the annual report only lists Canada's contribution at 14 734 869 \$ for aménagement linguistique,

27 358 \$ for Student services; and 14 561 195 \$ for Integration of Technology in the classroom. **It is recommended that the province revises these numbers since the total federal contribution in 1999-2000 was 18 M \$ and the provincial total, 27 M \$.** As for the link between desired outcomes and the real outcomes, the annual report indicates for aménagement linguistique that there is an increased satisfaction of parents with learning services and resources provided to French-language; that some resource and cost-sharing arrangements in place for the delivery of educational services and that high-quality educational services are provided in an efficient way to French-language students in all French-language district school boards. **These outcomes are too vague and the province of Ontario should give us a detailed description of those outcomes. For example, how do we know that there is an increased satisfaction of parents, what are the resource and cost-sharing arrangements and where; how is the quality of education different from before the funding?**

As for student services, we are told that they contributed to the diversification of resources for the benefit of franco-ontarian special needs students, that teachers and staff are trained for better quality services to special education students and that some resources and cost-sharing arrangements are in place for the delivery of educational services and that expertise and evaluation are shared. **Again, these outcomes are too broad : the province should be told what exactly is the diversification of resources and how do they benefit franco-ontarians special needs students, what are the results on student tests, what resource-sharing and cost-sharing arrangements have been put in place and where?**

Finally, the integration of technology in the classroom, the following outcomes were desired: technology-enabled learning (professional development for educators etc.), enhanced computer literacy of French-Language students (maximum access to information, processing and communications technology to support teaching and learning in all areas of the curriculum, global research made available in the classroom) and greater distance education opportunities. However, the outcomes that are mentioned in the annual report for 1999-2000 indicate that there is greater access to technological equipment in French-language schools through an improved computer/student ratio, that there is an enhanced computer literacy for French-Language students and technology-enabled learning, professional development for educators, curriculum development, multi-media content. **Again, these outcomes don't indicate how the funding made a difference : the province should use the performance indicators established in the business plan, that is computer/student ratio; percentage of distance education courses and the use of the electronic provincial report card.**

ii) Activity report 2000-2001

Without going into great detail, the activity report for 2000-2001 only indicates the federal contributions. Again, the numbers do not match those of the business plan since it is written that the federal government's contribution is 37 013 449 \$ when the federal contribution is 18 M \$ a year. **The provincial government should clearly indicate the allocations.**

Anticipated activities, 2001-2002

The section describing activities for 2001-2002 is clearly insufficient. **As the agreement clearly asks, the federal government should receive a description of anticipated activities, results and expenditures for the following fiscal year. Should these be different from the accepted business plan, the province should request this in writing and an official written response should be given.**

iv) Financial statements

The financial statements will be reviewed by a financial analyst at the Department of Canadian Heritage.

Conclusion

The annual report submitted by the province of Ontario to release the tenth payment with regards to the Canada-Ontario Special Agreement for the Implementation of French-Language School governance. ^{is incomplete} The Ministry of Education should provide us with more information (see analysis) before Canadian Heritage can release the tenth payment.

ANALYSE

Agent: Nicole Frenette *Nicole Frenette*
Agente principale de programmes

Subject: Rapport annuel 2000-2001 soumis au ministère du Patrimoine canadien (Entente spéciale Canada-Ontario relative à la mise en oeuvre de la gestion scolaire francophone)

Date: Le 26 février 2001

Contexte

Le Ministère de l'Éducation de l'Ontario avait soumis un premier rapport annuel 2000-2001 qui avait été reçu et évalué par des représentants des Programmes d'appui aux langues officielles. On se rappelle que pour déclencher le dixième paiement par anticipation, représentant les besoins d'encaisse pour le mois de janvier de l'année courante, l'Ontario doit soumettre les résultats atteints au cours de l'année précédente; les activités anticipées, les résultats et les dépenses de l'exercice financier suivant; un état financier intérimaire certifié démontrant les dépenses réelles encourues pour la période se terminant le 31 octobre de l'année courante et les dépenses anticipées jusqu'au 31 mars de l'année courante; un état financier final certifié démontrant les dépenses réelles encourues par l'Ontario pour l'exercice précédent.

Lors d'une première analyse, les représentants de la Direction générale des programmes d'appui aux langues officielles voulaient davantage de précisions sur trois éléments: une explication plus détaillée des résultats atteints au cours de 1999-2000; des chiffres réels des dépenses qui reflétaient le plan d'affaires pour 1999-2000 et enfin, une description et des chiffres reflétant le plan d'affaires de l'Entente pour ce qui est de 2001-2002. De plus, au cours d'une conférence téléphonique, les représentants du Patrimoine canadien avaient indiqué à des représentants du Ministère de l'Éducation de l'Ontario que si les activités et les fonds alloués dans le cadre de l'Entente différaient, la province devait faire parvenir une lettre demandant une modification à l'Entente.

Analyse du deuxième rapport d'activités

Tel que demandé, les résultats atteints en 1999-2000 ont été bonifiés. Les excellentes descriptions satisfont les exigences de Patrimoine canadien.

Pour ce qui est des dépenses encourues en 1999-2000, les montants n'ont pas été modifiés depuis le dernier rapport. En effet, pour l'année 1999-2000 où le Canada déboursait 18 M \$, le montant dans le rapport d'activités s'élève à 38 602 355 \$. **Avant de pouvoir déclencher le paiement, la province devrait indiquer ce qu'elle a dépensé selon chaque catégorie.**

De plus, les montants par catégories ne sont pas exactement ceux indiqués dans le plan d'affaires sur la gestion scolaire. Dans le tableau suivant, on retrouve la répartition du plan d'affaires et celle du rapport d'activités pour 2000-2001 :

Catégories	Contributions fédérales pour 2000-2001 selon le plan d'affaires	Contributions fédérales selon rapport d'activités réelles et prévues (2000-2001)
Rendre le réseau opérationnel	1 M \$ (1 M \$ pour Réseaux TI)	427 400 \$ (Réseaux TI)
Promouvoir l'accès	3 M \$ (2 M \$ immo & 1 M \$ systèmes de communications électronique)	2 329 577 \$ (1 800 577 \$ Immo & 529 000 \$ Systèmes de communications électroniques)
Améliorer le rendement de l'élève	14 M \$ (9 M \$ Aménagement linguistique & 1 M \$ Services aux étudiants & 4 M \$ Intégration des technologies)	17 274 398 \$ (13 246 433 \$ amm. & 2 339 368 services aux ét. & 2 837 408 \$)
TOTAL	18 M \$	20 031 375 \$

Si le gouvernement de l'Ontario décide de modifier les montants alloués pour chaque catégorie, ils devraient nous le demander par écrit. De plus, les montants totaux prévus devraient correspondre à ceux identifiés dans le cadre dans l'Entente.

Enfin, la province prévoit modifier les montants par catégories au cours de l'année 2001-2002. On retrouve au tableau suivant les modifications apportées :

Catégories	Contributions fédérales pour 2001-2002 selon le plan d'affaires	Contributions fédérales selon rapport d'activités réelles et prévues (2001-2002)
Rendre le réseau opérationnel	1 M \$ (1M \$ pour Réseaux TI)	273 100 \$ (Réseaux TI)
Promouvoir l'accès	2 M \$ (1 M \$ immo & 1 M \$ systèmes de communications électronique)	1 295 423 \$ (1 199 423 \$ Immo & 96 000 \$ Systèmes de communications électroniques)
Améliorer le rendement de l'élève	15 M \$ (11 M \$ Aménagement linguistique & 1 M \$ Services aux étudiants & 1 M \$ Intégration des technologies	11 332 772 \$ (8 304 405 \$ amm. & 1 741 984 services aux ét. & 1 286 383 \$)
TOTAL	18 M \$	12 901 195 \$

Si l'on s'en tient aux activités prévues au cours de 2001-2002, les dépenses prévues sont moindres que les montants réservés pour la province dans le cadre de l'Entente sur la gestion scolaire. Si la province veut modifier les montants par catégorie elle devrait nous avertir par écrit avant d'être acceptée/refusée/discutée par Patrimoine canadien.

Conclusion

Les montants alloués par catégorie nécessitent toujours des éclaircissements. Le rapport annuel n'est toujours pas satisfaisant pour déclencher les derniers paiements pour 2000-2001.

Ministry of Education

Mowat Block
Queen's Park
Toronto ON M7A 1L2

Ministère de l'Éducation

Édifice Mowat
Queen's Park
Toronto ON M7A 1L2



M. Hilaire Lemoine
Directeur général
Programme d'appui aux langues officielles
Patrimoine canadien
15, rue Eddy, 7^e étage
Hull QC K1A 0M5

Monsieur Lemoine,

L'élaboration du Cadre d'évaluation de l'Entente spéciale Canada-Ontario relative à la mise en oeuvre de la gestion scolaire francophone est maintenant terminée. La prochaine étape de notre projet conjoint est de valider le cadre d'évaluation et de déterminer le suivi devant assurer la mise en oeuvre de l'évaluation formative de l'Entente en 2001-2002.

Il me fait donc plaisir de vous inviter à participer à la rencontre du Comité consultatif de ce projet à l'édifice Mowat, 900, rue Bay, entre 10h00 et 14h00, le 21 février 2001. Les membres représentants du CODELF sur le Comité consultatif seront présents. M. Marc Johnson de la firme PGF/GTA fera la présentation du Cadre d'évaluation. M. Johnson facilitera également le processus de la discussion quant au suivi à assurer après la validation du Cadre d'évaluation.

Nous espérons compter sur votre présence. Veuillez faire en sorte que l'on communique le tout à madame Réjeanne Guay de la direction des politiques et programmes d'éducation en langue française. Votre bureau peut la joindre en composant le 416-325-4806 ou encore à l'adresse électronique suivante : rejeanne.guay@edu.gov.on.ca.

Veuillez agréer, Monsieur Lemoine, l'expression de mes sentiments distingués.

Le directeur
Directeur, p.i.
Direction des politiques et programmes
de l'éducation en langue française

Maurice Boutet

p.j.

ENTENTE SPÉCIALE CANADA-ONTARIO RELATIVE À LA MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE

Cadre d'évaluation

**Ébauche no. 3
5 décembre 2000**

Table des matières

1. INTRODUCTION.....	5
1.1. OBJET DU CADRE.....	5
1.2. MÉTHODOLOGIE DE L'ÉLABORATION DU CADRE D'ÉVALUATION.....	5
2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE.....	5
2.1. CONTEXTE DE L'ENTENTE.....	5
2.2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE.....	6
2.3. PRINCIPE DE L'ENTENTE.....	6
3. APERÇU DU PROGRAMME DE MISE EN ŒUVRE DE L'ENTENTE	6
3.1. PLAN D'AFFAIRES	7
3.2. CATÉGORIES DE L'ENTENTE.....	7
3.3. RESSOURCES	7
3.3.1. <i>La contribution du Gouvernement du Canada</i>	7
3.3.2. <i>La contribution du Gouvernement de l'Ontario</i>	8
3.4. CRITÈRES D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS POUR LE FINANCEMENT DE PROJETS	8
3.4.1. <i>Catégories d'activités financées par l'Entente</i>	8
3.4.2. <i>Catégories d'activités exclues par l'Entente</i>	8
3.4.3. <i>Critères d'évaluation des demandes</i>	8
3.5. PARTICIPANTS À L'ENTENTE.....	9
3.5.1. <i>Gouvernement du Canada</i>	9
3.5.2. <i>Gouvernement de l'Ontario</i>	9
3.5.3. <i>Conseils scolaires de district de langue française de l'Ontario</i>	9
3.5.4. <i>Comité consultatif de l'exercice d'élaboration du cadre d'évaluation</i>	9
3.5.5. <i>CODELF</i>	9
4. MODÈLE LOGIQUE.....	10
5. TABLEAU DES RÉSULTATS ATTENDUS ET DES INDICATEURS.....	12
6. QUESTIONS D'ÉVALUATION.....	25
7. PLAN D'ÉVALUATION	27
7.1. ÉQUIPE D'ÉVALUATION.....	27
7.1.1. <i>Le ministère de l'Éducation</i>	27
7.1.2. <i>Les conseils scolaires de langue française</i>	27
7.2. LES SOURCES ET LES INSTRUMENTS D'ÉVALUATION	27
7.2.1. <i>Rapports d'activités / de cheminement des CS</i>	28
7.2.2. <i>Registres administratifs des conseils scolaires</i>	30
7.2.3. <i>Sondages / entrevues</i>	31
7.2.4. <i>Vérification des systèmes / Expertise externe</i>	33
7.2.5. <i>Registres administratifs provinciaux</i>	33
7.3. LE CALENDRIER DE L'ÉVALUATION.....	34
7.3.1. <i>La collecte des données</i>	35

7.3.2.	<u>L'analyse des données</u>	35
8.	<u>REDDITION DES COMPTES</u>	35
8.1.	<u>COMITÉ CONJOINT DE L'ENTENTE</u>	35
8.2.	<u>LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION DE L'ONTARIO (ÉDU)</u>	35
8.3.	<u>PATRIMOINE CANADIEN</u>	36
8.4.	<u>CONSEILS SCOLAIRES DE DISTRICT DE LANGUE FRANÇAISE</u>	36
	<u>ANNEXE A : PLAN D'AFFAIRES</u>	37
	<u>ANNEXE B : LISTE DES PERSONNES CONSULTÉES LORS DE L'ÉLABORATION DU CADRE D'ÉVALUATION</u>	38
	<u>ANNEXE C : LISTE DES INSTRUMENTS DE COLLECTE DE DONNÉES À DÉVELOPPER</u>	41

Mode d'emploi

- Usagers :** Ce cadre d'évaluation s'adresse aux différents intervenants (conseils scolaires, ministère de l'Éducation) qui seront chargés d'en mettre en œuvre l'une ou l'autre des parties.
- Contexte :** Ce document fournit une information contextuelle sur l'Entente (sections 2 et 3).
- Démarche :** Ce document propose une démarche pour planifier et mettre en œuvre l'évaluation (sections 4, 5, 6 et 7).
- 1^{er} outil :** Le **modèle logique** (section 4) est le point de départ de l'évaluation. Il fournit un schéma de l'ensemble des principaux résultats attendus de l'Entente et leur enchaînement logique. On s'y reportera pour saisir en un coup d'œil l'impact attendu de l'Entente.
- 2^e outil :** Le **tableau des résultats attendus et des indicateurs** (section 5). Ce tableau exhaustif détaille, pour chacune des stratégies prévues au Plan d'affaires de l'Entente, les résultats attendus (extrants, résultats à court et moyen terme), les indicateurs pour mesurer leur progression et les sources de données. On pourra s'en servir pour saisir ce qui est attendu de l'évaluation pour chacune des activités stratégiques de l'Entente.
- 3^e outil :** Les **questions d'évaluation** (section 6). Pour faciliter le développement des instruments d'enquête à partir des indicateurs précisés ci-dessus, des questions d'évaluation sont fournies ici.
- 4^e outil :** Le **plan d'évaluation** (section 7). Il apporte des précisions sur le *qui*, le *quand* et le *comment* de l'évaluation. On y trouve ainsi des indications sur les responsables des tâches d'évaluation, sur le calendrier de collecte et d'analyse des données et sur la répartition des indicateurs par source de données.
- 5^e outil :** La **reddition des comptes** (section 8) précise les rôles et responsabilités des différentes partenaires de l'Entente au chapitre de l'imputabilité.

1. INTRODUCTION

1.1. Objet du cadre

Le document que voici fournit un cadre pour l'évaluation de l'Entente spéciale Canada-Ontario relative à la mise en œuvre de la gestion scolaire francophone. Il fournit d'abord une description du contexte dans lequel l'Entente a été conclue, de ses objectifs, composantes et paramètres de mise en œuvre. Il comprend ensuite un modèle logique et une stratégie pour évaluer les résultats de l'Entente. Enfin, ce cadre conclut avec l'articulation des paramètres selon lesquels s'effectuera la reddition des comptes pour les besoins de cette Entente.

Ce cadre d'évaluation se veut un outil de gestion axée sur les résultats à l'intention des gestionnaires du programme. Il se veut aussi un mécanisme de reddition des comptes des conseils scolaires face au ministère de l'Éducation de l'Ontario et de la part de ce dernier face à Patrimoine canadien. Il comprend les sections suivantes :

- Objectifs de l'Entente
- Aperçu du programme de mise en œuvre de l'Entente
- Modèle logique de l'Entente
- Tableau des résultats attendus et des indicateurs
- Questions d'évaluation
- Plan d'évaluation
- Reddition des comptes
- Annexes

1.2. Méthodologie de l'élaboration du cadre d'évaluation

Le cadre d'évaluation a été réalisé avec l'aide de la firme PGF/GTA recherche d'Ottawa. Un comité restreint composé des représentants du ministère de l'Éducation de l'Ontario et de la Direction des examens ministériels du ministère du Patrimoine canadien a supervisé le travail des consultants. Il a été appuyé dans cette tâche par un expert en évaluation du Secrétariat du Conseil du Trésor. L'élaboration du cadre s'est faite en six étapes :

1. Revue de la documentation relative à l'Entente dans le but de décrire l'Entente, ses engagements, ses composantes et ses mécanismes.
2. Consultation par entrevues des principales parties prenantes de l'Entente dans le but de préciser le contexte dans lequel elle a été conclue, de cerner ses principaux enjeux et d'identifier les attentes des partenaires à l'égard de l'évaluation de l'Entente (voir la liste des personnes consultées en annexe B).
3. Élaboration du cadre logique de l'Entente précisant les résultats attendus ainsi que les indicateurs et les sources de données pour les mesurer.
4. Validation du cadre logique dans le cadre d'un atelier réunissant les partenaires interrogés lors de la consultation.
5. Élaboration du présent cadre d'évaluation, y compris le modèle logique de l'Entente, le tableau des résultats attendus et des indicateurs.
6. Approbation du cadre par les partenaires : les 12 CS réunis sous l'égide du CODELF, le ministère de l'Éducation de l'Ontario et le ministère du Patrimoine canadien.

2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE

2.1. Contexte de l'Entente

En 1997, la province de l'Ontario a amorcé une restructuration en profondeur de son système d'éducation. Pour le système d'éducation en langue française, elle a créé un réseau élargi de douze conseils scolaires de district et éliminé ainsi les sections de langue française et les comités consultatifs de langue française rattachés aux conseils de langue anglaise. À l'époque de cette restructuration, il n'y avait que quatre

conseils scolaires entièrement de langue française soit, deux à Ottawa, un à Prescott-Russell et un à Toronto.

Il y a présentement quatre conseils scolaires de district publics et huit conseils scolaires de district catholiques de langue française. Leur mandat est de gérer l'enseignement élémentaire et secondaire de langue française en Ontario. Leur juridiction couvre près de l'ensemble du territoire de la province et rejoint la grande majorité des Franco-ontariens.

Les nouveaux conseils scolaires de langue française ont les mêmes responsabilités et pouvoirs administratifs que les conseils scolaires de langue anglaise. La gestion scolaire en français en Ontario se traduit cependant par des coûts plus élevés étant donné l'isolement et l'éparpillement de la population francophone. De plus, l'école de langue française est généralement située dans un environnement anglo-dominant et les conseils doivent adopter des mesures d'aménagement linguistique pour créer et perpétuer un milieu d'apprentissage propice au perfectionnement et au maintien de la langue et de la culture françaises. Enfin, la plupart des conseils scolaires de langue française évoluent sur un vaste territoire et se retrouvent à gérer proportionnellement un plus grand nombre de petites écoles que les conseils scolaires de langue anglaise.

2.2. Objectifs de l'Entente

L'Entente spéciale Canada-Ontario relative à la mise en œuvre de la gestion scolaire de langue française (ci-après «l'Entente») a pour fonction d'appuyer la mise en place de cette nouvelle structure de gestion scolaire et de pallier en partie aux coûts plus élevés associés à la création d'un système de gestion scolaire de langue française en Ontario.

L'Entente a été signée en juin 1998 par la ministre du Patrimoine canadien et le ministre ontarien de l'Éducation et de la Formation, maintenant connu sous le nom de ministère de l'Éducation (ÉDU). Elle établit un cadre de collaboration entre les deux gouvernements, selon lequel le gouvernement fédéral accepte de fournir une somme totale de 90 millions \$, soit la moitié des dépenses admissibles pour certaines composantes de la mise en œuvre de la gestion scolaire de langue française et ce, pendant une période de cinq ans, soit de 1998-1999 à 2002-2003.

Un budget total de 180 millions \$ est donc prévu pour couvrir les dépenses engagées par les conseils scolaires de district francophones de la province. Ces derniers obtiennent accès à ces fonds en soumettant des demandes de financement de projets.

2.3. Principe de l'Entente

Les gouvernements fédéral et provinciaux reconnaissent les défis particuliers à la création d'un système d'enseignement en milieu minoritaire. Ils négocient donc, dans le cadre d'un protocole pan-canadien, des ententes bilatérales grâce auxquelles des fonds supplémentaires sont dédiés à divers aspects de l'éducation dans les langues officielles.

En appuyant ainsi l'établissement des douze conseils scolaires de langue française en Ontario, l'Entente répond aux exigences constitutionnelles de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*, lequel reconnaît aux parents appartenant à la minorité linguistique le droit de gestion et de contrôle à l'égard des établissements d'enseignement où leurs enfants se font instruire, lorsque le nombre le justifie. Le gouvernement du Canada, par le truchement du Patrimoine canadien, s'acquitte de ses responsabilités constitutionnelles en encourageant et en aidant financièrement les gouvernements provinciaux à offrir aux communautés minoritaires de langue officielle l'enseignement dans leur langue.

L'apport de la province de l'Ontario à cette Entente spéciale vient également appuyer son effort de restructuration du système d'éducation et relève de sa responsabilité d'assurer le respect de l'application de la *Charte* en matière d'éducation en langue française.

3. APERÇU DU PROGRAMME DE MISE EN ŒUVRE DE L'ENTENTE

3.1. Plan d'affaires

Les paramètres de mise en œuvre du programme sont spécifiés dans un Plan d'affaires annexé à l'Entente¹. Ce Plan d'affaires fournit une description détaillée des éléments clés de la stratégie de mise en œuvre, lesquels sont :

- Une description des tâches à accomplir (stratégies);
- Une description des résultats attendus;
- Une description des indicateurs de rendement à partir desquels l'Ontario mesurera la réalisation des objectifs;
- Une ventilation par année des coûts admissibles prévus;
- Une ventilation annuelle des contributions du Canada et de l'Ontario.

3.2. Catégories de l'Entente

L'Entente finance trois catégories de dépenses admissibles, ces dernières constituant les trois objectifs spécifiques de l'Entente :

A. Rendre le système opérationnel :

A1. Établir la structure administrative de chacun des 12 nouveaux conseils scolaires de district de langue française;

A2. Mettre en place des systèmes informatisés pour l'établissement des rapports financiers, la gestion des ressources humaines et l'organisation du personnel.

B. Promouvoir l'accès à l'éducation en langue française :

B1. Construire ou améliorer les installations scolaires;

B2. Établir des réseaux technologiques entre conseils scolaires pour les communications internes et externes.

C. Améliorer le rendement des élèves de langue française :

C1. Mettre en œuvre le cadre des programmes d'aménagement linguistique en vue d'aider les élèves de langue française à relever les défis que pose l'apprentissage dans un contexte de langue minoritaire;

C2. Fournir aux élèves de langue française les services de soutien requis pour les aider à atteindre un meilleur rendement scolaire;

C3. Offrir des programmes éducationnels sur de vastes étendues géographiques à l'aide des technologies d'éducation à distance.

3.3. Ressources

3.3.1. La contribution du Gouvernement du Canada

L'aide financière apportée par Patrimoine canadien pendant une période de cinq ans est fixée à un montant maximal de 90 000 000 \$ et représente 50% des coûts supplémentaires engagés par l'Ontario pour les éléments suivants de la mise en œuvre de la gestion scolaire pour les francophones :

¹ Voir copie du Plan d'affaires à l'annexe A de ce document.

- Opérationnalisation du système : démarrage et réseaux administratifs (10 000 000 \$).
- Promotion de l'accès : projets d'immobilisation et systèmes de communications électroniques (11 000 000 \$).
- Soutien au rendement des élèves : aménagement linguistique, services aux étudiants et intégration des technologies dans la salle de classe (69 000 000 \$).

La part de financement du gouvernement fédéral est davantage affectée à l'objectif d'améliorer le rendement de l'élève. En particulier, le gouvernement fédéral contribue 79% de l'enveloppe totale prévue pour l'aménagement linguistique.

Une partie du montant accordé par Patrimoine canadien (75 000 000 \$) provient de fonds spéciaux approuvés par le Cabinet fédéral. Une somme complémentaire provient du Programme des langues officielles dans l'enseignement (15 000 000 \$), dont 4 000 000 \$ au titre du « Minimum garanti » et 11 000 000 \$ au titre des « Fonds supplémentaires ».

La somme engagée par Patrimoine canadien pour la phase 1 de l'Entente (1998-1999 à 2000-2001) est de 36 000 000 \$, la différence de 54 000 000 \$ devant être versée lors de la deuxième phase (2000-2001 à 2002-2003).

3.3.2. La contribution du Gouvernement de l'Ontario

Pour l'année financière 1998-1999, la province de l'Ontario a mis sur pied un Fonds de restructuration pour faciliter, d'une part, la mise en œuvre de la restructuration des conseils en général et, d'autre part, le démarrage des 12 conseils scolaires de langue française. La contribution de la province à l'Entente provient des fonds de restructuration.

Pour la première phase de l'Entente, la province met davantage l'accent sur les dépenses reliées à l'opérationnalisation du système et à la promotion de l'accès. Ces catégories de dépenses incluent le démarrage, les réseaux de technologies informatiques, et les systèmes de communication électronique.

L'Ontario s'engage donc à contribuer 44 000 000 \$ aux dépenses d'opérationnalisation, 22 000 000 \$ aux dépenses de promotion de l'accès et 24 000 000 \$ à l'amélioration du rendement des élèves.

La somme prévue par l'Ontario pour la Phase I de l'Entente (1998-1999 à 2000-2001) est de 75 000 000 \$, la différence de 15 000 000 \$ devant être versée lors de la Phase II de l'Entente (2000-2001 à 2002-2003).

3.4. Critères d'évaluation des soumissions pour le financement de projets

3.4.1. Catégories d'activités financées par l'Entente

L'Entente finance les activités qui s'insèrent dans l'une des trois catégories prévues dans le Plan d'affaires. Notamment, l'Entente vise à appuyer la création de partenariats entre conseils scolaires et l'établissement d'une infrastructure administrative, la formation du personnel, l'instauration de réseaux technologiques entre les conseils et les écoles, et le développement de ressources et d'activités pédagogiques.

3.4.2. Catégories d'activités exclues par l'Entente

Certaines dépenses ne sont pas admises aux fins de financement dans le cadre de cette Entente : les frais financiers, les frais juridiques relatifs aux poursuites et les coûts déjà compensés par un autre programme du ministère provincial.

3.4.3. Critères d'évaluation des demandes

Un ensemble de critères ont été établis pour régir l'évaluation des demandes de financement soumises par les conseils scolaires dans le cadre de la Phase I. Ces critères sont, notamment, la création de partenariats, l'efficacité et la prise en charge locale. Par ailleurs, alors que la catégorie « opérationnalisation » du système recouvre des dépenses de nature administrative, les deux autres catégories (promotion de l'accès et soutien au rendement des élèves) visent l'amélioration de l'accès aux écoles de langue française et la prestation des services pédagogiques.

3.5. Participants à l'Entente

3.5.1. Gouvernement du Canada

Le gouvernement du Canada est représenté par le ministère du Patrimoine canadien (PCH).

3.5.2. Gouvernement de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario est représenté par le ministère de l'Éducation (ÉDU).

3.5.3. Conseils scolaires de district de langue française de l'Ontario

Conseils publics

Le système scolaire ontarien comprend quatre conseils publics de district de langue française.

- Conseil scolaire de district du Nord-Est de l'Ontario (56)
- Conseil scolaire de district du Grand Nord de l'Ontario (57)
- Conseil scolaire de district du Centre-Sud-Ouest (58)
- Conseil scolaire des écoles publiques de l'est ontarien (59)

Conseils séparés

Le système scolaire ontarien comprend huit conseils séparés de district de langue française.

- Conseil scolaire de district catholique des Grandes Rivières (60-A)
- Conseil scolaire de district catholique Franco-Nord (60-B)
- Conseil scolaire de district catholique du Nouvel-Ontario (61)
- Conseil scolaire de district catholique des Aurores Boréales (62)
- Conseil scolaire de district des écoles catholiques du Sud-Ouest (63)
- Conseil scolaire de district catholique Centre-Sud (64)
- Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien (65)
- Conseil scolaire de district catholique du Centre-Est de l'Ontario (66)

3.5.4. Comité consultatif de l'exercice d'élaboration du cadre d'évaluation

Le Comité consultatif de l'exercice d'élaboration regroupe les principales parties prenantes à cette Entente, soit des représentantes et des représentants des gouvernements fédéral et provincial et des conseils scolaires de langue française. Il a été mis sur pied pour voir à la mise en œuvre de l'Entente et pour en revoir, au besoin, les modalités d'administration.

3.5.5. CODELF

Le CODELF est le regroupement des douze conseils scolaires de langue française de l'Ontario. Il préside des rencontres entre les conseils et les représentantes et les représentants de la province au cours desquelles les deux parties s'échangent de l'information et discutent des ajustements à apporter à l'Entente. Les rencontres du CODELF permettent également aux conseils de travailler aux demandes de financement et à la mise en œuvre de projets d'envergure provinciale ou régionale.

4. MODÈLE LOGIQUE

Les principaux résultats visés par l'Entente sont présentés dans le Plan d'affaires. Ces résultats ont été précisés dans le cadre de consultations avec les principales parties prenantes à l'Entente ainsi que lors d'un atelier de travail avec ces dernières. Le modèle qui suit illustre les principaux résultats à court et à moyen termes de l'Entente et leur enchaînement logique.

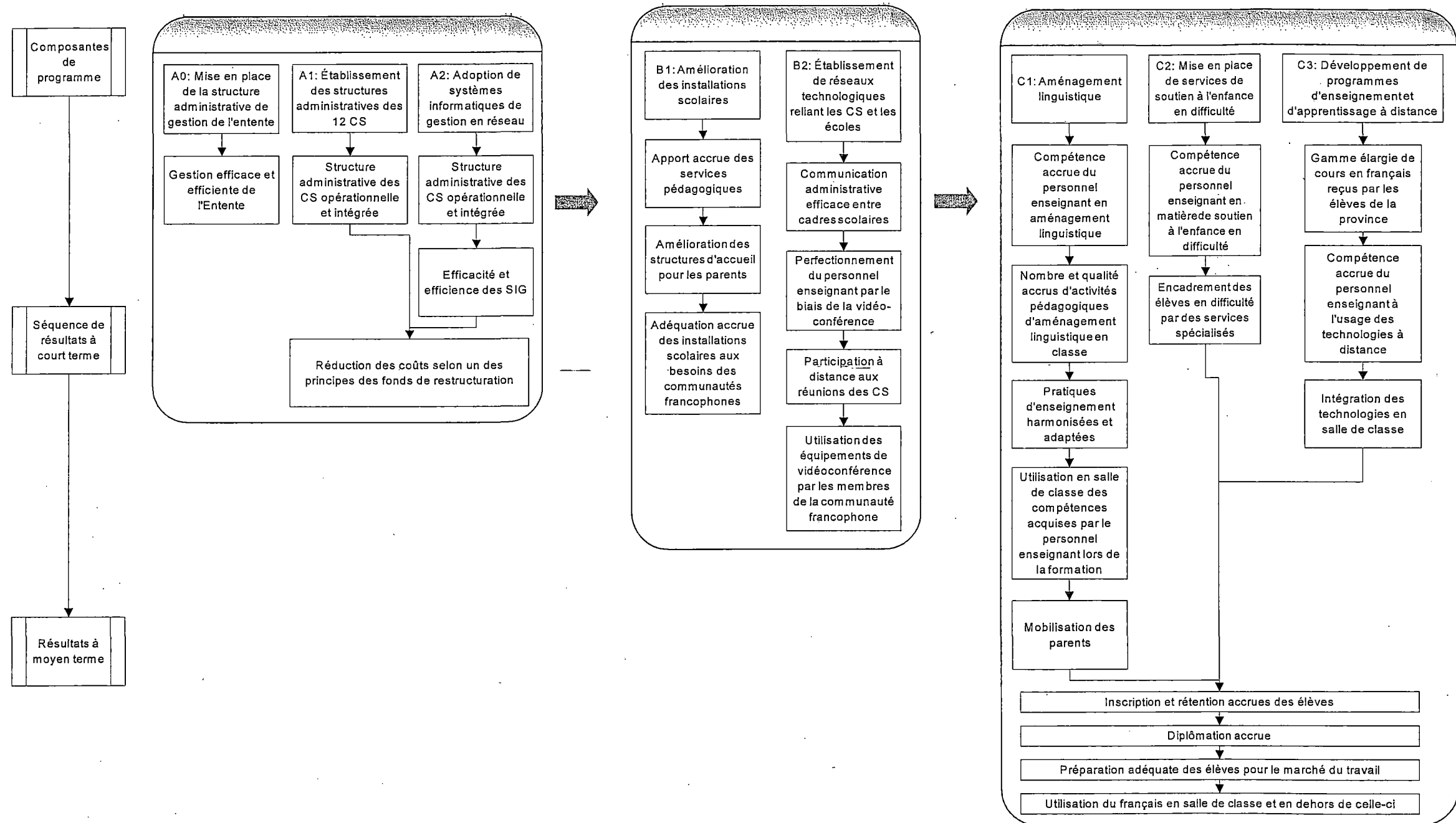
La stratégie B1 relative à la construction et à l'amélioration des installations scolaires sera mise en œuvre lors de la phase II de l'Entente au lieu de la phase I où elle était initialement programmée.

INSÉRER SCHÉMA du modèle logique ici

BEST AVAILABLE COPY

Modèle logique

Entente spéciale Canada-Ontario relative à la mise en oeuvre de la gestion scolaire francophone



5. TABLEAU DES RÉSULTATS ATTENDUS ET DES INDICATEURS

Le tableau qui suit a été élaboré en collaboration avec les partenaires de l'Entente. Il détaille, pour chacune des stratégies prévues au Plan d'affaires de l'Entente, les principaux maîtres d'œuvre et bénéficiaires, les résultats attendus (extrants, résultats à court et moyen termes), les indicateurs pour mesurer leur progression et les sources de données. Seule la stratégie A0, relative à la mise en place d'une structure administrative efficace pour la gestion de l'Entente, n'est pas tirée du Plan d'affaires. Elle est ajoutée pour tenir compte des questions d'évaluation qu'il faut se poser à ce sujet. On pourra se servir de ce tableau pour saisir ce qui est attendu de l'évaluation pour chacune des activités stratégiques de l'Entente.

Mission :

Cette Entente spéciale prévoit l'octroi de 180 M \$, soit 90 M \$ du gouvernement du Canada et 90 M \$ du gouvernement de l'Ontario, pour aider les 12 conseils scolaires de district de langue française de l'Ontario à mettre en œuvre de façon efficace un système de gestion scolaire francophone qui favorise des normes de rendement scolaire plus élevées.

Objectifs :	Stratégies :
A. Rendre le système opérationnel	<p>A0. Mettre en place une structure administrative efficace pour la gestion de l'Entente.</p> <p>A1. Établir la structure administrative de chacun des 12 nouveaux conseils scolaires de district de langue française.</p> <p>A2. Mettre en place des systèmes informatisés pour l'établissement des rapports financiers, la gestion des ressources humaines et l'organisation du personnel.</p>
B. Promouvoir l'accès à l'éducation de langue française	<p>B1. Construire ou améliorer des installations scolaires.</p> <p>B2. Établir des réseaux technologiques entre conseils scolaires pour les communications internes et externes.</p>
C. Améliorer le rendement des élèves de langue française	<p>C1. Mettre en œuvre le cadre des programmes d'aménagement linguistique en vue d'aider les élèves de langue française à relever les défis que pose l'apprentissage dans un contexte de langue minoritaire.</p> <p>C2. Fournir aux élèves de langue française les services de soutien requis pour les aider à atteindre un meilleur rendement scolaire.</p> <p>C3. Offrir des programmes éducationnels sur de vastes étendues géographiques à l'aide des technologies d'éducation à distance.</p>

Phase I : An I : 1998-1999; An II : 1999-2000; **Phase II :** An III : 2000-2001; An IV : 2001-2002; An V : 2002-2003

Définitions :

- Objectifs et stratégies : éléments repris textuellement du *Plan d'affaires* de l'Entente (sauf la stratégie A0 qui a été ajoutée).
- Activités : processus mis en œuvre conformément aux stratégies.
- Extrants : produits et services découlant immédiatement des activités.
- Résultats à court terme : transformations escomptées au cours de la période de mise en œuvre de l'Entente.
- Résultats à moyen terme : transformations escomptées au-delà de la période de mise en œuvre de l'Entente.
- Indicateurs : unités de mesure qualitative ou quantitative des résultats (e.g. taux, degré, présence, perceptions...).

CADRE D'ÉVALUATION DE L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA-ONTARIO SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE

STRATÉGIE A0 : METTRE EN PLACE UNE STRUCTURE ADMINISTRATIVE EFFICACE POUR LA GESTION DE L'ENTENTE

ACTIVITÉS STRATÉGIQUES	MAÎTRE D'ŒUVRE → BÉNÉFICIAIRES	EXTRANTS	RÉSULTATS À COURT TERME	RÉSULTATS À MOYEN TERME
Mise en place de la structure administrative de gestion de l'Entente	ÉDU, 12 CS → 12 CS	Mécanisme de consultation et de communication entre les partenaires de l'Entente Processus et mécanismes de soumission, d'évaluation et de financement des projets découlant de l'Entente Méthode d'allocation budgétaire par CS Directives relatives à la soumission des rapports de cheminement Cadre d'évaluation	Gestion efficace et efficiente de l'Entente	
INDICATEURS :		<p>A0.1. Perception des CS quant au niveau d'adéquation des mécanismes de consultation et de communication</p> <p>A0.2. Perception des CS quant au niveau d'adéquation de la méthode d'allocation budgétaire aux CS (détermination des enveloppes)</p> <p>A0.3. Perception des CS quant au niveau d'adéquation des processus et mécanismes de financement de projet</p> <p>A0.4. Perception des CS et des cadres d'ÉDU quant au degré de pertinence et de conformité des directives relatives à la soumission des rapports</p> <p>A0.5. Perception des CS quant au degré de pertinence du cadre d'évaluation</p>	<p>A0.6. Degré de participation des CS à la prise de décision</p> <p>A0.7. Perception des CS quant à la transparence et à l'équité de l'allocation des fonds</p> <p>A0.8. Respect du déboursement des enveloppes et des échéances des réalisations prévues au Plan d'affaires</p> <p>A0.9. Niveau d'utilisation des résultats d'évaluation formative de l'Entente afin d'améliorer sa gestion</p>	

CADRE D'ÉVALUATION DE L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA-ONTARIO SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE

SOURCES DE DONNÉES :	Registres administratifs provinciaux Comptes rendus des comités conjoints et du CODELF Sondages / entrevues	Registres administratifs provinciaux Comptes rendus des comités conjoints et du CODELF Sondages / entrevues Rapports du Gouvernement de l'Ontario au Gouvernement du Canada concernant l'Entente	
-----------------------------	---	---	--

CADRE D'ÉVALUATION DE L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA-ONTARIO SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE

STRATÉGIE A1 : ÉTABLIR LA STRUCTURE ADMINISTRATIVE DE CHACUN DES 12 NOUVEAUX CONSEILS SCOLAIRES DE DISTRICT DE LANGUE FRANÇAISE

ACTIVITÉS STRATÉGIQUES	MAÎTRE D'ŒUVRE → BÉNÉFICIAIRES	EXTRANTS	RÉSULTATS À COURT TERME	RÉSULTATS À MOYEN TERME
Établissement des structures administratives des 12 CS	12 CS ⇒ 12 CS Personnel administratif Écoles Personnel enseignant	Plan(s) d'action Ententes de partage des ressources et des coûts entre les CS Procédures et politiques administratives standardisées et harmonisées Conventions collectives regroupées par syndicat	Structure administrative des CS opérationnelle et intégrée Rapport coût-efficacité selon un des principes des fonds de restructuration	
INDICATEURS :		A1.1. Plans d'action adoptés A1.2. # et envergure des ententes de partage A1.3. Niveau d'harmonisation, # et types de procédures administratives standardisées à l'intérieur de chaque CS A1.4. Niveau d'harmonisation, # et types de procédures administratives mises en commun par les 12 CS A1.5. # de conventions collectives regroupées par syndicat	A1.6. Perception des cadres sur le degré d'opérationnalisation des CS A1.7. Perception des CS sur l'utilité des ententes de partage A1.8. Degré d'utilisation des procédures standardisées A1.9. Degré d'intégration des conventions collectives A1.10. Plans stratégiques en place A1.11. Taux de réduction progressive des coûts et lien avec l'efficacité visée	
SOURCES DE DONNÉES :		Plans d'action des CS Registres administratifs des CS Rapports d'activités / de cheminement des CS Rapport de la Commission d'amélioration et données préparées par les CS pour le compte de la Commission Rapports d'experts Rapports annuels des directions des conseils scolaires Rapports du Gouvernement de l'Ontario au Gouvernement du Canada concernant l'Entente	Rapports d'activités / de cheminement des CS Registres administratifs des CS Plans stratégiques des CS Sondages / entrevues Rapports financiers des CS Rapports d'expertise	

CADRE D'ÉVALUATION DE L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA-ONTARIO SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE

STRATÉGIE A2 : METTRE EN PLACE DES SYSTÈMES INFORMATISÉS POUR L'ÉTABLISSEMENT DES RAPPORTS FINANCIERS, LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET L'ORGANISATION DU PERSONNEL

ACTIVITÉS STRATÉGIQUES	MAÎTRE D'ŒUVRE ⇒ BÉNÉFICIAIRES	EXTRANTS	RÉSULTATS À COURT TERME	RÉSULTATS À MOYEN TERME
Adoption de systèmes informatiques de gestion (SIG) en réseau	12 CS ⇒ 12 CS Écoles Personnel administratif	Ententes entre les conseils au chapitre des SIG en réseau SIG en réseau (SAP, Trillium, ...) Services de soutien et formation techniques pour l'utilisation des SIG en réseau	Structure administrative des CS opérationnelle et intégrée	Efficacité et efficience des SIG
INDICATEURS :		A2.1. # d'ententes conclues entre les conseils au chapitre des SIG en réseau A2.2. # et envergure des SIG en réseau mis en place (SAP, Trillium, ...) A2.3. # et types de soutien et de formation techniques aux SIG A2.4. Taux de participation des usagers aux formations	A2.5. Perception des cadres quant au degré d'opérationnalisation des CS A2.6. Plans stratégiques en place A2.7. Perception des usagers à l'endroit du soutien et de la formation techniques reçues	A2.8. Degré d'utilisation et d'efficacité des SIG adoptés A2.9. Perception des cadres quant à l'efficacité des SIG adoptés
SOURCES DE DONNÉES		Rapport de la Commission d'amélioration Rapports d'activités / de cheminement des CS Rapports de vérification des systèmes technologiques Rapports d'experts	Rapports d'activités / de cheminement des CS Sondages / entrevues Rapports mensuels des CS	Rapports d'experts Sondages / entrevues

STRATÉGIE B1 : CONSTRUIRE OU AMÉLIORER DES INSTALLATIONS SCOLAIRES

ACTIVITÉS STRATÉGIQUES	MAÎTRE D'ŒUVRE ⇒ BÉNÉFICIAIRES	EXTRANTS	RÉSULTATS À COURT TERME	RÉSULTATS À MOYEN TERME
Amélioration des installations scolaires	12 CS, écoles ⇒ Élèves Parents Personnel enseignant Cadres	Priorisation des besoins en termes d'installation dans les CS Projets d'amélioration soumis par les CS	Prestation accrue des services pédagogiques Amélioration des structures d'accueil pour les parents	Adéquation accrue entre la qualité des installations scolaires et les besoins des communautés francophones
INDICATEURS :		B1.1. Nombre de projets financés d'amélioration des installations scolaires B1.2. % des projets d'amélioration des installations financés qui sont achevés	B1.3. Perception des élèves, des parents, du personnel enseignant et des cadres quant à la prestation accrue des services pédagogiques B1.4. Perception des parents quant à l'amélioration des structures d'accueil	B1.5. Perception du niveau d'amélioration des installations scolaires à l'intérieur des CS
SOURCES DE DONNÉES :		Rapports d'activités / de cheminement des CS Registres administratifs des CS	Sondages / entrevues	Sondage / entrevues

STRATÉGIE B2 : ÉTABLIR DES RÉSEAUX TECHNOLOGIQUES ENTRE CONSEILS SCOLAIRES POUR LES COMMUNICATIONS INTERNES ET EXTERNES

ACTIVITÉS STRATÉGIQUES	MAÎTRE D'ŒUVRE → BÉNÉFICIAIRES	EXTRANTS	RÉSULTATS À COURT TERME	RÉSULTATS À MOYEN TERME
Établissement de réseaux technologiques reliant les CS et les écoles	12 CS, écoles → Personnel enseignant Élèves Parents Communauté francophone	WAN reliant les CS et les écoles LAN dans chaque CS et dans chaque école Système de vidéoconférence dans chaque école secondaire Soutien et formation techniques pour les usagers	Communication administrative efficace entre les conseils scolaires Perfectionnement du personnel enseignant par le biais de la vidéoconférence Participation à distance aux réunions des CS Utilisation des équipements de vidéoconférence par les membres de la communauté francophone	
INDICATEURS :		<p>B2.1. % des CS et des écoles secondaires branchés en réseau</p> <p>B2.2. % des CS et des écoles secondaires disposant d'équipements de vidéoconférence</p> <p>B2.3. # et types de soutien et de formation techniques aux technologies de communication</p> <p>B2.4. Taux de participation des usagers aux formations techniques aux technologies de communication</p>	<p>B2.5. Perception des usagers à l'endroit du soutien et de la formation techniques aux technologies de communication</p> <p>B2.6. Perception des cadres et conseillères / conseillers scolaires en regard de l'efficacité des réseaux technologiques de communication</p> <p>B2.7. Degré de perfectionnement du personnel enseignant par le biais de la vidéoconférence</p> <p>B2.8. Fréquence d'accès à distance des parents aux réunions des CS</p> <p>B2.9. Fréquence d'utilisation communautaire des équipements de communication à distance dans les écoles</p>	
SOURCES DE DONNÉES :		<p>Plage horaire des séances de formation technique</p> <p>Rapports de vérification des systèmes technologiques</p> <p>Rapports d'activités / de cheminement des CS</p> <p>Registres administratifs des CS</p>	<p>Rapports d'activités / de cheminement des CS</p> <p>Registres administratifs des CS</p> <p>Sondages / entrevues</p>	

CADRE D'ÉVALUATION DE L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA-ONTARIO SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE

STRATÉGIE C1 : METTRE EN ŒUVRE UNE POLITIQUE D'AMÉNAGEMENT LINGUISTIQUE AU NIVEAU LOCAL EN VUE D'AIDER LES ÉLÈVES DE LANGUE FRANÇAISE À RELEVER LES DÉFIS QUE POSE L'APPRENTISSAGE DANS UN CONTEXTE DE LANGUE MINORITAIRE

ACTIVITÉS STRATÉGIQUES	MAÎTRE D'ŒUVRE → BÉNÉFICIAIRES	EXTRANTS	RÉSULTATS À COURT TERME	RÉSULTATS À MOYEN TERME
Aménagement linguistique	12 CS, écoles → Personnel enseignant Élèves Parents Communauté francophone	Analyse des besoins locaux en aménagement linguistique Plan concerté en aménagement linguistique Politique locale en aménagement linguistique Matériel pédagogique adapté en aménagement linguistique Formation du personnel enseignant en aménagement linguistique Mécanismes de participation des élèves et des parents aux activités culturelles	Compétence accrue du personnel enseignant en aménagement linguistique Nombre et qualité accrus d'activités pédagogiques d'aménagement linguistique en classe Pratiques d'enseignement harmonisées et adaptées Utilisation en salle de classe des compétences acquises par le personnel enseignant lors de la formation Participation accrue des parents et des élèves aux activités de la communauté scolaire	Inscription et rétention accrues des élèves Diplômation accrue Préparation adéquate des élèves pour le marché du travail dans le cadre de l'éducation coopérative Utilisation du français en salle de classe et en dehors de celle-ci

CADRE D'ÉVALUATION DE L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA-ONTARIO SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE

INDICATEURS :	<p>C1.1. Rapport sur les besoins locaux en aménagement linguistique</p> <p>C1.2. Politique et plan d'aménagement linguistique local</p> <p>C1.3. # et type de matériel pédagogique produit en aménagement linguistique</p> <p>C1.4. # et type de formation donnée au personnel enseignant en aménagement linguistique</p> <p>C1.5. Taux de participation du personnel enseignant aux séances de formation en aménagement linguistique</p> <p>C1.6. Activités d'animation culturelle développées</p>	<p>C1.7. Degré d'utilisation des activités pédagogiques et autres activités dans le cadre de l'aménagement linguistique</p> <p>C1.8. Degré d'intégration du matériel dans les activités pédagogiques</p> <p>C1.9. Degré d'harmonisation et d'adaptation des pratiques d'enseignement</p> <p>C1.10. Perceptions du personnel enseignant et des cadres en regard des compétences du personnel enseignant effectivement utilisées en aménagement linguistique</p> <p>C1.11. Taux de participation des parents aux activités d'animation culturelle</p> <p>C1.12. Perception du personnel enseignant et des cadres à l'endroit de la formation en aménagement linguistique</p>	<p>C1.13. Nombre d'inscriptions</p> <p>C1.14. Taux général de rétention des élèves</p> <p>C1.15. Taux de rétention des élèves lors du passage du primaire au secondaire</p> <p>C1.16. Taux de transition vers le palier postsecondaire, et en particulier les collèges de langue française et les universités bilingues</p> <p>C1.17. Taux de diplomation</p> <p>C1.18. Perception des employeurs à l'égard de la préparation des élèves au marché du travail dans le cadre de l'éducation coopérative</p> <p>C1.19. Perception du personnel enseignant et des cadres à l'égard de l'usage du français en salle de classe et en dehors de celle-ci</p>
SOURCES DE DONNÉES :	<p>Rapports d'activités / de cheminement des CS</p> <p>Registres administratifs des CS</p>	<p>Rapports d'activités / de cheminement des CS</p> <p>Sondages / entrevues</p> <p>Rapports d'expertise</p>	<p>Registres administratifs provinciaux</p> <p>Sondages / entrevues</p>

STRATÉGIE C2 : FOURNIR AUX ÉLÈVES DE LANGUE FRANÇAISE LES SERVICES DE SOUTIEN REQUIS POUR LES AIDER À ATTEINDRE UN MEILLEUR RENDEMENT SCOLAIRE

ACTIVITÉS STRATÉGIQUES	MAÎTRE D'ŒUVRE → BÉNÉFICIAIRES	EXTRANTS	RÉSULTATS À COURT TERME	RÉSULTATS À MOYEN TERME
Mise en place de services de soutien à l'enfance en difficulté	12 CS, écoles → Personnel enseignant Élèves Parents Communauté francophone	Diagnostiques des besoins spéciaux des élèves Modèles, programmes et services pour l'enfance en difficulté (orthophonie, psychologie...) Formation du personnel enseignant	Compétence accrue du personnel enseignant en matière de soutien à l'enfance en difficulté Encadrement des élèves en difficulté par des services spécialisés	Inscription et rétention accrues des élèves Diplômation accrue Préparation adéquate des élèves pour le marché du travail dans le cadre de l'éducation coopérative Utilisation du français en salle de classe et en dehors de celle-ci
INDICATEURS :		C2.1. Rapport sur les besoins des élèves en difficulté C2.2. #, variété et caractère novateur des modèles, programmes et services pour l'enfance en difficulté C2.3. # et type de formation donnée au personnel enseignant en services spécialisés C2.4. Taux de participation du personnel enseignant aux séances de formation en services spécialisés	C2.5. Perception du personnel enseignant et des cadres à l'endroit de la formation reçue en services spécialisés C2.6. Perception du personnel enseignant et des cadres en regard des compétences du personnel enseignant en matière de soutien à l'enfance en difficulté C2.7. Proportion des élèves en difficulté utilisant les services spécialisés	C2.8. Nombre d'inscriptions C2.9. Taux de diplômation C2.10. Taux général de rétention des élèves C2.11. Taux de rétention des élèves lors du passage du primaire au secondaire C2.12. Taux de transition vers le palier postsecondaire, et en particulier les collèges de langue française et les universités bilingues C2.13. Perception des employeurs à l'égard de la préparation des élèves au marché du travail dans le cadre de l'éducation coopérative C2.14. Perception à l'égard de l'usage du français en salle de classe et en dehors de celle-ci

CADRE D'ÉVALUATION DE L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA-ONTARIO SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE

SOURCES DE DONNÉES :	Rapports d'activités / de cheminement des CS	Rapports d'activités / de cheminement des CS	Registres administratifs provinciaux
	Registres administratifs des CS	Sondages / entrevues	Sondages / entrevues
	Rapports d'experts		

CADRE D'ÉVALUATION DE L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA-ONTARIO SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE

STRATÉGIE C3 : OFFRIR DES PROGRAMMES ÉDUCATIONNELS SUR DE VASTES ÉTENDUES GÉOGRAPHIQUES À L'AIDE DES TECHNOLOGIES D'ÉDUCATION À DISTANCE

ACTIVITÉS STRATÉGIQUES	MAÎTRE D'ŒUVRE → BÉNÉFICIAIRES	Extrants	RÉSULTATS À COURT TERME	RÉSULTATS À MOYEN TERME
Développement de programmes d'enseignement et d'apprentissage à distance	12 CS, écoles → Personnel enseignant Élèves Parents Communauté francophone	Stratégie d'intégration des technologies d'apprentissage Programmes d'enseignement et d'apprentissage à distance Formation et soutien techniques du personnel enseignant	Gamme élargie de cours en français reçus par les élèves de la province Compétence accrue du personnel enseignant à l'usage des technologies à distance Intégration des technologies en salle de classe	Inscription et rétention accrues des élèves Diplômation accrue Préparation adéquate des élèves pour le marché du travail dans le cadre de l'éducation coopérative Utilisation du français en salle de classe et en dehors de celle-ci
INDICATEURS		C3.1. Stratégie d'intégration des technologies d'apprentissage C3.2. # et variété de programmes d'enseignement et d'apprentissage à distance C3.3. # et types de services de soutien et de formations techniques aux technologies d'apprentissage C3.4. Taux de participation du personnel enseignant en matière de formation aux technologies d'apprentissage	C3.5. Perception du personnel enseignant et des cadres scolaires à l'endroit du soutien et de la formation techniques aux technologies d'apprentissage C3.6. Éventail de cours offerts dans les écoles. C3.7. Perception du personnel enseignant et des cadres en regard des compétences du personnel enseignant face à l'usage des technologies de l'enseignement à distance C3.8. Fréquence d'utilisation des nouvelles technologies en salle de classe	C3.9. Nombre d'inscriptions C3.10. Taux de diplômation C3.11. Taux général de rétention des élèves C3.12. Taux de rétention des élèves lors du passage du primaire au secondaire C3.13. Taux de transition vers le palier postsecondaire, et en particulier les collèges de langue française et les universités bilingues C3.14. Perception des employeurs à l'égard de la préparation des élèves au marché du travail dans le cadre de l'éducation coopérative C3.15. Perception à l'égard de l'usage du français en salle de classe et en dehors de celle-ci

CADRE D'ÉVALUATION DE L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA-ONTARIO SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE

SOURCES DE DONNÉES	Cartables de cours (description/questionnaire d'évaluation) Rapports d'activités / de cheminement des CS Registres administratifs des CS	Rapports d'activités / de cheminement des CS Registres administratifs provinciaux Sondages / entrevues	Registres administratifs provinciaux Sondages / entrevues
---------------------------	---	---	---

6. QUESTIONS D'ÉVALUATION

Pour faciliter la compréhension et l'utilisation des indicateurs définis ci-dessus, des questions d'évaluation sont formulées dans le tableau qui suit. Lors des évaluations formative et sommative, ce sont ces questions auxquelles on cherchera des réponses. Chaque question renvoie à un ou plusieurs indicateurs, lesquels sont signalés dans la colonne de droite par leur code. Certaines questions de synthèse ne renvoient pas à des indicateurs particuliers parce qu'elles devront s'appuyer sur une analyse des résultats pris globalement.

QUESTIONS D'ÉVALUATION		INDICATEURS
Pertinence		
1.	Dans quelle mesure les besoins qui étaient à l'origine de l'Entente ont-ils été comblés au cours de la période couverte par cette Entente? L'Entente a-t-elle besoin d'être renouvelée?	Perception des partenaires de l'Entente
Mise en œuvre		
2.	Dans quelle mesure les mécanismes de consultation et de communication entre les partenaires de l'Entente sont-ils adéquats?	A0.1, A0.6
3.	Dans quelle mesure la méthode d'allocation des fonds et les processus et les mécanismes de financement des projets des CS sont-ils adéquats? Y a-t-il partage équitable, transparence et objectivité?	A0.2, A0.3, A0.6, A0.7
4.	Dans quelle mesure les directives en matière de rapports de contrôle sont-elles pertinentes? Les CS s'y conforment-ils?	A0.4
5.	Dans quelle mesure le déboursement des enveloppes et les échéances fixés dans le Plan d'affaires sont-ils respectés?	A0.8
6.	Dans quelle mesure le cadre d'évaluation de l'Entente est-il pertinent et produit-il des informations utiles à la gestion?	A0.5, A0.9
7.	Dans quelle mesure les CS ont-ils mis en place leur structure administrative?	A1.1, A1.2, A1.3, A1.4, A1.5
8.	Dans quelle mesure des systèmes informatiques de gestion (SIG) en réseau ont-ils été adoptés et utilisés par l'ensemble des conseils scolaires? Les formations et l'appui techniques offerts au personnel ont-ils été à la mesure de leurs besoins?	A2.1, A2.2, A2.3, A2.4, A2.7
9.	Dans quelle mesure des améliorations aux installations scolaires ont-elles été apportées?	B1.1, B1.2
10.	Dans quelle mesure des réseaux technologiques relient-ils tous les conseils scolaires et toutes les écoles? Les formations et l'appui techniques offerts au personnel ont-ils été à la mesure de leurs besoins?	B2.1, B2.2, B2.3, B2.4, B2.5
11.	Dans quelle mesure une politique et un plan d'aménagement linguistique ont-ils été mis en œuvre par chacun des conseils scolaires? Du matériel et des activités pédagogiques ont-ils été développés? Les formations et l'appui techniques offerts au personnel enseignant ont-ils été à la mesure de leurs besoins?	C1.1, C1.2, C1.3, C1.4, C1.5, C1.6, C1.12
12.	Dans quelle mesure des modèles, des programmes et des services de soutien à l'enfance en difficulté ont-ils été mis en œuvre par tous les conseils scolaires? Les formations et l'appui techniques offerts au personnel enseignant ont-ils été à la mesure de leurs besoins?	C2.1, C2.2, C2.3, C2.4, C2.5
13.	Dans quelle mesure des programmes d'enseignement et d'apprentissage à distance ont-ils été mis en œuvre par tous les conseils scolaires? Les formations et l'appui techniques offerts au personnel enseignant ont-ils été à la mesure de leurs besoins?	C3.1, C3.2, C3.3, C3.4, C3.5
Progrès (atteinte des résultats à court terme)		

QUESTIONS D'ÉVALUATION	INDICATEURS
14. Dans quelle mesure les structures administratives des conseils scolaires sont-elles opérationnelles et intégrées?	A1.6, A1.7, A1.8, A1.9, A1.10, A2.5, A2.6
15. Dans quelle mesure enregistre-t-on une réduction sensible des coûts selon un des principes des fonds de restructuration?	A1.11
16. Dans quelle mesure l'amélioration des installations scolaires a-t-elle permis une prestation accrue des services pédagogiques et de meilleures structures d'accueil pour les parents?	B1.3, B1.4, B1.5
17. Dans quelle mesure les réseaux technologiques permettent-ils une communication administrative efficace entre conseils scolaires?	B2.5, B2.6
18. Dans quelle mesure l'établissement de réseaux vidéoconférence a-t-il permis le perfectionnement du personnel enseignant?	B2.7
19. Dans quelle mesure l'établissement de réseaux technologiques entre les conseils scolaires et les écoles a-t-il permis la participation à distance des parents aux réunions des conseils scolaires?	B2.8
20. Dans quelle mesure les membres de la communauté francophone utilisent-ils les équipements de vidéoconférence?	B2.9
21. Dans quelle mesure les structures administratives, les installations scolaires et les réseaux technologiques des conseils scolaires sont-ils suffisamment développés pour contribuer à l'amélioration du rendement des élèves de langue française?	Bilan de l'analyse des résultats
22. Dans quelle mesure le personnel enseignant a-t-il accru ses compétences en aménagement linguistique?	C1.10, C1.12
23. Dans quelle mesure le matériel et les activités pédagogiques développés pour l'aménagement linguistique sont-ils plus nombreux et de meilleure qualité et intégrés en classe?	C1.7, C1.8,
24. Dans quelle mesure les pratiques d'enseignement sont-elles plus harmonisées et adaptées?	C1.9
25. Dans quelle mesure les compétences acquises par le personnel enseignant en matière d'aménagement linguistique sont-elles utilisées en classes?	C1.10
26. Dans quelle mesure les parents sont-ils davantage impliqués dans les activités et la programmation scolaires?	C1.11
27. Dans quelle mesure le personnel enseignant est-il davantage compétent en matière de soutien à l'enfance en difficulté?	C2.5, C2.6
28. Dans quelle mesure les élèves en difficulté ont-ils recours aux services qui leur sont offerts?	C2.7
29. Dans quelle mesure le développement de programmes d'enseignement et d'apprentissage à distance a-t-il élargi la gamme des cours en français reçus par les élèves de la province?	C3.6
30. Dans quelle mesure les technologies d'enseignement et d'apprentissage à distance sont-elles intégrées en salle de classe?	C3.8
31. Dans quelle mesure le personnel enseignant est-il compétent dans l'usage des technologies à distance?	C3.5, C3.7
Succès (atteinte des résultats à moyen terme)	
32. Dans quelle mesure les systèmes informatiques de gestion (SIG) en réseau adoptés sont-ils efficaces et efficaces?	A2.8, A2.9
33. Dans quelle mesure les installations scolaires correspondent-elles mieux aux besoins des élèves et des parents	B1.5
34. Dans quelle mesure les activités de l'Entente ont-elles suscité une	C1.13, C1.14, C1.15,

QUESTIONS D'ÉVALUATION	INDICATEURS
augmentation du nombre d'inscriptions et une meilleure rétention des élèves dans les écoles de langue française?	C1.16, C2.8, C2.10, C2.11, C2.12, C3.9, C3.11, C3.12, C3.13
35. Dans quelle mesure les activités de l'Entente se traduisent-elles par un nombre plus élevé de diplômés?	C1.17, C2.9, C3.10
36. Dans quelle mesure les élèves de l'éducation coopérative sont-ils adéquatement préparés pour le marché du travail?	C1.18, C2.13, C3.14
37. Dans quelle mesure l'Entente se traduit-elle par une plus grande utilisation du français en salle de classe? En dehors de celle-ci?	C1.19, C2.14, C3.15
38. L'Entente a-t-elle eu des effets non anticipés pour le ministère de l'Éducation de l'Ontario? Pour Patrimoine canadien? Pour les conseils scolaires?	Perception des partenaires de l'Entente
39. Y a-t-il des composantes de l'Entente qui ne sont pas encore réalisées? Si oui, lesquelles? Quelles en sont les raisons principales?	Bilan de l'analyse des résultats
40. Dans quelle mesure les résultats de l'Entente sont-ils durables?	Bilan de l'analyse des résultats
Rentabilité	
41. Les ressources humaines et financières allouées à cette Entente sont-elles suffisantes pour lui permettre de rencontrer ses objectifs?	Bilan de l'analyse des résultats
42. L'Entente est-elle rentable? Les résultats obtenus sont-ils proportionnels aux ressources investies?	Expertise économique

7. PLAN D'ÉVALUATION

Ce plan d'évaluation fournit des indications sur le qui, le quand et le comment de la mise en œuvre de l'évaluation.

7.1. Équipe d'évaluation

7.1.1. Le ministère de l'Éducation

Le ministère de l'Éducation aura la responsabilité de superviser les évaluations formative, sommative et de suivi de l'Entente. Il devra affecter des ressources internes et externes à l'élaboration des instruments standardisés de collecte des données, à la coordination de la collecte et à l'analyse des données. Des ressources externes devront en particulier être chargées des questions d'évaluation relatives à la gestion de l'Entente.

7.1.2. Les conseils scolaires de langue française

Les conseils scolaires recueilleront de façon continue une grande partie des données. Ils seront aussi responsables de voir à la collecte des données en continu qui sera réalisée au niveau des écoles, notamment pour les données relatives aux usagers, au personnel enseignant, aux parents, etc. Il faut insister que la collecte se réalise pour l'essentiel en continu, de telle sorte que lors des évaluations formative, sommative et de suivi, les données seront déjà recueillies. Les responsables des conseils pourront toutefois analyser de façon préliminaire certaines des données recueillies afin d'éclairer leurs choix de planification et de gestion. Les tableaux à la section suivante précisent quels sont les indicateurs pour lesquels ils devront recueillir l'information.

7.2. Les sources et les instruments d'évaluation

Le tableau des résultats attendus et des indicateurs (section 5) indique plusieurs sources de données pour chaque indicateur. Certaines de ces sources sont déjà disponibles dans les écoles, les conseils scolaires ou au ministère (par exemple : Registres administratifs provinciaux, Plans stratégiques des conseils, Rapport de la Commission d'amélioration, etc.). Les rapports d'activités / de cheminement des conseils sont déjà en place, mais ils seront substantiellement modifiés pour répondre aux besoins de l'évaluation.

D'autres sources seront constituées expressément aux fins de la présente évaluation au moyen d'instruments de collecte de données tels que des questionnaires de sondages et d'entrevues, des registres et des rapports de vérification et d'expertise. On trouvera à l'Annexe C un tableau qui fournit une liste des instruments à développer, avec des indications concernant les responsabilités et le calendrier relatifs à chaque instrument.

Les tableaux ci-dessous récapitulent les indicateurs de mesure pour chacun des outils de collecte de données. Les codes des indicateurs renvoient directement au Tableau des résultats et indicateurs (section 5). Certains indicateurs peuvent apparaître sous plusieurs sources. Ainsi par exemple, le Rapport sur les besoins locaux en aménagement linguistique (C1.1) trouve sa source primaire dans les Registres administratifs des CS, mais est aussi mentionné dans les Rapports d'activités / de cheminement des CS dans la mesure où ces derniers devraient en faire état.

Les tableaux précisent également quand ces indicateurs devront être mesurés, à savoir lors de l'évaluation formative, de l'évaluation sommative ou de l'évaluation de suivi.

Enfin, les tableaux indiquent qui des conseils scolaires (CS) ou du ministère de l'Éducation (ÉDU.) sont les responsables de la collecte des données pour chaque indicateur.

7.2.1. Rapports d'activités / de cheminement des CS

Réalisés périodiquement par les conseils scolaires dans le cadre de l'Entente, les rapports d'activités / de cheminement constituent la principale source de données. Le ministère reverra les paramètres de ces rapports pour qu'ils incluent les informations requises aux fins de l'évaluation, tout en ne dédoublant pas inutilement les sources de données. Plusieurs des indicateurs repris ici ont aussi d'autres sources de données primaires, telles que les Registres administratifs des CS, etc.

Indicateurs	Évaluation formative An III	Évaluation sommative An V	Suivi après 3 ans	Respons. de la collecte
A0.8 Respect du déboursement des enveloppes et des échéances de réalisations prévues au Plan d'affaires		X		CS
A0.9 Niveau d'utilisation des résultats d'évaluation formative de l'Entente afin d'améliorer sa gestion		X		CS
A1.3 Niveau d'harmonisation, # et types de procédures administratives standardisées à l'intérieur de chaque CS	X			CS
A1.8 Degré d'utilisation des procédures standardisées		X		CS
A2.1 # d'ententes conclues entre les conseils au chapitre des SIG en réseau	X	X		CS
A2.2 # et envergure des SIG en réseau mis en place (SAP, Trillium...)	X	X		CS
A2.3 # et types de soutien et de formation techniques aux SIG	X	X		CS
A2.4 Taux de participation des usagers aux formations aux SIG	X			CS
A2.8 Degré d'utilisation et d'efficacité des SIG adoptés	X	X		CS
B1.1 Nombre de projets financés pour l'amélioration des		X	X	CS, ÉDU

CADRE D'ÉVALUATION DE L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA-ONTARIO SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE

Indicateurs	Évaluation formative An III	Évaluation sommative An V	Suivi après 3 ans	Respons. de la collecte
installations scolaires				
B1.2 % des projets d'amélioration des installations financés qui sont complétés		X	X	CS, ÉDU
B2.1 % des CS et des écoles secondaires branchés en réseau	X			CS
B2.2 % des CS et des écoles secondaires disposant d'équipements de vidéoconférence	X			CS
B2.3 # et types de soutien et de formation techniques aux technologies de communication	X			CS
B2.4 Taux de participation des usagers aux formations techniques aux technologies de communication	X			CS
B2.7 Degré de perfectionnement du personnel enseignant par le biais de la vidéoconférence		X		CS
B2.8 Fréquence d'accès à distance des parents aux réunions des CS		X		CS
B2.9 Fréquence d'utilisation communautaire des équipements de communication à distance dans les écoles		X		CS
C1.1 Rapport sur les besoins locaux en aménagement linguistique		X		CS
C1.2 Politique et plan d'aménagement linguistique local		X		CS
C1.3 # et type de matériel pédagogique produit en aménagement linguistique		X		CS
C1.4 # et type de formation donnée au personnel enseignant en aménagement linguistique		X		CS
C1.5 Taux de participation du personnel enseignant aux séances de formation en aménagement linguistique		X		CS
C1.6 Activités d'animation culturelle développées		X		CS
C1.7 Degré d'utilisation des activités pédagogiques et autres activités dans le cadre de l'aménagement linguistique		X		CS
C1.11 Taux de participation des parents aux activités d'animation culturelle		X		CS
C2.1 Rapport sur les besoins des élèves en difficulté		X		CS
C2.2 #, variété et caractère novateur des modèles, programmes et services pour l'enfance en difficulté		X		CS
C2.3 # et type de formation donnée au personnel enseignant en services spécialisés		X		CS
C2.4 Taux de participation du personnel enseignant aux séances de formations en services spécialisés		X		CS
C2.7 Proportion des élèves en difficulté utilisant les services spécialisés		X		CS
C3.1 Stratégie d'intégration des technologies d'apprentissage adoptée		X		CS
C3.2 # et variété de programmes d'enseignement et d'apprentissage à distance		X		CS
C3.3 # et types de services de soutien et de formations techniques aux technologies d'apprentissage		X		CS

Indicateurs	Évaluation formative An III	Évaluation sommative An V	Suivi après 3 ans	Respons. de la collecte
C3.4 Taux de participation du personnel enseignant en matière de formation aux technologies d'apprentissage		X		CS
C3.6 Éventail de cours offerts dans les écoles		X		ÉDU.
C3.8 Fréquence d'utilisation des nouvelles technologies en salle de classe		X		CS

7.2.2. Registres administratifs des conseils scolaires

Les registres administratifs des conseils scolaires constituent une source de renseignements multiples aux fins de l'évaluation. Nous avons inclus à ce tableau d'autres sources plus précises, auxquelles fait référence le tableau des résultats attendus, y compris les Plans d'action des CS, le Rapport de la Commission d'amélioration et les données préparées par les CS pour le compte de la Commission, les Rapports annuels des directions des CS, les Rapports mensuels des CS, les Plans stratégiques des CS, les Rapports financiers des CS, les Plages horaires des séances de formation technique, les Cartables de cours (description / questionnaire d'évaluation).

Indicateurs	Évaluation formative An III	Évaluation sommative An V	Suivi après 3 ans	Respons. de la collecte
A1.1 Plan d'action adoptés	X			CS
A1.2 # et envergure des ententes de partage	X			CS
A1.3 Niveau d'harmonisation, # et types de procédures administratives standardisées à l'intérieur de chaque CS	X			CS
A1.5 # de conventions collectives regroupées par syndicat	X			CS
A1.8 Degré d'utilisation des procédures standardisées		X		CS
A1.10, A2.6 Plans stratégiques en place	X	X		CS
A2.1 # d'ententes conclues entre les conseils au chapitre des SIG en réseau	X	X		CS
A2.2 # et envergure des SIG en réseau mis en place (SAP, Trillium...)	X	X		CS
A2.3 # et types de soutien et de formation techniques aux SIG	X	X		CS
A2.4 Taux de participation des usagers aux formations aux SIG	X			CS
A2.8 Degré d'utilisation et d'efficacité des SIG adoptés	X	X		CS
B1.1 Nombre de projets financés d'amélioration des installations scolaires		X	X	CS, ÉDU
B1.2 % des projets d'amélioration des installations financés qui sont complétés		X	X	CS, ÉDU
B2.1 % des CS et des écoles secondaires branchés en réseau	X			CS
B2.2 % des CS et des écoles secondaires disposant d'équipements de vidéoconférence	X			CS
B2.3 # et types de soutien et de formation techniques aux technologies de communication	X			CS
B2.4 Taux de participation des usagers aux formations techniques aux technologies de communication	X			CS

Indicateurs	Évaluation formative An III	Évaluation sommative An V	Suivi après 3 ans	Respons. de la collecte
B2.7 Degré de perfectionnement du personnel enseignant par le biais de la vidéoconférence		X		CS
B2.8 Fréquence d'accès à distance des parents aux réunions des CS		X		CS
B2.9 Fréquence d'utilisation communautaire des équipements de communication à distance dans les écoles		X		CS
C1.1 Rapport sur les besoins locaux en aménagement linguistique		X		CS
C1.2 Politique et plan d'aménagement linguistique local		X		CS
C1.3 # et type de matériel pédagogique produit en aménagement linguistique		X		CS
C1.4 # et type de formation donnée au personnel enseignant en aménagement linguistique		X		CS
C1.5 Taux de participation du personnel enseignant aux séances de formation en aménagement linguistique		X		CS
C1.6 Activités d'animation culturelle développées		X		CS
C1.7 Degré d'utilisation des activités pédagogiques et autres activités dans le cadre de l'aménagement linguistique		X		CS
C1.11 Taux de participation des parents aux activités d'animation culturelle		X		CS
C2.1 Rapport sur les besoins des élèves en difficulté		X		CS
C2.2 #, variété et caractère novateur des modèles, programmes et services pour l'enfance en difficulté		X		CS
C2.3 # et type de formation donnée au personnel enseignant en services spécialisés		X		CS
C2.4 Taux de participation du personnel enseignant aux séances de formations en services spécialisés		X		CS
C2.7 Proportion des élèves en difficulté utilisant les services spécialisés		X		CS
C3.1 Stratégie d'intégration des technologies d'apprentissage adoptée		X		CS
C3.2 # et variété de programmes d'enseignement et d'apprentissage à distance		X		CS
C3.3 # et types de services de soutien et de formations techniques aux technologies d'apprentissage		X		CS
C3.4 Taux de participation du personnel enseignant en matière de formation aux technologies d'apprentissage		X		CS
C3.6 Éventail de cours offerts dans les écoles		X		ÉDU.
C3.8 Fréquence d'utilisation des nouvelles technologies en salle de classe		X		CS

7.2.3. Sondages / entrevues

Les questionnaires de sondage / entrevue standardisés devront être élaborés et administrés sous la supervision du ministère de l'Éducation. Dans plusieurs cas (par exemple, la perception des participants lors des multiples formations techniques), les sondages seront effectués au fur et à

mesure des activités au niveau des écoles et les résultats bruts seront remis aux conseils scolaires, lesquels en rendront compte dans leurs rapports d'activités / de cheminement au ministère de l'Éducation. Dans d'autres cas (par exemple la perception de l'utilité des ententes de partage), les questionnaires seront administrés par les évaluateurs à l'occasion des évaluations formative, sommative et de suivi.

Indicateurs	Évaluation formative An III	Évaluation sommative An V	Suivi après 3 ans	Respons. de la collecte
A0.1 Perception des CS quant au niveau d'adéquation des mécanismes de consultation et de communication	X	X		CS, ÉDU.
A0.2 Perception des CS quant au niveau d'adéquation de la méthode d'allocation budgétaire aux CS (détermination des enveloppes)	X	X		CS, ÉDU.
A0.3 Perception des CS quant au niveau d'adéquation des processus et mécanismes de financement de projet	X	X		CS, ÉDU.
A0.4 Perception des CS et des cadres d'ÉDU quant au degré de pertinence et de conformité des directives relatives à la soumission des rapports	X	X		CS, ÉDU.
A0.5 Perception des CS quant au degré de pertinence du cadre d'évaluation	X	X		CS, ÉDU.
A0.7 Perception des CS quant à la transparence et à l'équité de l'allocation des fonds	X	X		CS, ÉDU.
A1.6, A2.5 Perception des cadres sur le degré d'opérationnalisation des CS	X	X		CS, ÉDU.
A1.7 Perception des CS sur l'utilité des ententes de partage	-X-	X		-CS, ÉDU.
A2.7 Perception des usagers à l'endroit du soutien et de la formation techniques aux SIG	X			CS, ÉDU.
A2.9 Perception des cadres quant à l'efficacité des SIG adoptés	X	X		CS, ÉDU.
B1.3 Perception des élèves, des parents, du personnel enseignant et des cadres quant à la prestation accrue des services pédagogiques		X		CS, ÉDU.
B1.4 Perception des parents quant à l'amélioration des structures d'accueil		X		CS, ÉDU.
B1.5 Perception du niveau d'amélioration des installations scolaires à l'intérieur des CS			X	CS, ÉDU.
B2.5 Perception des usagers à l'endroit du soutien et de la formation techniques aux technologies de communication		X		CS, ÉDU.
B2.6 Perception des cadres et conseillères / conseillers scolaires en regard de l'efficacité des réseaux technologiques de communication		X		CS, ÉDU.
C1.12 Perception du personnel enseignant et des cadres à l'endroit de la formation en aménagement linguistique		X		CS, ÉDU.
C1.10 Perceptions du personnel enseignant et des cadres en regard des compétences du personnel enseignant effectivement utilisées en aménagement linguistique		X		CS, ÉDU.
C1.18, C2.13, C3.14 Perception des employeurs à l'égard de la préparation des élèves au marché du travail dans le cadre de l'éducation coopérative			X	CS, ÉDU.
C1.19, C2.14, C3.15 Perception du personnel enseignant et des			X	CS, ÉDU.

Indicateurs	Évaluation formative An III	Évaluation sommative An V	Suivi après 3 ans	Respons. de la collecte
cadres à l'égard de l'usage du français en salle de classe et en dehors de celle-ci				
C2.5 Perception du personnel enseignant et des cadres à l'endroit de la formation reçue en services spécialisés		X		CS, ÉDU.
C2.6 Perception du personnel enseignant et des cadres en regard des compétences du personnel enseignant en matière de soutien à l'enfance en difficulté		X		CS, ÉDU.
C3.5 Perception du personnel enseignant et des cadres scolaires à l'endroit du soutien et de la formation techniques aux technologies d'apprentissage		X		CS, ÉDU.
C3.7 Perception du personnel enseignant et des cadres en regard des compétences du personnel enseignant face à l'usage des technologies de l'enseignement à distance		X		CS, ÉDU.

7.2.4. Vérification des systèmes / Expertise externe

Certaines questions plus complexes exigent que des experts se penchent pour mesurer le progrès accompli. Les réponses aux indicateurs ci-dessous se retrouveront dans leurs rapports. Le tableau ci-dessous indique donc les questions sur lesquelles des experts devront se pencher.

Indicateurs	Évaluation formative An III	Évaluation sommative An V	Suivi après 3 ans	Respons. de la collecte
A1.4 Niveau d'harmonisation, # et types de procédures administratives mise en commun par les 12 CS	X	X		CS, ÉDU.
A1.9 Degré d'intégration des conventions collectives	X	X		CS
A2.2 # et envergure des SIG en réseau mis en place (SAP, Trillium...)	X			CS
A2.8 Degré d'utilisation et d'efficacité des SIG adoptés		X		CS
B2.1 % des CS et des écoles secondaires branchés en réseau	X			CS
B2.2 % des CS et des écoles secondaires disposant d'équipements de vidéoconférence	X			CS
C1.8 Degré d'intégration du matériel dans les activités pédagogiques		X		CS
C1.9 Degré d'harmonisation et d'adaptation des pratiques d'enseignement		X		CS
C2.2 #, variété et caractère novateur des modèles, programmes et services pour l'enfance en difficulté		X		CS

7.2.5. Registres administratifs provinciaux

Le ministère dispose de registres administratifs qui rassemblent, pour l'ensemble de la province, des données générales sur les résultats scolaires et des rapports de tous les conseils scolaires. Le tableau ci-dessous fait référence à cette source. De plus, nous avons inclus dans ce tableau, les indicateurs qui puiseront dans les sources primaires de données suivantes : Rapport du Gouvernement de l'Ontario au Gouvernement du Canada concernant l'Entente, Comptes rendus du CODELF et des comités conjoints, les Rapports financiers des CS.

Ces sources serviront à mesurer les indicateurs suivants.

Indicateurs	Évaluation formative An III	Évaluation sommative An V	Suivi après 3 ans	Respons. de la collecte
A0.1 Perception des CS quant au niveau d'adéquation des mécanismes de consultation et de communication	X	X		ÉDU.
A0.2 Perception des CS quant au niveau d'adéquation de la méthode d'allocation budgétaire aux CS (détermination des enveloppes)	X	X		ÉDU.
A0.3 Perception des CS quant au niveau d'adéquation des processus et mécanismes de financement de projet	X	X		ÉDU.
A0.4 Perception des CS et des cadres d'ÉDU quant au degré de pertinence et de conformité des directives relatives à la soumission des rapports	X	X		ÉDU.
A0.5 Perception des CS quant au degré de pertinence du cadre d'évaluation	X	X		ÉDU.
A0.6 Degré de participation des CS à la prise de décision	X	X		ÉDU.
A0.8 Respect du déboursement des enveloppes et des échéances de réalisations prévues au Plan d'affaires		X		ÉDU.
A0.9 Niveau d'utilisation des résultats d'évaluation de l'Entente afin d'améliorer sa gestion		X		ÉDU.
A1.11 Taux de réduction progressive des coûts		X		CS
B1.1 Nombre de projets financés pour l'amélioration des installations scolaires		X		ÉDU
B1.2 % des projets d'amélioration des installations financés qui sont complétés		X		ÉDU
C1.13, C2.8, C3.9 Nombre d'inscriptions			X	ÉDU.
C1.14, C2.10, C3.11 Taux général de rétention des élèves			X	ÉDU.
C1.15, C2.11, C3.12 Taux de rétention des élèves lors du passage du primaire au secondaire			X	ÉDU.
C1.16, C2.12, C3.13 Taux de transition vers le palier postsecondaire, et en particulier les collèges de langue française et les universités bilingues			X	ÉDU.
C1.17, C2.9, C3.10 Taux de diplomation			X	ÉDU.
C3.6 Éventail de cours offerts dans les écoles		X		CS

7.3. Le calendrier de l'évaluation

L'évaluation se réalisera en continu au cours de la mise en oeuvre de l'Entente, avec des temps forts lors des évaluations formative, sommative et de suivi.

- L'évaluation **formative** vise à mesurer l'état de progression vers les résultats attendus et, au besoin, proposer des correctifs. Elle se réalisera vers le printemps 2001.
- L'évaluation **sommative** vise à mesurer dans quelle mesure les résultats attendus ont été atteints au terme de l'Entente. Elle se réalisera vers 2003.
- L'évaluation de **suivi** vise à mesurer les résultats attendus à long terme, soit au-delà de la période de l'Entente elle-même. Elle pourrait être réalisée deux ans après la fin de l'Entente, soit vers 2005.

Du point de vue du calendrier, il faut distinguer la collecte des données et l'analyse des données.

7.3.1. La collecte des données

La collecte des données se réalisera à plusieurs paliers du système scolaire : écoles, conseils scolaires, ministère. Dans la plupart des cas, les données seront recueillies en continu, consignées dans les registres administratifs et on en rendra compte dans le cadre des rapports d'activités / de cheminement des conseils scolaires. Certaines activités de collecte de données telles que les entrevues et sondages sur les perceptions seront réalisées à l'occasion des évaluations formative, sommative et de suivi.

Le ministère de l'Éducation sera responsable d'organiser la collecte des données aux étapes suivantes :

- dès l'adoption du présent cadre, en chargeant une équipe d'élaborer les instruments d'évaluation **en continu** et en s'assurant que les CS s'acquittent de la collecte des données;
- dès le printemps 2001, en chargeant une équipe d'élaborer les instruments en vue de l'évaluation **formative** et en coordonnant la collecte des données;
- au printemps de 2003, en chargeant une équipe de préparer les instruments de la collecte des données en vue de l'évaluation **sommative** et en coordonnant la collecte des données;
- vers 2005, en chargeant une équipe de préparer les instruments de la collecte des données en vue de l'évaluation de **suivi** et en coordonnant la collecte des données

7.3.2. L'analyse des données

L'analyse des données servira à la fois à la gestion continue du rendement et à l'évaluation périodique. Les gestionnaires des conseils scolaires pourront ainsi utiliser les données recueillies en continu pour mesurer leurs résultats et planifier leurs activités. Mais à l'occasion des évaluations formative, sommative et de suivi, les données feront l'objet d'une analyse plus approfondie, dirigée par le ministère de l'Éducation.

8. REDDITION DES COMPTES

8.1. Comité conjoint de l'Entente

Le comité conjoint de l'Entente est composé de quatre représentants du CODELF et de trois représentants de la province de l'Ontario. Il assume les responsabilités suivantes :

- Il assure la planification du processus d'allocation du financement pour la Phase I de mise en œuvre de l'Entente.
- Il assure la planification du processus d'allocation du financement pour la Phase II de mise en œuvre de l'Entente et plus précisément : la révision des critères d'allocation, des modalités d'administration de l'Entente et des échéanciers.

8.2. Le ministère de l'Éducation de l'Ontario (ÉDU)

Le ministère de l'Éducation de l'Ontario assume les responsabilités suivantes :

- Mise en œuvre et gestion du processus d'allocation du financement de l'Entente.
- Octroi des fonds aux conseils scolaires en trois étapes pour chaque phase, soit 50% au début et deux versements subséquents de 25%.
- Sélection, recommandation et approbation des projets.
- Rapport annuel d'activités et rapport financier à Patrimoine canadien.
- Évaluation des rapports bisannuels des conseils scolaires.

- Superviser l'évaluation de l'Entente
- Rapport final de l'Entente.

8.3. Patrimoine canadien

Patrimoine canadien assume les responsabilités suivantes :

- Le financement de 50% des fonds de cette Entente.
- Il reçoit les rapports du ministère de l'Éducation de l'Ontario.
- Il détermine si ces rapports sont conformes aux normes d'imputabilité énoncées dans l'Entente.

8.4. Conseils scolaires de district de langue française

Les conseils scolaires de district de langue française de l'Ontario assument les responsabilités suivantes :

- Ils soumettent à ÉDU leurs demandes pour approbation de financement d'activités spécifiques devant cadrer dans l'un des six volets prévus dans l'Entente.
- Ils réalisent les activités pour lesquelles ils obtiennent un financement dans le cadre de l'Entente.
- Ils recueillent les données relatives à l'évaluation de l'Entente
- Ils produisent des rapports bisannuels pour rendre compte au ministère de l'Éducation de l'Ontario des activités réalisées.
- Ils siègent au CODELF, regroupement des conseils scolaires de district de langue française, lequel rencontre périodiquement des représentants du ministère.
- Ils siègent, via leurs représentants du CODELF, au Comité conjoint de l'Entente.

En outre, l'exercice de formulation de ce cadre a permis de faire quelques observations préliminaires. On a pu constater qu'à mi-parcours dans la mise en oeuvre de cette Entente, les conseils scolaires ne sont pas tous rendus au même point dans leur atteinte des résultats attendus. Cette inégalité est en partie due au fait que ces derniers ont entamé leurs opérations à partir de niveaux d'infrastructures très différents. Dans certains cas, l'infrastructure était non existante. On ne peut faire davantage état de ce facteur dans ce cadre d'évaluation mais on devra par contre en tenir compte dans l'interprétation des données lors des évaluations formative, sommative et de suivi.

ANNEXE A : PLAN D'AFFAIRES

ANNEXE B : LISTE DES PERSONNES CONSULTÉES LORS DE L'ÉLABORATION DU CADRE D'ÉVALUATION

PATRIMOINE CANADIEN, DIRECTION GÉNÉRALE DU PROGRAMME D'APPUI AUX LANGUES OFFICIELLES

Hilaire Lemoine, Directeur général
Hull

Paul-Émile Leblanc, Ancien directeur des Opérations
Hull

Nicole Frenette, Agente de programme
Hull

Carole Corriveau, Agente de programme
Hull

Roda Muse, Agente de programme
Toronto

PATRIMOINE CANADIEN, DIRECTION DES EXAMENS MINISTÉRIELS

Marjolaine Schaan, Agente d'évaluation
Hull

CONSEIL DU TRÉSOR, DIRECTION DE LA FONCTION DE CONTRÔLEUR

Michel Laurendeau, Analyste principal
Ottawa

REPRÉSENTANTS DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION DE L'ONTARIO

Maurice Proulx, Sous-ministre adjoint
Division de l'éducation en langue française et de l'administration de l'éducation
Toronto

Marie-Lison Fougère, Directrice
Direction des politiques et programmes d'éducation en langue française
Toronto

Robert Laplante
Direction des politiques et programmes d'éducation en langue française
Toronto

Réjeanne Guay, Agente principale
Politiques et programmes
Toronto

Paul Overy, Agent principal
Politiques et programmes
Toronto

CONSEILS SCOLAIRES DE LANGUE FRANÇAISE

Conseil scolaire de district 56
Conseil scolaire de district du Nord-Est de l'Ontario

Denis Yapps, Directeur général
North Bay

Conseil scolaire de district 57

Conseil scolaire de district du Grand Nord de l'Ontario
Marc Dionne, Directeur général
Sudbury

Conseil scolaire de district 58

Conseil scolaire de district du Centre-Sud-Ouest
Alice Ducharme, Directrice générale
North York

Conseil scolaire de district 59

Conseil scolaire de district numéro 59
Denis S. Chartrand, Directeur général
Vanier

Conseil scolaire de district 60 - A

Conseil scolaire de district catholique des Grandes Rivières
Jean Grisé, Directeur général
Timmins

Conseil scolaire de district 60 - B

Conseil scolaire de district catholique Franco-Nord
Lise Gadoury, Directrice générale
North Bay

Conseil scolaire de district 61

Conseil scolaire de district catholique du Nouvel-Ontario
Hélène Chayer, Directrice générale
Sudbury

Conseil scolaire de district 62

Conseil scolaire de district catholique des Aurores boréales
Joanne Thiboutot-Debnam, Directrice générale
Thunder Bay

Conseil scolaire de district 63

Conseil scolaire de district des écoles catholiques du Sud-Ouest
Michel Serré, Directeur général
Windsor

Conseil scolaire de district 64

Conseil scolaire de district catholique Centre-Sud
Madeleine L. Champagne, Directrice générale
Toronto

Conseil scolaire de district 65

Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien
Denis B. Vaillancourt, Directeur général
L'Orignal

Conseil scolaire de district 66

Conseil scolaire de district catholique du Centre-Est de l'Ontario
Marc Godbout, Directeur général
Gloucester

Secrétariat du CODELF
Robert Arseneault
Vanier

ANNEXE C : LISTE DES INSTRUMENTS DE COLLECTE DE DONNÉES À DÉVELOPPER

Instrument			Administration		Analyse et rapport	
	Qui	Quand	Qui	Quand	Qui	Quand
Rapports d'activité / de cheminement	ÉDU	Oct. 2000	CS	Annuel	Expertise externe	Été 2001 Été 2003 Été 2005
Registres administratifs des CS	CS, ÉDU	Continu	CS	Continu	Expertise externe	Été 2001 Été 2003 Été 2005
Registres administratifs d'ÉDU	ÉDU	Continu	ÉDU	Continu	Expertise externe	Été 2001 Été 2003 Été 2005
Registre des formations dispensées au personnel (SIG, technologies de communication, vidéoconférence, aménagement linguistique, services spécialisés à l'élève, technologies d'apprentissage)	ÉDU	Fév. 2001	CS	Continu	Expertise externe	Été 2001 Été 2003 Été 2005
Registre d'utilisation des équipements de communication à distance et de vidéoconférence dans les écoles (communautaire, réunions des CS, cours, formation du personnel enseignant...)	ÉDU	Fév. 2001	CS	Continu	Expertise externe	Été 2001 Été 2003 Été 2005
Registre des activités culturelles développées en lien avec l'aménagement linguistique et de la participation des parents	ÉDU	Fév. 2001	CS	Continu	Expertise externe	Été 2003 Été 2005
Registre de l'utilisation des services spécialisés à l'élève	ÉDU	Fév. 2001	CS	Continu	Expertise externe	Été 2003 Été 2005
Sondage / entrevues auprès des CS (cadres et conseillers)	Expertise externe	Oct. 2001 Fév. 2003 Fév. 2005	Expertise externe	Mai 2001 Mai 2003 Mai 2005	Expertise externe	Été 2001 Été 2003 Été 2005
Sondage / entrevue auprès du personnel des CS	Expertise externe	Oct. 2001 Fév. 2003	Expertise externe	Mai 2001 Mai 2003	Expertise externe	Été 2001 Été 2003
Sondage / entrevue auprès du personnel enseignant	Expertise externe	Oct. 2001 Fév. 2003	Expertise externe	Mai 2001 Mai 2003	Expertise externe	Été 2001 Été 2003

CADRE D'ÉVALUATION DE L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA-ONTARIO SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE

Instrument			Administration		Analyse et rapport	
			Qui	Quand	Qui	Quand
		Fév. 2005		Mai 2005		Été 2005
Sondage auprès des parents	Expertise externe	Fév. 2003	Expertise externe	Mai 2003	Expertise externe	Été 2003
Sondage / entrevue auprès des employeurs	Expertise externe	Fév. 2003	Expertise externe	Mai 2003	Expertise externe	Été 2003
		Fév. 2005		Mai 2005		Été 2005
Termes de référence d'une expertise sur les outils de gestion des CS (y compris technologiques)	Expertise externe	Nov. 2001	Expertise externe	Mai 2001	Expertise externe	Été 2001
Termes de référence d'une expertise sur le développement pédagogique (aménagement linguistique et services spécialisés à l'élève)	Expertise externe	Fév. 2003	Expertise externe	Mai 2003	Expertise externe	Été 2003

CADRE D'ÉVALUATION DE L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA-ONTARIO SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE